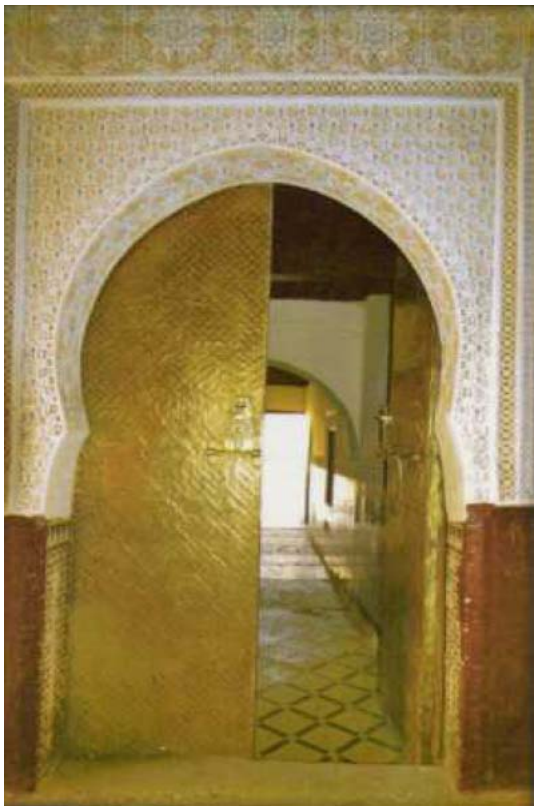
Note de l'Ifri

Le Maghreb dans la politique arabe de la Turquie

Aperçus sur une stratégie en développement

Le Maghreb face aux nouveaux enjeux mondiaux



Mansouria Mokhefi

Décembre 2013

Programme Moyen-Orient/Maghreb

ifri

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Avec le soutien du groupe OCP

ISBN : 978-2-36567-248-1
© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : *Ifri.org*

Introduction

Pays passé en moins d'un siècle du statut d'empire vieillissant à celui de république laïque moderne et orientée vers l'Occident, la Turquie est entrée dans le XXIe siècle en tant que puissance économique déterminée à jouer un rôle régional et international de plus en plus important, commençant par retisser des liens avec un monde musulman qu'elle avait longtemps négligé.

En effet, avant de devenir une pièce majeure du dispositif d'endiguement de l'Union Soviétique pendant la guerre froide et d'aligner sa politique étrangère sur celle des pays occidentaux, avec lesquels elle voulait s'identifier, la Turquie a dès les années 1920, après la chute de l'empire ottoman et la révolution d'Atatürk, rompu avec un monde arabe qu'elle avait dominé – à l'exception du Maroc, l'ensemble des pays du monde arabe avaient été sous la domination de l'Empire Ottoman – et avec lequel elle ne se reconnaissait aucune affinité.

L'alignement de la Turquie sur les États-Unis et les puissances occidentales – adhésion au Conseil de l'Europe en 1949 et à l'OTAN en 1952 – a conduit la Turquie à participer à la guerre de Corée (1950-1951), à signer le Pacte de Bagdad en 1955, à se démarquer du mouvement des non-alignés que nombre de pays arabes avaient rejoint, à s'opposer aux mouvements de libération nationale et anticoloniaux qui vont se développer dans la région et à entretenir des relations avec l'État d'Israël à un moment où le rejet de celui-ci constituait une constante de la politique étrangère des États arabes et le ciment identitaire entre les peuples arabo-musulmans. Outre la suppression du califat et les réformes radicales mises en œuvre par le régime kémaliste, qui sont à l'origine du ressentiment arabe à l'égard de la Turquie perçue comme la nation qui a trahi l'islam en optant pour la laïcité[1], cet alignement a longtemps nourri l'animosité des Arabes à l'égard des Turcs.

---

[1]Didier Billion, « Laïcité, islam politique et démocratie conservatrice en Turquie », *Co nfluences Médi-terranée*, n° 76, hiver 2010-2011, p. 37-49. Voir, du même auteur,

© Ifri

Mais si ces contentieux étaient prégnants au Moyen-Orient, ils étaient moins perceptibles au Maghreb, où, malgré les liens avec l'Empire, les relations avec celui-ci étaient moins étroites, où la colonisation européenne a quelque peu effacé dans les mémoires la présence ottomane du XVIe au XIXe siècle, et où une profonde méconnaissance a régi le peu de rapports qui ont existé depuis l'instauration de la République de Turquie.

Ainsi, quand la Turquie modifie les axes de sa politique extérieure à partir des années 1970 et tente, pour défendre ses intérêts nationaux, de normaliser ses relations avec les États arabes, elle entreprend de renouer avec ceux de sa périphérie géographique, le Maghreb, avec lequel les contentieux étaient pourtant moins nombreux, restant loin d'être primordial dans la réflexion et les inflexions turques qui animent cette reconquête.

En effet, la reconquête économique et idéologique du monde arabe a été entreprise avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*), mais c'est depuis que celui-ci est à la tête du pays que cette reconquête a pris de l'élan, est devenue un axe majeur de la politique étrangère élaborée par Davutoğlu visant à faire de la Turquie la puissance régionale la plus importante avant de la faire accéder au statut de puissance internationale, et a été, jusqu'aux récents bouleversements du Printemps arabe, couronnée de succès dans toute la région.

La reconnaissance par Washington de la réussite turque, érigée comme un modèle à recommander aux autres pays arabes à un moment où l'Administration Bush entreprend la recomposition du grand Moyen-Orient, lui a attribué une considération croissante et un rôle qui dépassait les limites de ses frontières. En 2002, Paul Wolfowitz louait le mode de développement de la Turquie, la gestion politique de sa croissance et ses avancées démocratiques : « Ce qui est fondamental pour la réussite de la Turquie, c'est son caractère démocratique ». Il la recommandait comme modèle pour les pays musulmans – « Une Turquie qui surmonte ses problèmes actuels et continue de progresser comme elle le fait depuis un siècle est de fait un exemple pour le monde musulman »[2] – et lui attribuait un rôle crucial, celui de « combler le grave fossé

« Tentative de mise en perspective de la politique extérieure de la Turquie », Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, janvier 2013, http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2013-01-29-observatoire-turquie-pol-ext-turquie-db.pdf

[2] Washington Institute for Near East policy, 15 mars 2002, http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/fifth-annual-turgut-ozal-memorial-lecture

© Ifri

entre l'Occident et le monde musulman »[3]. Mais ce « modèle », qui incarnait à la fois une démocratie à l'identité musulmane assumée et une économie en plein essor, qui a propulsé la Turquie au cœur des bouleversements du Printemps arabe en la faisant apparaître comme le leader du nouveau monde arabe, a depuis été mis à mal à la fois par les crises politiques et économiques qui fragilisent le pouvoir de l'AKP et par les défaites diplomatiques que la Turquie a accusées au Moyen-Orient.

En quelques mois, la politique étrangère turque s'est « écroulée[4] » et toutes ses positions au Moyen-Orient (Syrie, Égypte, Irak) se sont fragilisées ; des liens longuement tissés après des réconciliations se sont défaits (Syrie et Iran) ; d'anciennes et de nouvelles rivalités se sont ravivées (Iran, Arabie Saoudite, Égypte). Et alors qu'il était, il y a quelques mois encore, l'homme fort du Proche-Orient, Erdoğan est désormais isolé d'une région sur laquelle il voulait régner[5].

Même si la Turquie ne peut pas prétendre au titre de modèle pour les sociétés maghrébines, le Maghreb reste la zone du monde arabe où, malgré quelques revers, la diplomatie turque n'a pas enregistré les mêmes défaites qu'au Moyen-Orient, où elle a multiplié ses relations économiques avec chacun des pays – avec des volumes des échanges en croissance constante et une présence des entreprises turques de plus en plus importante – et déployé avec succès un soft power qui la fait rayonner dans toute la région.

L'espace maghrébin, qui représente un marché près de 100 millions d'habitants, recèle des ressources énergétiques importantes qui peuvent satisfaire les besoins croissants de la Turquie et alléger sa dépendance à l'égard de l'Iran, constitue par ailleurs la porte d'entrée vers un espace plus vaste et très prometteur pour les entreprises turques qui étendent leurs activités à l'international : l'Afrique.

Après avoir remis un pied dans la région, après avoir conquis « le cœur et l'esprit » de nombreux Maghrébins, la Turquie semble déterminée, quels que soient les revers politiques en

---

[3] « Bridging the Dangerous Gap between the West and the Muslim World », US Department of Defense, 3 mai 2002, http://www.defense.gov/speeches/speech.aspx?speechid=210

[4] Patrick Seale, « The Collapse of Turkey's Middle East Policy », *Middle East Online,* 5 septembre 2012.

[5] Kadri Gürse, « Turkey, Lonely Man Of the Middle East », 15 juillet 2013, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/07/turkey-lonely-man-of-the-middle-east.html

© Ifri

cours de chemin à s'adapter aux nouveaux contextes géopolitiques, à consolider ses positions économiques et à y déployer selon ses intérêts et au cas par cas, la stratégie multibilatérale qui en a déjà fait un partenaire majeur pour chacun de ces pays.

© Ifri

Les ambitions arabes de la diplomatie turque

Le retour au Moyen-Orient

La mutation diplomatique au Moyen-Orient

L'ambition turque de reconquérir le monde arabe, de pacifier ses relations avec tous ses voisins arabes, de s'imposer au Moyen-Orient et d'en devenir la puissance régionale la plus importante a, depuis 2002 et l'arrivée au pouvoir de l'AKP, été facilitée par plusieurs facteurs : d'une part, la mondialisation de l'économie internationale, l'évolution de la démographie mondiale, qui se fait au détriment de l'Occident, et la multipolarisation géopolitique, qui favorise la montée en puissance des pays émergents ; d'autre part, la Turquie a bénéficié de la recomposition géopolitique qui s'est opérée dans la région pendant cette décennie, où, parallèlement au repli américain – repli ou distanciation dont on mesure amplement les effets depuis la présidence d'Obama[6] – la région a vu le retrait de la scène politique des grands pays arabes à la source du nationalisme arabe, notamment les trois acteurs les plus influents, l'Irak, la Syrie et l'Égypte, dont le leadership politique s'est effacé et effondré, pour chacun à sa manière, tout au long de ces dernières années.

Même si la Turquie avait déjà marqué à plusieurs reprises sa distanciation par rapport à l'Occident[7], en 2003, profitant d'un système international dans lequel se dessinait une possible autonomisation des puissances régionales et de l'occasion de démontrer sa capacité à agir et peser sur un contexte régional,

---

[6] Vali Nasr, The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat, Doubleday, avril 2013.

[7] En 1975, la Turquie reconnaît l'OLP et autorise l'ouverture d un bureau de l'OLP à Ankara en 1979 ; en 1976, elle adhère à l'Organisation de la Conférence islamique.

© Ifri

elle n'a pas accédé aux demandes des États-Unis qui s'apprêtaient à envahir l'Irak. En déniant aux États-Unis l'accès au territoire turc pour envahir l'Irak en 2003 – la Turquie a refusé le survol par les avions et le transit au sol des 62 000 soldats américains – Ankara a annoncé sa volonté de s'affranchir de ses partenaires stratégiques et de réactualiser ses alliances, sans toutefois aller jusqu'à remettre en cause celles-ci, et a amorcé une politique qui se voulait nouvelle vis-à-vis de ses alliés traditionnels et de ses voisins arabes[8]. Cette décision prise en tenant compte d'une opinion publique méfiante à l'égard des projets de l'Administration Bush dans la région et qui avait clairement exprimé son opposition à l'offensive américaine contre l'Irak, a constitué un véritable tournant de la politique étrangère turque, reflétant les postures et les orientations des nouveaux dirigeants de la Turquie – l'AKP était arrivé au pouvoir un an auparavant – qui s'apprêtaient à jouer un plus grand rôle dans les affaires régionales. Ce tournant par lequel la Turquie a affirmé sa souveraineté nationale et son émancipation sur la scène internationale a ouvert la voie au déploiement d'une diplomatie proactive au Moyen-Orient ; celle-ci se traduira notamment par le réchauffement des relations de la Turquie avec la Syrie et par son rapprochement avec l'Iran[9]. Avec la Syrie, le rapprochement entamé à la fin des années 1990 s'est poursuivi et a été confirmé, Erdoğan établissant des relations cordiales et amicales avec Bashar Al-Assad, cela aboutissant en septembre 2009 à la mise en place du Conseil de coopération stratégique. Quelques mois plus tard, la Turquie signait le même accord de coopération stratégique avec le Liban et établissait des zones de libre-échange avec une région dont elle était écartée jusqu'alors[10]. Une ouverture qui a permis d'établir une relation de confiance avec les autres pays arabes.

---

[8] Jim Zanotti, « Turkey: Background and U.S. Relations », 21 juin 2013, Congressional Research Service, http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/R41368.pdf ; Soner Cagaraptay, « The New Turkey and US Policy », Strategic report 11, The Washington Institute for Near East Policy , janvier 2013, http://www.washingtoninstitute.org/uploads/StrategicReport11.pdf.

[9] Ankara a adopté une position modérée sur le dossier nucléaire iranien et a signé en mai 2010 l'accord tripartite (Brésil, Iran, Turquie) qui proposait une solution de remplacement au programme de sanctions contre la République islamique, sanctions décidées par les puissances occidentales et approuvées par la communauté internationale (Conseil de sécurité de l'ONU).

[10] En 2010, une zone de libre circulation des biens et des personnes, nommée le « Quatuor du Levant », entre la Turquie, la Syrie, la Jordanie et le Liban a été mise en place.

© Ifri

Mais la véritable réhabilitation de la Turquie dans le monde arabe lui fut acquise par la prise de distance avec l'État d'Israël, qu'elle avait été le premier pays musulman à reconnaître en 1949, et par son soutien à la cause palestinienne, un positionnement qui, dans un monde arabe en quête de repères et de leader, eut un retentissement considérable. Profitant dans ce dossier d'un contexte favorable créé par l'arrivée à la Maison Blanche en 2009 de Barack Obama, qui avait d'emblée affiché une volonté de conciliation avec le monde musulman puis annoncé un règlement rapide de la question palestinienne, laissant même entendre que la politique américaine à l'égard d'Israël allait changer, la Turquie allait prendre la question palestinienne à bras-le-corps.

L'engagement de la Turquie dans le dossier palestinien s'est fait de manière graduelle et tâtonnante, mais avec l'AKP, le langage et les positions se durcissent[11] à l'égard de l'État d'Israël, avec lequel Ankara maintient néanmoins une coopération économique et militaire avancée. Mais ce sont surtout la « minute de Davos[12] » et l'épisode du Mavi Marmara[13] qui eurent un retentissement immense au Moyen-Orient et au Maghreb – « Aujourd'hui, les peuples maghrébins perçoivent la Turquie d'un autre œil, grâce notamment aux positions de ce pays envers la cause palestinienne[14] », imposant l'image flatteuse d'une Turquie courageuse et décomplexée et celle d'un premier ministre héros de la cause palestinienne. Les retombées médiatiques[15] de ces deux événements ont consacré le véritable retour de la Turquie au Moyen-Orient et son statut de puissance régionale désormais incontournable.

L'offensive commerciale vers les pays arabes

Pour une Turquie qui avait transformé en moins de deux décennies son économie, encore agricole et autocentrée avant

---

[11] Erdoğan n'a pas hésité à qualifier de « terrorisme d'État » l'assassinat du Cheikh Yassine en 2004.

[12] Lorsqu'en janvier 2009, au Forum de Davos, Erdoğan apostrophe le président israélien Shimon Peres pour dénoncer l'opération « Plomb durci » à Gaza, ce qu'aucun chef d'état arabe n'avait fait.

[13] La flottille turque partie pour Gaza avec à son bord des militants pacifistes pro-palestiniens qui fut stoppée par l'intervention de l'armée israélienne, qui fit neuf morts parmi les militants.

[14] L'Afrique du Nord renoue avec son héritage ottoman, *Zaman France* ,3/07/2011, http://www.zamanfrance.fr/article/l%E2%80%99afrique-du-nord-renoue-avec-son-h%C3%A9ritage-ottoman

[15] Mohamed El Oifi, « L'Affaire de la flottille de Gaza dans les médias arabes », in Dorothée Schmid (dir.) *La Turquie au Moyen-Orient,* Editions CNRS 2011, pages 228 à 244.

© Ifri

les années 1980, en une économie soutenue par un tissu industriel développé et basée sur l'exportation, le Moyen-Orient constituait un terrain d'opportunités commerciales qu'elle ne pouvait pas ignorer, et ce dès les années 1990.

Cherchant à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Union européenne, tentant de diversifier ses partenaires et recherchant de nouveaux débouchés, la Turquie a porté son offensive commerciale vers les pays arabes du Moyen-Orient. Sur la décennie 2002-2012, les échanges commerciaux de la Turquie avec les pays arabes du Moyen-Orient ont été multipliés par 9, passant d'un montant approchant 4,7 milliards de dollars à 46,3 milliards de dollars, et la part des pays arabes dans les échanges commerciaux de la Turquie est passée de 5 à 12 %.

Les tergiversations de l'Union européenne quant à l'adhésion de la Turquie – interminable attente, nombreux obstacles, rejet de 2005, opposition de la France clairement exprimée par le président Sarkozy, appuyé en cela mais de manière plus subtile par Angela Merkel – ont indéniablement impacté les relations. Mais les importations de la Turquie en provenance de l'Union européenne représentant environ 85 % du total de ses importations, et ses exportations vers l'Union – passées de 63 milliards à 135 milliards de dollars en une décennie – 55 % de ses exportations, il est manifeste que l'Union européenne reste, malgré la crise financière que celle-ci traverse depuis 2008, le partenaire le plus important, le plus fiable et le plus solide de la Turquie. D'ailleurs, la situation de chaos dans les pays arabes incite les entreprises turques à regarder de nouveau vers le marché européen pour y retrouver la stabilité et la primauté du droit qui font défaut dans les pays voisins, si bien que les exportations de la Turquie vers l'Union européenne ont enregistré une hausse de 6 % au cours des sept premiers mois de 2013 par rapport à la même période en 2012.

Malgré les perturbations politiques et l'instabilité croissante dans la région, la Turquie est pour le moment parvenue globalement à accroître ses échanges ainsi que ses exportations, tant avec le Moyen-Orient en général qu'avec les pays du Printemps arabe en particulier. En effet, la Turquie a continué à exporter vers les pays arabes[16] : ses exportations y

[16] Kemal Kirişci, « Improvising Turkish Tade Policy in a Turbulent Post Arab Spring Stategic Context », in Riaux, *La Turquie au Moyen Orient*, pages 18 à 22, Etude de l'IRSEM no 28/2013 www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/vient-de-

© Ifri

ont augmenté de près de 57 % entre la fin de 2010 et la fin de 2012, le triple de la croissance enregistrée par le commerce de la Turquie avec son principal partenaire commercial, l'Union européenne, et le double de celle enregistrée pour l'ensemble des échanges commerciaux de la Turquie. Certes, l'accroissement des exportations vers les pays du Printemps arabe a été nettement inférieur, s'établissant à 8 %, mais si l'on ne prend pas en compte la Syrie, l'augmentation est de 35 %[17]. Et durant les sept premiers mois de 2013, les exportations vers les pays du Printemps arabe ont augmenté de 14 % contre 12 % pour l'ensemble du monde arabe, alors qu'elles n'ont augmenté que de 6 % pour l'Union européenne[18]. Fait notable au Maghreb, non seulement la Turquie n'y a enregistré aucun recul, mais elle y a, au contraire, conforté ses positions économiques depuis le Printemps arabe et l'arrivée au pouvoir de partis politiques issus de la mouvance islamique. Mais, si le commerce avec les pays arabes continue de progresser et même si celui avec l'Union européenne connaît un certain ralentissement[19] du fait de la crise, l'Union européenne reste le principal partenaire commercial de la Turquie, avec près de 40 % des échanges.

De par sa position géographique stratégique qui en fait un comptoir commercial entre l'Est et l'Ouest, bénéficiant d'un bassin industriel développé, d'une croissance soutenue sous l'effet d'un secteur privé moderne et dynamique, d'un cadre juridique proche des normes européennes, d'une classe moyenne consommatrice qui se développe rapidement et d'une main-d'œuvre à bas coût, la Turquie dispose de nombreux atouts pour attirer les investisseurs. Après la crise du début des années 2000, la stabilisation politique de la Turquie et ses bonnes performances économiques ont permis un essor des flux d'IDE, jusqu'à ce que la crise financière mondiale de 2008 ne ralentisse les flux internationaux.

Aujourd'hui, la Turquie, qui ne se classe qu'à la 23e place[20] parmi les destinations d'investissement les plus prisées, est le deuxième bénéficiaire d'investissements directs étrangers (IDE)

---

paraitre/etude-de-l-irsem-n-28-2013-la-turquie-au-moyen-orient.

[17] Ibid.

[18] Ibid.

[19] Tristan Coloma, « Pourquoi M. Erdoğan espère rebondir », in *Le Monde Diplomatique*, juillet 2013 http://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/COLOMA/49323

[20] Selon le Rapport 2012 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur les investissements étrangers dans le monde http://www.unctad-docs.org/files/UNCTAD-WIR2012-Full-en.pdf

© Ifri

de la région d'Asie occidentale et on y compte environ 25 000 entreprises à capitaux étrangers : un tiers des banques et un quart des 500 grandes entreprises sont étrangères, en majorité européennes. L'Union européenne est en effet le premier investisseur en Turquie, où elle est à l'origine de près de 80 % des investissements étrangers. S'il est vrai que les investissements provenant des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui étaient de 2 milliards de dollars en 1998, ont quadruplé en 10 ans[21], il semblerait que les nouvelles tensions nées du Printemps arabe, les retombées de la crise syrienne et la fragilisation du gouvernement turc aient considérablement ralenti les flux en provenance des pays du Golfe ces derniers mois. La première conférence des ministres arabes et turcs de l'Économie, du Commerce et des Investissements, qui s'est tenue à Mersin le 25 septembre 2013, avait pour objectif de relancer les investissements et de faciliter les échanges. Toujours est-il que, même si le commerce entre les pays arabes et la Turquie se développe et que les investissements augmentent, la place des pays arabes dans l'économie turque demeurera pour longtemps encore complémentaire de celle de l'Union européenne, qui, selon les indications pour la période de 2008 à 2011, a été à l'origine de 75 % des investissements réalisés en Turquie contre seulement 6,1 % pour les États-Unis et 6,1 % pour les pays du Golfe[22].

De nombreux analystes ont vu dans l'ouverture de la Turquie sur le monde arabe le signe d'un éloignement de l'Union européenne, voire même de son rejet, pour avoir été humiliée par les nombreux obstacles[23] à son adhésion, et ont présenté le Moyen-Orient comme un substitut possible de l'Union européenne. Or, si le renouveau des rapports turco-arabes s'inscrit dans une stratégie régionale de positionnement et de rayonnement et recouvre des intérêts économiques et commerciaux indéniables, il constitue d'abord et avant tout une normalisation des relations avec le voisinage, un apaisement par rapport aux tensions historiques nées de la fin de la période

---

[21] Fatiha Dazi-Heni , « La Turquie et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) : une relation d'avenir ? », in Dorothée Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient: le retour d'une puissance régionale ?* p. 248.

[22] Tristan Coloma, op. cit.

[23] En 1959, la Turquie présente une demande d'association à la Communauté économique européenne. Un accord d'association incluant une perspective d'adhésion noue les liens de la Turquie avec l'Europe dès 1964. L'adhésion n'est toutefois envisagée que dans les années 1990 et une union douanière mise en place en 1996. Mais l'année suivante, le Conseil européen décide de lancer le processus d'adhésion pour les dix États candidats d'Europe centrale et orientale et Chypre, mais rejette la candidature de la Turquie.

© Ifri

ottomane, un rapprochement qui n'a jamais visé à remettre en cause les liens politiques et économiques structurels de la Turquie avec l'Union européenne ; ces liens avec une Europe qui lui a apporté une prospérité économique indéniable restent bien plus forts que ceux que la Turquie a développés avec le monde arabe en général.

L'essoufflement de l'économie turque

Après une forte récession en 1999-2001 – le pays était au bord de la faillite au début des années 2000 et a dû faire appel au FMI – la Turquie a bénéficié pendant plusieurs années d'une situation économique remarquable et enviable, enregistrant une croissance d'environ 7 % chaque année entre 2003 et 2013, a vu son produit intérieur brut (PIB) croître de 383 milliards de dollars et son revenu par habitant doubler, alors que la dette à trois chiffres de l'État tombait à 46 % du PIB[24]. La croissance de ce qui est devenu la seizième économie du monde a eu pour effet, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de créer une nouvelle classe moyenne – les ménages ont enregistré la plus forte hausse des revenus après impôt[25] – et de réduire considérablement les inégalités de revenus[26].

Mais les succès économiques de la Turquie marquent le pas : en effet, selon les récents indicateurs, « l'économie turque montre des signes d'essoufflement[27] ». Après deux années de forte augmentation en 2010 (8,9 %) et 2011 (8,8 %), la croissance a chuté à 2,2 % en 2012, et en 2013 elle ne devrait pas dépasser les 3 % alors que le gouvernement prévoyait 4 %. Les prévisions indiquent aussi une contraction de la consommation intérieure en raison de l'endettement croissant des ménages (70 % du PIB), une faiblesse des recettes fiscales grevées par les fraudes et le travail non déclaré (le secteur informel représenterait presque un tiers du PIB) et un taux de chômage en hausse. Enfin, avec la crise politique qui frappe le

---

[24] Fadi Hakura, « After the Boom: Risks to the Turkish Economy », Chatham House, août 2013 http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Europe/0813bp_turkey.pdf.

[25] En 2012, le PIB par habitant – 10 500 dollars – équivaut à la moitié de la moyenne européenne et à un tiers de celui de la France.

[26] Le coefficient de Gini pour la Turquie (variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale) a diminué, passant de 0,403 en 2006 à 0,38 en 2010.

[27] Florence Beaugé, « L'économie turque montre des signes d'essoufflement », *Le Monde*, 6 août 2013.

© Ifri

gouvernement en décembre 2013, la livre turque a poursuivi le mouvement de dépréciation observé depuis mai 2013 et avait, à la fin décembre 2013, plongé de 8 % en une semaine, portant à plus de 15 % sa dépréciation depuis le début de l'année[28]. En effet, alors que les scandales de corruption et les affrontements entre le gouvernement et l'appareil judiciaire se poursuivent, la dépréciation de la livre turque a atteint ses plus bas niveaux historiques (2,1764 livres pour un dollar) et les cours de la Bourse ont chuté, situation qui, selon le vice-Premier ministre, Bülent Arinç, aurait amené les pertes de l'économie turque depuis le début de la crise à la fin décembre 2013 à « 100 milliards de dollars[29] ».

En se développant, la Turquie a accru sa dépendance énergétique – un handicap majeur puisque cette dépendance grève lourdement sa balance des paiements – et elle est également devenue fort tributaire des investissements étrangers et donc de la conjoncture internationale. Dépendante principalement des capitaux provenant de l'Union européenne, mais aussi des États-Unis dont la politique monétaire a des répercussions directes et rapides sur la Turquie. Ainsi, « plus de 3 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) de capitaux étrangers ont quitté la Turquie entre mi-mai et début juillet 2013 à la suite d'une déclaration de la Réserve fédérale américaine menaçant de réduire ses injections de liquidités sur le marché financier[30]. »

Par ailleurs, les événements du Printemps arabe et les dégâts collatéraux subis par l'ensemble des partenaires régionaux de la Turquie ont non seulement mis à mal la doctrine de la « profondeur stratégique » et la politique de « zéro problème avec les voisins[31] », mais ils ont « ont pratiquement détricoté tous les accords mis en place par la Turquie avec les pays

---

[28] Marc Semo, « Le modèle turc bien cabossé », Libération, 1er janvier 2014,http://www.liberation.fr/monde/2014/01/01/le-modele-turc-bien-cabosse_970104 ; Baryam Balci, « En Turquie, la crise gouvernementale révèle la fragilité de M. Erdoğan » Le Monde, 30 décembre 2013, http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2013/12/30/en-turquie-la-crise-gouvernementale-revele-la-fragilite-de-m-erdogan_4340729_3232.html.

[29] *Ibid*

[30] Florence Beaugé, op.cit.

[31] La doctrine élaborée par Ahmet Davutoğlu qui vise à construire une politique étrangère basée sur les bonnes relations avec l'ensemble des voisins pour affermir et consolider la présence / puissance régionale de la Turquie. Voir Gérard Groc, « Une nouvelle diplomatie turque », Policy paper, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Iris, décembre 2011 ; http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2011-12-08-grard-groc---nouvelle-diplo-turque.pdf

© Ifri

arabes depuis 2009[32] », annulant ainsi tous les acquis d'une intégration économique régionale patiemment construite par Ankara[33]. L'accord de libre-échange avec la Syrie a été suspendu en décembre 2011, celui avec le Liban n'a pas pu devenir opérationnel, les relations de la Turquie avec le gouvernement de Nouri al-Maliki en Irak se sont détériorées, notamment en raison de la question kurde, le Premier ministre irakien considérant que la Turquie est devenue un « état hostile[34] » – au point de se retrouver dans une impasse – et le commerce de transit de la Turquie vers les pays du Golfe via l'Irak a été de plus en plus entravé alors que la détérioration de la situation sécuritaire en Syrie rendait impossible tout transport routier à destination de la Syrie ou via la Syrie. Même s'il est encore difficile de les évaluer à leur juste mesure, on sait que l'engagement d'Ankara dans le conflit syrien a déjà eu comme conséquence des pertes considérables pour ses entrepreneurs sur les marchés irakiens, iranien et libanais.

L'ouverture de la Turquie sur le Maghreb

Une influence politique en question

Après avoir orienté sa politique étrangère vers le Moyen-Orient – l'élaboration et la mise en place de la politique de « zéro problème avec les voisins » concernait surtout le Moyen-Orient et ne s'étendait pas à un Maghreb géographiquement plus éloigné – la Turquie a voulu et dû, pour des raisons stratégiques évidentes et dans une logique commerciale nécessaire, se tourner vers l'Afrique du Nord, région à laquelle elle avait tourné le dos depuis la conquête de l'Algérie par la France en 1830. Mais contrairement au Moyen-Orient, où elle avait pu faire preuve d'un activisme diplomatique qui s'est notamment illustré dans diverses médiations et conciliations[35],

---

[32] Dorothée Schmid, « Le modèle turc à l'épreuve du printemps arabe », Questions internationales, janvier/février 2012.

[33] Kemal Kirişci « The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World », Brookings, 15 août 2013, http://www.brookings.edu/research/opinions/2013/08/15-rise-and-fall-turkey-model-middle-east#

[34] « La Turquie vue du monde arabe », Compte rendu de séminaire, janvier 2013, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2013-01-la-turquie-vue-du-monde-arabe.pdf

[35] Notamment les médiations entre la Syrie et Israël sur le Golan entre 2004 et 2008, et entre Israël et le Pakistan en septembre 2005 ; le rétablissement des liens entre

© Ifri

la Turquie est, jusqu'au Printemps arabe, restée absente des conflits qui ont secoué les pays du Maghreb depuis leur indépendance.

Les révolutions qui ont secoué la Tunisie puis la Libye en 2011 ont profondément modifié le paysage politique maghrébin et favorisé l'entrée en scène de nouveaux acteurs internationaux, dont la Turquie, qui, si elle y était déjà active sur le plan économique et entretenait des relations cordiales avec tous les dirigeants – dictateurs compris – n'y était guère impliquée politiquement.

La nouvelle donne maghrébine a mis sur le devant de la scène la Turquie et le « modèle turc » présenté comme l'expérience réussie de l'intégration de l'islam dans le jeu politique démocratique[36] et devenu une référence pour les partis islamistes arrivés au pouvoir en Tunisie et au Maroc en 2011. Toutefois, dans le débat sur l'applicabilité de modèle turc[37], il est apparu clairement que les réalités et les fondements de la politique turque d'une part, les spécificités historiques, politiques et économiques des pays maghrébins de l'autre, rendaient impossible toute transposabilité de ce modèle.

En effet, le modèle turc est le produit de circonstances uniques liées aux conditions mêmes de la proclamation de la République de Turquie à la fin de l'Empire ottoman, et à la laïcité – le contrôle des religions par les institutions de l'État – institutionnalisée dès les années 1920. Or, la laïcité pose problème dans les pays arabo-musulmans : au Maghreb, comme dans l'ensemble des pays arabes, si 75 % de la

---

les factions palestiniennes ; les crises gouvernementales libanaise ou irakienne.

[36]Hassan Nafaa, « The "Turkish Model" in the Mirror of the Arab Spring », in Nathalie Tocci, Ömer Taşpınar, Eduard Soler i Lecha et Hassan Nafaa, *Turkey and the Arab Spring: Implications for Turkish Foreign Policy from a Transatlantic Perspective*, GMF Papers, Mediterranean Paper Series, October 2011, pages 35 à 44, http://www.gmfus.org/wp-content/blogs.dir/1/files_mf/toccietal_turkishmodel_nov11_final.pdf

[37] Kemal Kirişci, « Can the Turkish Model be Relevant for the Arab awakening? », *Confluences-Méditerranée,* n° 83, 2012, ; Nora Fisher Onar, « Turkey Inc.: Rethinking the Model's Regional Role », Sada, *Carnegie Endowment for International Peace,* mars 2012, http://carnegieendowment.org/sada/2012/03/29/turkey-inc.-rethinking-turkey-s-regional-role/b1xi; Kemal Kirişci « The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World », Brookings, 15 août 2013, http://www.brookings.edu/research/opinions/2013/08/15-rise-and-fall-turkey-model-middle-east# ;Jean Sylvestre Montgrenier, « Turquie, l'impasse de la politique néo-ottomane », avril 2012, http://www.institut-thomas-more.org/fr/actualite/turquie-limpasse-de-la-politique-neo-ottomane-2.html; Ömer Taşpınar, « An Uneven Fit ? The "Turkish Model" and the Arab World », Analysis Paper no.5, 2003, *The Saban Center for Middle East Policy at Brookings Institution* et « The Turkish Model and its Applicability », in *Turkey and the Arab Spring*, op. cit., pages 9 à 13.

© Ifri

population regardent avec bienveillance le « modèle turc », du fait d'une profonde méconnaissance des institutions turques, 25 % le rejettent, ce rejet provenant « en partie d'une mauvaise compréhension du fonctionnement d'un régime laïc, dans un pays musulman où l'immense majorité de la population est musulmane[38]. »

Le modèle turc est aussi le produit des liens historiques avec l'Occident et de la réussite économique de la Turquie. Autant de données qui ne permettent aucune comparaison avec le cheminement historique, politique et économique des pays du Maghreb, dans lesquels la laïcité est un concept inexistant, la démocratisation des institutions encore en débat, les carences en matière d'éducation reconnues par tous et les retards en matière de développement économique (notamment dans les domaines industriel, commercial et bancaire) patents. Dorothée Schmid l'avait déjà relevé : « La transférabilité du modèle turc dans le reste du monde arabe n'est pas évidente. Au niveau économique, surtout, le modèle turc semble impossible à suivre. La Turquie est dotée d'une base industrielle solide, contrairement à ses voisins arabes, qui se sont presque tous construits sur une économie rentière[39]. »

Cette impossible transférabilité a été comprise par les dirigeants turcs, qui, tout en soutenant les partis islamistes dans les pays du Printemps arabe, ont nuancé la notion de « modèle », lui préférant celle d'« inspiration ». Le Premier ministre turc suggérait cette idée le 23 février 2011 : « Nous n'essayons pas d'être un modèle pour qui ce soit, mais on peut être une source d'inspiration[40] ». Une suggestion qu'il a longuement reprise dans son entretien avec *Foreign Affairs*, durant lequel il a présenté la Turquie comme une puissance vertueuse : « Une puissance vertueuse est une puissance qui n'est ni ambitieuse ni expansionniste de quelque façon que ce soit et qui, au contraire, est une puissance qui accorde la priorité à la préservation des droits de l'homme et des intérêts de tous les êtres humains en apportant une aide à ceux qui sont dans le besoin sans attendre quoi que ce soit en retour. C'est ce que j'entends par puissance vertueuse : une puissance

---

[38] « La Turquie vue du monde arabe », op.cit.

[39] Dorothée Schmid, « Face à ses responsabilités au Moyen-Orient, la Turquie a du mal à être à la hauteur » ; entretien, *Le Monde,* 3 avril 2012, http://www.lemondedesreligions.fr/entretiens/face-a-ses responsabilites-au-moyen-orient-la-turquie-a-du-mal-a-etre-a-la-hauteur-03-04-2012-2403_111.php.

[40] « La Turquie se veut "source d'inspiration" pour les Arabes », *L'Express*, 16/06/11 : http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-turquie-se-veut-source-d-inspiration-pour-les-arabes_1002941.html.

© Ifri

qui sait ce qui est bien et ce qui est mal et qui est suffisamment forte pour soutenir ce qui est bien. » Pour ce qui est d'influencer ou inspirer les pays du Printemps arabe, le président turc précise : « Si d'autres nous considèrent comme un exemple ou s'inspirent de nous, c'est de leur propre chef[41]. » En 2013, on pourrait dire qu'après la débâcle politique des islamistes arabes qui se réclamaient du modèle turc, la Turquie peut, tout au mieux, servir de « compagnon »[42] ou d'accompagnateur dans les pays en transition.

Toutefois, ainsi que plusieurs sondages l'ont confirmé, l'attractivité effective de ce modèle a toujours reposé davantage sur les succès économiques de la Turquie que sur une émulation ou identification politique. En effet, les sondages recueillis en 2010 à 2012 ont indiqué qu'environ 60 % des répondants dans les pays arabes pensaient que la Turquie, du fait de ses résultats économiques – des taux de croissance impressionnants enregistrés par l'économie turque à un moment où les économies occidentales étaient en proie à des difficultés – pouvait apporter une contribution positive à la transformation du monde arabe[43].

Par ailleurs, alors que la diplomatie turque a enregistré une double défaite diplomatique au Moyen-Orient, en Syrie et en Égypte, les deux pays centraux dans la politique arabe d'Ankara, on ne peut pas parler d'échec majeur de la diplomatie turque au Maghreb. Depuis son positionnement dans la crise syrienne et son soutien à une opposition qui s'est radicalisée et internationalisée au cours des mois et avec sa dénonciation virulente de la destitution de Morsi, le premier président civil égyptien élu démocratiquement ainsi que de la sanglante répression contre les Frères musulmans sur lesquels elle avait misé pour la reconfiguration du Moyen-Orient, la Turquie a perdu les deux piliers de sa politique arabe, a récolté l'hostilité du régime militaire égyptien sans s'être garantie l'amitié des

---

[41] Jonathan Tepperman, « Turkey's Moment: A Conversation with Abdullah Gül », *Foreign Affairs Magazine*, janvier/février 2013, http://www.foreignaffairs.com/discussions/interviews/turkeys-moment.

[42] Yegin, Mehment, « Turkey as a "Companion" not a "Turkish Model" to the Middle East », *Turkish Weekly*, 25/02/11, http://www.turkishweekly.net/columnist/3422/turkey-as-a-39-companion-39-not-a-39-model-39-to-the-middle-east.html.

[43] Voir les sondages réalisés par la Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV), Kemal Kirişci, « The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World », Brookings, 15 août 2013, http://www.brookings.edu/research/opinions/2013/08/15-rise-and-fall-turkey-model-middle-east#

© Ifri

opposants à Bashar Al-Assad et s'est attiré la méfiance et la défiance de nombreux pays voisins.

La Turquie a subi des revers au Maghreb, mais ceux-ci ne sont en aucune manière de cette ampleur. Si l'échec politique des islamistes tunisiens soutenus par la Turquie a abouti à leur rejet par une société de plus en plus polarisée, celui-ci ne s'est pas traduit par un rejet de la Turquie. Au Maroc, Benkirane a très vite tenu à marquer ses distances par rapport à la laïcité turque, mais il continue à soutenir le renforcement des relations économiques et culturelles avec la Turquie ; les critiques et la méfiance des autorités algériennes, qui n'apprécient guère l'activisme et l'ingérence de la Turquie dans les affaires arabes, n'empêchent nullement celle-ci d'approfondir ses relations avec Alger et de signer des contrats de plus en plus importants ; et enfin, malgré ses liens avec Kadhafi et sa position ambiguë au moment de la révolution, Ankara a su sauvegarder ses relations avec le nouveau gouvernement libyen[44] et la place des entreprises turques.

Certes, l'image de la Turquie en est ressortie fortement endommagée au niveau international et certaines élites dans le monde arabe s'en réjouissent, mais la majorité de la population au Maghreb reste indifférente aux déboires intérieurs d'Erdoğan et sensible à l'image du leader régional qu'il a réussi à imposer. Il faut aussi noter que si les principales capitales d'Europe ont dénoncé les excès dans la répression des manifestations de Gezi, les dirigeants au Maghreb, se faisant discrets du fait de leur propre recours aux violentes répressions contre leurs peuples, se sont quant à eux contentés de déclarations formelles appelant au retour au calme. Depuis les scandales politico-financiers et la crise qui oppose le pouvoir à l'appareil judiciaire, les médias occidentaux ont rivalisé en éditoriaux et analyses sur la « fin d'Erdoğan » et certains organes de presse maghrébins en ont profité pour tordre le cou aux ambitions régionales de la Turquie et aux prétentions « impérialistes » d' Erdoğan, mais l'opinion publique maghrébine dans sa très grande majorité est restée indifférente et, comme une partie de l'opinion publique turque, plutôt favorable à Erdoğan, un

[44] Jean Marcou, « La Turquie aux avant-postes de la reconstruction en Libye », 26 août 2011, http://ovipot.hypotheses.org/6499 ; Marc Semo, « L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque », in Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, pages 261 à 281 ; « Turkey's Position on the Libyan Revolution », Paper analysis, Doha Institute, mars 2011, http://english.dohainstitute.org/file/get/d8319566-dac2-456c-b118-abe691fec24c.pdf

© Ifri

dirigeant « assailli » par des coups bas fomentés par une confrérie religieuse[45].

Le rôle de la communauté des affaires : une exception turque

La libéralisation de l'économie turque dans les années 1980 a eu pour effet de permettre à la communauté des affaires de jouer un rôle accru dans l'élaboration des politiques turques. L'arrivée au pouvoir du parti de la Mère patrie (*Anavatan Partisi*) de Turgut Özal à cette époque a signalé un nouveau libéralisme économique et une intégration dans l'économie mondiale. Özal, en tant que Premier ministre puis Président, a rendu la législation plus favorable aux entreprises et a stimulé les exportations. C'est aussi lui qui a entamé la tradition des grandes délégations d'hommes d'affaires qui accompagnent les dirigeants politiques pendant leurs visites officielles à l'étranger.

Le gouvernement turc est encouragé et soutenu dans ses démarches et perspectives à l'égard des pays du Maghreb par sa base, les « tigres anatoliens », cette classe d'entrepreneurs constituée par la bourgeoisie pieuse et provinciale qui forme l'ossature de l'AKP et dont les patrons poussent leur gouvernement à leur ouvrir les marchés dans les pays du Maghreb, où ils sont plus compétitifs qu'en Europe mais où ils doivent néanmoins faire face à la concurrence d'autres puissances émergentes, comme la Chine ou l'Inde, qui y ont ces dernières années effectué une percée économique tout aussi remarquable.

Malgré la présence de structures comme la TOBB[46] ou la TÜSIAD[47], il n'existait pas, avant les années 1980, de communication institutionnalisée entre le secteur privé et les décideurs politiques. En 1986, le Conseil turc des relations

---

[45] La toute-puissante confrérie islamiste de Fethullah Gülen, qui fut longtemps l'allié d'Erdoğan avant de devenir son adversaire le plus implacable. Les Gülenistes, très influents dans la police et la magistrature turques, qui se sont ouvertement positionnés contre le virage autoritaire amorcé par Erdoğan depuis 2011, s'insurgent contre sa décision de supprimer un réseau d'établissements scolaires privés qui représente l'une des principales sources de financement de la Confrérie.

[46] La TOBB, l'Union des chambres et des bourses de commerce de Turquie, qui regroupe 365 chambres de commerce et d'industrie, est l'entité juridique qui représente le secteur privé en Turquie.

[47] La TÜSIAD, l'Association des hommes d'affaires et des industriels de Turquie, fondée en 1971, est la plus ancienne des structures entrepreneuriales turques. Elle regroupe 600 entrepreneurs, avec un revenu total de plus 70 millions de dollars, concentrés principalement dans les domaines de l'industrie et des services. La TUSIAD, perçue comme une organisation laïque, est moins proche du gouvernement de l'AKP que la MÜSIAD ou TUSKON.

© Ifri

économiques internationales (DEIK)[48] fut mis en place par l'État avec pour objectif de guider les entreprises turques quant aux opportunités de coopération commerciale et de coordonner cette coopération. Pendant les années 1990, DEIK a conservé son monopole en tant que principale structure entrepreneuriale qui exerçait une influence sur la politique économique étrangère de la Turquie ; toutefois, les instabilités politiques pendant cette période ont quelque peu limité l'accès des hommes d'affaires à l'élaboration de la politique étrangère.

Mais depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la politique étrangère de la Turquie, dès lors axée sur le développement de liens économiques et commerciaux, a relancé une dynamique entrepreneuriale dans laquelle le soutien et la latitude accordés par l'AKP aux Chambres de commerce ou de métiers ont fait de ces entités de véritables agents diplomatiques et des entrepreneurs turcs non seulement les chevilles ouvrières de la politique économique de l'AKP mais aussi ses meilleurs ambassadeurs sur la scène de la communauté des affaires.

Ainsi, la MÜSIAD, l'Association des industriels et hommes d'affaires indépendants[49], qui représente la nouvelle génération d'entrepreneurs islamistes (souvent originaires des régions rurales d'Anatolie), prône un « ottomanisme économique » en harmonie avec la nouvelle stratégie régionale de l'AKP et œuvre pour le rapprochement et le renforcement commercial entre la Turquie et les pays arabo-musulmans[50]. Rassemblant plus de 30 000 chefs d'entreprises, pour la plupart des petites et moyennes entreprises (PME), même si 100 des 500 plus grandes entreprises turques y sont affiliées, elle est devenue en quelques années le partenaire patronal de l'AKP[51]. Sous « l'emblème du soleil doré, symbole d'un islam rayonnant et

---

[48] Depuis sa création sous le gouvernement d'Özal en 1986, DEIK se concentre sur le développement des relations commerciales, industrielles et financières de la Turquie à l'étranger, afin de multiplier les domaines de coopération, améliorer les opportunités et promouvoir les entreprises turques à l'étranger.

[49] Marie-Elisabeth Maigre, « L'émergence d'une éthique musulmane dans le monde des affaires turc : réflexions autour de l'évolution de la MÜSIAD et des communautés religieuses », *Religioscope No 7*, mai 2005.

[50] La MÜSIAD a organisé un Forum d'affaires autour des pays de l'OCI, qui s'est tenu du 11 au 14 octobre 2012. Voir Laure Marchand, « Les patrons islamistes prêchent aussi le libéralisme »,1er juillet 2005, http://lexpansion.lexpress.fr/economie/les-patrons-islamistes-prechent-aussi-leliberalisme_24148.html#KsdFWQ1m71thGCzh.99

[51] Wendy Kristianasen, « Activisme patronal », *Le Monde diplomatique,* mai 2011. Ainsi a-t-il été observé que dans tous ses déplacements dans les pays musulmans, Erdoğan est toujours accompagné par une délégation de la MÜSIAD.

© Ifri

conquérant[52] » qui rappelle l'Empire ottoman, la MÜSIAD encourage les investissements dans les pays du Maghreb et organise chaque année des foires internationales auxquelles participent régulièrement les pays du Maghreb. Des forums tels que celui qui s'est tenu en juin 2013 en Tunisie, visant à mettre directement en contact les acteurs principaux des économies maghrébines et les « patrons verts » de Turquie, se tiennent tout aussi fréquemment.

Cherchant à élargir son champ d'action, la Turquie s'est tournée vers le Maghreb, où elle a d'abord tâtonné pour rétablir des liens puis a réussi une percée remarquée au début des années 2000, concluant des accords de libre-échange avec plusieurs pays. Au Maghreb, la diplomatie économique de la Turquie, favorisée par des résultats économiques qui impressionnent, a été marquée par un enthousiasme entreprenant qui lui a permis de s'y faire connaître et reconnaître comme un partenaire capable, performant et ambitieux. D'où l'intérêt de nombreux décideurs maghrébins de mieux comprendre le mouvement de privatisation, les méthodes de travail mises en œuvre, ainsi que les modes de relation entre la sphère publique et le monde des entreprises[53].

Regards vers le marché maghrébin

La pénétration de l'espace nord-africain, facilitée par la proximité culturelle et religieuse et par un passé historique embelli puisque présenté comme vierge des horreurs du colonialisme, a été encouragée par une communauté des affaires puissante qui a contribué à la naissance et à l'organisation de « l'État commerçant[54] » que la Turquie est devenue et a poussé les dirigeants turcs à explorer le marché maghrébin.

Mais bien avant le Printemps arabe et les débats qui l'ont accompagné sur le rôle de la Turquie en tant que modèle ou inspiration au Maghreb, la présence économique turque s'y était déjà fait sentir. Dans les années 1990, en quête de

---

[52] La MÜSIAD a, par le biais de sa Commission des relations internationales, produit en 2000 un rapport intitulé « Le marché nord-africain », fruit de ses recherches sur le potentiel en termes de commerce et d'investissement dans les pays du Maghreb.

[53] Entre 1985 et 2010, la Turquie a gagné 41,98 milliards de dollars dans ses opérations de privatisation, dont plus de 34 milliards depuis 2002. L'année 2010 a été une « année historique » dans ce domaine, avec 10,4 milliards d'actifs passés au privé. Voir Tristan Coloma, op. cit.

[54] Richard Rosecrance, The Rise of the Trading State : Commerce and Conquest in the Modern World. New York, Basic Books, 1986.

© Ifri

débouchés qui créeraient des emplois dans un contexte de chômage très élevé en Turquie, des entrepreneurs turcs avaient commencé à prospecter le secteur de la construction en Afrique du Nord, manifestant un intérêt pour des pays dans lesquels tous les plans gouvernementaux prenaient en compte les besoins criants en logements et en infrastructures, pour y proposer des contrats qui se sont immédiatement avérés très compétitifs par rapport aux partenaires traditionnels européens. La région offrant des marchés importants, lucratifs et prometteurs a vu les entreprises turques y déployer leurs talents commerciaux, petit à petit concurrencer les partenaires traditionnels, puis rivaliser avec les nouveaux venus et s'imposer comme des interlocuteurs aujourd'hui incontournables.

Le marché maghrébin, avec sa population jeune et sa croissance économique, représente un potentiel de production et de consommation très important pour la Turquie, dont les produits proposés – biens manufacturés (souvent des appareils électroménagers), textiles de maison, habillement, fournitures domestiques, biens alimentaires – souvent de bonne qualité et à des prix nettement inférieurs à ceux des pays européens ou des États-Unis sont en adéquation avec les demandes des consommateurs maghrébins. Ainsi, le Maghreb est-il en quelques années devenu un terrain de chasse pour les industriels turcs, qui y explorent encore les vastes marchés en croissance et dans lequel la percée des entreprises turques est déjà remarquable.

En effet, non seulement les entreprises turques du BTP sont présentes sur tous les gros chantiers, du Maroc à la Libye en passant par l'Algérie et la Tunisie, mais le Cola Turka, les chocolats Godiva, la bière Efes Pilsen, l'électronique et l'électroménager de Vestel ou d'Arçelik, les produits d'entretien et d'hygiène Hayat, le prêt-à-porter de Beymen, Koton, Mavi et Collezione ont tous réussi leur percée au Maghreb et sont aujourd'hui des enseignes connues et reconnues.

Dans ce Maghreb devenu au fil du temps un partenaire économique de choix, les ressources en matières premières, dont les précieux hydrocarbures, constituent un élément non négligeable dans l'attention et la volonté turques d'y tisser des liens importants. Et contrairement au Moyen-Orient, la Turquie a su s'adapter aux transformations géopolitiques sans mettre en danger la solidité de son commerce extérieur avec la région. Un commerce extérieur dans lequel les pays du Maghreb restent largement déficitaires, un déficit que le Premier ministre turc lors de sa tournée en juin 2013, s'est engagé à réduire.

© Ifri

Toutefois, l'approche de la diplomatie turque à l'égard des pays du Maghreb ne consiste pas en une stratégie régionale ou un traitement global des questions en lien avec la région. Faute d'un cadre de coopération multilatérale dans lequel la pénétration turque aurait pu s'inscrire et en l'absence d'une intégration régionale qui n'a jamais vu le jour, la diplomatie turque, faisant preuve de son adaptabilité et de son pragmatisme, a développé au Maghreb des relations bilatérales déterminées au cas par cas en fonction du partenaire et des intérêts particuliers en jeu. C'est pourquoi il nous faut analyser séparément les relations économiques de la Turquie avec chacun des pays du Maghreb.

© Ifri

La diplomatie économique turque au Maghreb

Les relations avec la Tunisie

De Bourguiba à Ghannouchi, la Turquie comme modèle ?

La figure de Mustapha Kemal a longtemps nourri l'imagination révolutionnaire et la pensée politique de Bourguiba, qui reconnaissait avoir été influencé par le fondateur de la Turquie moderne : « Lorsque j'eus atteint l'âge d'homme, le personnage de Mustafa Kemal s'imposa à mes yeux comme le modèle du héros, du chef né pour le commandement, supérieur à toutes les contingences, sachant tout exiger de son peuple pour mieux changer son destin, capable enfin de redonner une âme à sa patrie déchiquetée, d'exalter la fierté nationale sans jamais l'orienter vers des ambitions extérieures »[55].

En visite officielle à Ankara le 29 mars 1965, il ne manqua toutefois pas de rappeler que l'abstention de la Turquie lors de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de sa résolution sur la question tunisienne en décembre 1952 avait été mal acceptée par un peuple tunisien en lutte pour son indépendance, regrettant l'alignement de la Turquie sur une France qui, grâce à ses alliés, dont la Turquie, avait pu maintenir son protectorat jusqu'en 1956.

Néanmoins, il ne s'appesantit pas longtemps sur l'épisode de Bizerte de juillet 1961, lors duquel la Turquie, après que la

[55] Déclaration de Habib Bourguiba en visite officielle à Ankara en mars 1965 ; voir Henda Zaghouani, *Le pèlerinage oriental de Habib Bourguiba*, Publibook, 2011, pages 271 et 272.

© Ifri

France eut décidé de répondre au coup de force de Bourguiba sur la base française de Bizerte, soucieuse de garantir les arrières de l'Alliance Atlantique en Méditerranée et qui s'alarmait du rôle grandissant du Caire auprès de la rébellion algérienne et redoutait des percées soviétiques dans la région, offrit spontanément son aide à Paris.

Cette première visite parvint à briser « le mur de glace qui s'est établi entre Arabes et Turcs depuis 1916[56] », et celle effectuée par le président turc Cevdet Sunay un an plus tard à Tunis consacra l'ouverture d'une nouvelle étape dans les relations entre la Turquie et la Tunisie.

Comme le fondateur de la Turquie moderne, Bourguiba considérait que l'accès à la modernité passait par l'adoption (l'imposition) des valeurs occidentales, mais les deux dirigeants divergeaient sur un aspect fondamental : la place de l'islam dans la société. Si Atatürk a imposé la laïcité[57] – la Constitution turque stipule que la Turquie est un État laïc et son article 10 souligne l'égalité entre les religions – Bourguiba a maintenu l'Islam comme religion de l'État tunisien – l'article premier de la Constitution tunisienne énonce que « la Tunisie est un État libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République » et la religion du président de la République est obligatoirement l'islam (article 38). Contrairement à Atatürk, qui considérait l'islam comme un frein à la modernité, Bourguiba n'a jamais rejeté l'islam ni appelé une seule fois à rompre avec lui. Il a seulement voulu en donner une vision différente[58].

Le développement de l'islam politique en Turquie est étroitement lié au contexte historique et spécifique de la République kémaliste, dans laquelle la laïcité fut vigoureusement appliquée par l'establishment militaire tout au long du XXe siècle. Alors que les partis islamistes turcs existent depuis les années 1950, qu'ils ont débuté leur engagement politique dans un environnement relativement pluraliste et ont,

---

[56] « Contribution aux études méditerranéennes: les relations turco-tunisiennes (1956-2001) », INALCO - Maîtrise de langue et de civilisation turques, 2003. Mémoire online, http://www.memoireonline.com/02/07/373/m_relations-turco-tunisiennes-1956-20018.html. La question de l'indépendance de la Tunisie devant le Conseil de sécurité de l'ONU avait été présentée par le Pakistan le 31 mars 1952 ; voir Georges Day, *Les affaires de la Tunisie et le Maroc devant les Nations* Unies, Paris, Pedone, 1953.

[57] En 1928, une révision constitutionnelle supprime la référence à l'islam et en 1937, le « laïcisme » est érigé en principe fondamental en Turquie.

[58] Lotfi Hajji « *Bourguiba et l'islam, le politique et le religieux* », Sud Editions ,Tunis, juin 2011.

© Ifri

depuis la libéralisation des années 1980, pu bénéficier d'une véritable place dans la sphère politique, les mouvements islamistes tunisiens ont pour leur part, autant sous Bourguiba que sous Ben Ali, été fortement réprimés et violemment tenus à l'écart. Si bien que, autre différence majeure, les islamistes tunisiens, pour dénoncer le « régime mécréant », faisant toujours référence dans leur discours à la langue arabe, à l'identité arabo-islamique et à la « oumma », ont cherché à diffuser un message plus universel que les islamistes turcs, qui se sont toujours appuyés sur le nationalisme turc et n'ont jamais mis en question la légitimité de l'État turc. De plus, si les islamistes tunisiens d'Ennahda ont montré qu'ils privilégiaient une vision plus idéologique avec des référents ethniques et religieux constants parlant plus à une base ouvrière, petite bourgeoise et étudiante très hétérogène, l'AKP a fait preuve de son pragmatisme et, s'appuyant sur une classe d'affaires et d'entrepreneurs, s'est développé comme une force politique avec un vrai programme économique et social qui a été appliqué. Enfin, alors que Rached Ghannouchi a longtemps contemplé l'idée d'une démocratie islamique où la charia aurait constitué l'autorité législative suprême[59], Erdoğan et les leaders de l'AKP n'ont jamais laissé percevoir que la charia, qui n'a plus droit de cité en Turquie depuis la fin de l'Empire ottoman, pourrait être considérée dans un gouvernement islamo-conservateur en Turquie. Malgré ces différences, et avant d'en mesurer leur poids et leur influence, Erdoğan, emporté par la liesse du Printemps arabe, pouvait déclarer le 15 septembre 2011 lors de sa visite à Tunis : « La Tunisie démontrera au monde entier, à l'instar de la Turquie, qu'Islam, démocratie et laïcité ne sont pas incompatibles et que la laïcité de l'État constitue un garant de la liberté du culte[60] ».

Avec une flagrante méconnaissance des institutions turques, les islamistes tunisiens qui accèdent au pouvoir en 2011 affirment de leur côté vouloir s'inspirer de l'exemple turc : « Les Turcs ont montré le chemin : on peut vivre sa religion et être ouvert à la modernité, bâtir la démocratie et avoir des convictions religieuses », reconnaît en juin 2011 un dirigeant

---

[59] Rachid Ghannouchi, « The Participation of Islamists in a Non-Islamic Government », John J. Donohue and John L. Esposito, *Islam in Transition: Muslim Perspectives*, (Oxford: Oxford University Press, 1982), p. 273.

[60] *Leaders,* 15/09/2011 ; http://www.leaders.com.tn/article/erdogan-la-tunisie-comme-la-turquie-peut-demontrer-qu-islam-democratie-et-laicite-ne-sont-pas-incompatibles?id=6345.

© Ifri

d'Ennahda[61], et Rached Ghannouchi, le dirigeant du parti, confirme lors d'une interview en janvier 2012 : « Nous considérons l'expérience turque comme un modèle et nous pouvons notamment bénéficier de ses succès obtenus au niveau économique, au niveau des droits de l'homme et de la démocratie[62] ».

Mais la crise que la Tunisie a traversée en 2013, marquée par l'impasse institutionnelle, l'agitation sociale qui a paralysé des pans entiers de l'économie, la détérioration de la situation financière, la polarisation grandissante de la société et les assassinats de deux dirigeants politiques[63], a symbolisé l'échec d'Ennahda.

Sans aller jusqu'à une rupture avec Ankara, les islamistes tunisiens se sont affranchis du modèle turc et ont tenu à marquer leurs distances avec leurs parrains turcs, notamment au moment des affrontements de Gezi. Mais surtout, ils ont pris compte de l'expérience des Frères musulmans égyptiens, dont l'inexpérience, l'intransigeance et les ambitions d'hégémonie politique ont fini par mettre un terme à la révolution égyptienne et plongé le pays dans la violence. La crise égyptienne, qui avait sonné « comme un coup de semonce[64] », a contraint les islamistes tunisiens à modérer leurs exigences et à adapter leurs attentes, à accepter de faire des concessions et, finalement, à renoncer à la charia et à tout ce qui pouvait instituer la religion comme norme contraignante, et ils ont finalement accepté que la liberté de conscience soit inscrite dans la future Constitution tunisienne[65].

---

[61] Marc Semo, « La Turquie tricote un nouveau modèle musulman » , Libération, 13 juin 2011, http://www.liberation.fr/monde/2011/06/13/la-turquie-tricote-un-nouveau-modele-musulman_742372.

[62] Souhire Medini, « La Turquie de l'AKP, modèle pour Ennahda ? », 23 mai 2013 ; néanmoins, interrogé dans ce même entretien sur la laïcité, Ghannouchi a marqué ses distances : « chaque pays a ses spécificités », http://ovipot.hypotheses.org/8862.

[63] Chokri Belaïd le 6 février et Mohamed Brahmi le 25 juillet.

[64] « Pour les islamistes, ce qui s'est passé en Egypte a agi comme un coup de semonce », *Le Monde*, 7 janvier 2014, http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2014/01/07/tunisie-pour-les-islamistes-ce-qui-s-est-passe-en-egypte-a-agi-comme-un-coup-de-semonce_4343895_3210.html

[65] Isabelle Mandraud, « Tunisie : le gouvernement tourne le dos à la charia », *Le Monde,* 7 janvier 2014 ; la liberté de conscience sera inscrite dans la future Constitution tunisienne. Adopté le 4 janvier à une large majorité, toutes sensibilités confondues, de 149 députés et rejeté seulement par 23 élus, l'article stipule que « L'Etat est le gardien de la religion. Il garantit la liberté de conscience et de croyance et le libre exercice du culte ».

© Ifri

Ainsi, alors que la démocratisation se retrouve consolidée en Tunisie par une Assemblée dominée par des islamistes représentés par le parti Ennahda, issu des Frères musulmans, que la liberté de conscience et de croyance se voit reconnue et les libertés d'opinion, de pensée, d'expression, d'information et d'édition garanties, de tels acquis sont remis en cause en Turquie par une islamisation rampante et un autoritarisme renforcé.

Une coopération économique en plein essor

Les discussions engagées lors de la visite de Bourguiba à Ankara en 1965 comprenaient l'édification d'une coopération économique : une commission mixte chargée de développer les échanges a alors été mise en place[66], mais il faudra attendre 1973 pour qu'un traité d'amitié soit signé. Après de nombreuses visites des chefs de gouvernement, c'est en 1989 que quatre nouveaux accords visant à poser les fondements d'une coopération économique ont été signés, sur la création d'une commission intergouvernementale permanente, le transport maritime, la coopération dans le domaine agricole et la coopération en matière de cartographie et de documentation géographique.

Sous Ben Ali, toute une série d'accords ponctuant les visites de chefs d'État et de ministres des Affaires étrangères ont été négociés, culminant avec la signature en 2004 d'un accord de partenariat portant sur la création d'une zone de libre-échange entre les deux pays.

Entré en vigueur en 2005, cet accord a permis la suppression des barrières commerciales et douanières entre les deux pays, l'exonération des produits industriels, ainsi que des réductions tarifaires. De fait, les échanges commerciaux se sont développés, leur volume passant de 411 millions de dollars en 2005 à plus de un milliard de dollars en 2011.

Année	Exportations	Importations	Volume des échanges
2000	161,6 millions	64,8 millions	226,5 millions
2004	256 millions	100 millions	356 millions
2005	294 millions	117 millions	411 millions

[66] Jammali, Meriem, op. cit.

© Ifri

2006	324 millions	150 millions	474 millions
2007	530 millions	229 millions	759 millions
2008	778 millions	365 millions	1,1 milliard
2009	645 millions	234 millions	879 millions
2010	713 millions	280 millions	993 millions
2011	802 millions	249 millions	1,05 milliard[67]

Avec des exportations vers la Tunisie en croissance (principalement des textiles, du fer, de l'acier et des produits mécaniques, alors que la Tunisie exporte essentiellement des engrais et des produits chimiques) le volume des échanges reste favorable à la Turquie[68].

La Tunisie est un pays qui attire les entreprises turques : les diverses possibilités offertes par le marché tunisien et les nombreuses affinités culturelles contribuent à l'intérêt manifesté par les entrepreneurs turcs au petit pays maghrébin qui s'est longtemps positionné comme le pays musulman le plus laïc.

Depuis la chute de Ben Ali, l'intérêt et l'engagement de la Turquie en Tunisie ont connu un renouveau certain malgré le mutisme turc face aux préludes de la révolution tunisienne. Depuis, Ankara a mené une politique volontariste de rapprochement avec la Tunisie, s'est montrée soucieuse de poursuivre une politique d'influence initiée sous les régimes précédents et de développer les meilleures relations possibles avec les nouveaux pouvoirs issus du Printemps arabe, d'autant plus que les affinités idéologiques rapprochaient les deux pays.

Avec la fourniture par la Turquie d'une aide financière destinée à favoriser la relance de l'économie tunisienne – Ankara a vite annoncé son soutien à la transition démocratique tunisienne en faisant un don d'une valeur de 100 millions de dollars à la Tunisie en juillet 2012 et en lui octroyant un prêt de 400 millions de dollars à taux d'intérêt réduit – les relations avec la Tunisie se sont intensifiées depuis 2011. Outre la visite du chef de

[67] Chiffres en dollars des États-Unis, sources : TurkSTAT, OCI le commerce inter-islamique, rapports annuels et statistiques du ministère tunisien du Commerce extérieur.

[68] En 2011, les principales exportations turques vers la Tunisie ont concerné les textiles (174 millions de dollars), le fer et l'acier (125 millions de dollars), les produits mécaniques (72 millions de dollars), l'habillement et les produits métalliques. La même année, les principales importations turques de Tunisie ont concerné les engrais (112 millions de dollars), le pétrole (28 millions de dollars) et les produits chimiques (26 millions de dollars).

© Ifri

l'État turc Abdullah Gül, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan avait effectué une visite officielle en septembre 2011 ; juste après celle-ci, deux accords de crédit d'un montant de 640 millions de dinars ont été approuvés par l'Assemblée nationale constituante, dont l'un autorise l'acquisition de produits turcs pour le marché tunisien.

En 2011, le montant global des investissements turcs en Tunisie a été de 510 millions de dollars, mais tout indique – les besoins tunisiens, les promesses et engagements d'Ankara de s'investir dans le développement de la Tunisie, la fréquence des visites des entrepreneurs turcs, l'activisme et l'expérience réussie de ceux déjà installés dans le pays etc. que ce montant est appelé à croître, surtout dans un contexte politique et social qui rend frileux certains partenaires économiques traditionnels de la Tunisie. Soutenues par Ankara, les entreprises turques présentes en Tunisie ont remporté plusieurs marchés et réalisé avec succès plusieurs projets dans le domaine de la construction, des infrastructures et du bâtiment, notamment la construction par la société turque TAV de l'aéroport Enfidha-Hammamet, livré en novembre 2009. En mars 2011, c'est une autre entreprise turque, Demtas, qui s'est vu attribuer la construction du futur « port financier » de Tunis, un projet de la banque d'investissement bahreïnie Gulf Finance House, estimé à près de 3 milliards d'euros.

En 2009, les entreprises turques Ekon, spécialisée dans les travaux d'aménagement et de génie civil, et Prokon, responsable des travaux de construction des structures ainsi que de l'installation des équipements[69], ont remporté le contrat de construction de la cimenterie Carthage à Jebel Ressas, dans la proche banlieue sud de Tunis[70]. En 2010, 13 industriels turcs étaient implantés en Tunisie après avoir investi 7 millions d'euros, employant 1 ? 235 salariés dans les secteurs de l'industrie chimique, de la mécanique, de l'éclairage automobile, de l'électroménager et des textiles[71].

---

[69] « Nouvelle cimenterie Carthage Cement : Accord signé avec FL Smidth et ses partenaires », *Leaders*, 21/12/12, http://www.leaders.com.tn/article/nouvelle-cimenterie-carthage-cement-accord-signe-avec-fl-smidth-et-ses-partenaires?id=1508 ; Carthage Cement, http://www.carthagecement.com.tn/page.php?code=31

[70] Cependant, ce projet a rencontré plusieurs difficultés, notamment de trésorerie. EKON s'est retrouvée dans l'impossibilité pratique de procéder à des recrutements en dehors de la région où se trouve la cimenterie et, en 2012, la société turque était toujours en attente d'environ 7 millions d'euros impayés. « Tunisie : la dernière ligne droite pour Carthage Cement », *Investir en Tunisie.net*, 22/06/12,

[71] http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2595p065-067.xml0/

© Ifri

Cette présence diversifiée a donné naissance à quelques fleurons locaux, tels que le holding Zeytinoglu dans la construction de conteneurs et WBS-Winnen Borji, filiale du groupe turc Yegin[72], qui fournit depuis Sfax les armées tunisienne et turque en uniformes et en parachutes. Cela est favorisé par la présence en Tunisie depuis 1991 de Türk Eximbank, l'une des principales banques turques. Les Turcs multiplient par ailleurs les partenariats : Prokim, une société turque spécialisée dans les produits chimiques industriels, a fusionné avec MPC (société tunisienne), pour devenir MPC-Prokim, le plus grand fabricant de résines en Afrique. Ses produits, surtout la colle industrielle, dominent le marché tunisien.

En janvier 2012 s'est tenu à Hammamet un forum économique rassemblant 140 investisseurs turcs, le premier de ce genre en Tunisie, lors duquel ont été évoqués les divers projets impliquant les entreprises turques tels que ceux liés à la création de zones logistiques dans les ports tunisiens ou celui du Maghreb High Speed Railway Line (LGV), qui devrait relier l'Algérie à la Libye via la Tunisie. Parallèlement, le projet concernant la création d'une grande zone industrielle à Ennahli (plus de 100 hectares, dans le cadre du partenariat avec le groupe turc Ostim) prévoit de stimuler l'investissement et l'emploi dans la zone du Grand Tunis, notamment en y installant un millier d'entreprises turques.

L'ouverture à Tunis d'un bureau de partenariat tuniso-turc vise à faciliter la coopération entre les deux pays et à l'élargir par la conclusion d'accords dans différents domaines, notamment, les phosphates, la métallurgie, les hydrocarbures et les infrastructures, et la création d'un conseil de partenariat stratégique entre les deux pays. Par ailleurs, TUSKON a signé avec l'Agence tunisienne de la promotion des investissements agricoles (APIA) une convention visant à donner une impulsion à la coopération et à la gestion des investissements agricoles.

Lors de sa visite en juin 2013, le Premier ministre turc a souligné l'ampleur des relations économiques entre les deux pays, rappelé les 74 accords de coopération signés par le chef de l'État tunisien Moncef Marzouki, qui s'était rendu en visite officielle à Ankara deux semaines auparavant, et exhorté la nombreuse délégation d'entrepreneurs turcs qui l'accompagnait à investir en Tunisie : « Investissez en Tunisie pour manifester votre soutien à son peuple » leur a-t-il dit. Tout en incitant les

[72] Ibid.

© Ifri

opérateurs économiques turcs à investir, notamment dans l'industrie du tourisme et des services, dans un pays économiquement fragilisé mais au potentiel important, Erdoğan a invité les responsables tunisiens à privatiser les entreprises publiques et à donner plus de moyens aux investisseurs privés.

La Tunisie reste intéressée par les prouesses économiques de la Turquie, même les Libéraux/Laïcs, qui se sont toujours montrés méfiants à l'égard de l'influence politique que l'AKP pouvait exercer sur les islamistes tunisiens, dissocient leurs réticences dans ce domaine de l'intérêt à s'inspirer des leçons et autres expériences turques dans le domaine des affaires, du commerce et de la banque.

Ainsi, s'inscrivant dans le prolongement d'une politique d'influence longue et ancienne, les rapports turco-tunisiens ont pris une nouvelle dimension depuis le Printemps arabe, et si la dimension idéologique en a été rapidement évacuée, il n'en reste pas moins que la coopération économique se développe et se diversifie. Il ne faudrait pas pour autant que le déséquilibre commercial s'aggrave au point de créer des tensions comme c'est déjà le cas au Maroc.

Les relations avec l'Algérie

Tout comme dans de nombreuses capitales à travers le Maghreb et le Moyen-Orient, l'image positive d'une Turquie prospère a contribué à la création d'un environnement propice à la coopération, mais elle n'a pas été jusqu'à l'instauration de relations privilégiées, le statut de celles-ci restant suspendu aux réticences d'Alger devant ce qui est perçu comme un activisme pro-arabe suspect de la part d'un pays aligné sur l'Occident et des ingérences dangereuses dans les affaires arabes d'un gouvernement islamiste aux visées impérialistes.

Alors que l'Algérie est devenue le premier partenaire commercial de la Turquie sur le continent africain[73], ses relations avec celle-ci ne sont pas aussi développées qu'elles auraient pu, malgré l'intérêt manifesté par Ankara, car marquées par un contentieux historique qui perdure, elles se sont établies sur des méfiances idéologiques qui ne facilitent

[73] Selon les chiffres du Ministère de l'économie turque, http://www.economy.gov.tr/index.cfm?sayfa=countriesandregions&country=DZ&region=0

© Ifri

pas les rapprochements et des divergences politiques que le Printemps arabe n'a pas cessé d'accentuer.

Contentieux et divergences

Le contentieux ne remonte pas à la présence turque – l'Algérie fut province de l'Empire ottoman pendant plus de trois siècles – dont la mémoire a quelque peu été effacée par la colonisation française et qui est revisitée avec nostalgie comme une période de gloire, de paix, et de justice : « cette Algérie où jadis la justice turque avait institué l'ordre le plus équitable[74] ».

La perte de l'Algérie, première parcelle de terre arabo-musulmane à sortir de la sphère ottomane pour tomber sous la coupe d'un pays chrétien, a sonné le déclin de l'Empire ottoman, comme elle sonnera en 1962 la fin de l'Empire français.

Le contentieux, qui remonte à la guerre d'indépendance de l'Algérie, s'est cristallisé sur le soutien que la Turquie aurait apporté à la France dans le conflit qui a duré près de huit ans[75]. En tant que membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie ne pouvait pas ne pas être solidaire d'un des membres les plus importants de l'Alliance, surtout dans un contexte de guerre froide dans lequel la lutte contre l'URSS primait sur toutes les autres considérations politiques ou affinités idéologiques. Après avoir été l'unique pays musulman à voter en faveur de la France à l'ONU – la Turquie a voté contre l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies en 1955[76] – la Turquie a été en même temps le seul membre de l'Alliance atlantique à livrer des armes au FLN[77] ; en effet, les dirigeants algériens continuent de nourrir une rancune à l'égard de la Turquie pour son positionnement atlantiste à cette époque, alors que celle-ci s'est abstenue dans les votes sur l'Algérie à l'ONU en 1956[78], 1957, 1958 et 1959,

---

[74] L'éditorialiste du journal turc *Öncü*, 17 octobre 1960 ; *cité par* Tancrède Josseran, « La Turquie et la Guerre d'Algérie, un tiers-mondisme atlantique? », *Les Clés du Moyen-Orient*, 16 août 2012, http://www.lesclesdumoyenorient.fr/La-Turquie-et-la-Guerre-d-Algerie.html

[75] Les dirigeants algériens restent inflexibles sur une interprétation de la position turque, partie prenante de l'Otan, pendant la guerre d'Algérie. Or, la position turque a été plus complexe que ce qui en est dit en Algérie.

[76] En 1955, à l'Assemblée générale des Nations unies, la Turquie s'aligne sur le point de vue français : l'affaire algérienne est une affaire intérieure et elle vote contre son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

[77] Tancrede Josseran, op. cit.

[78] C'est qu'entre-temps l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate d'Adnan Menderes marquant a la fois une pause dans le processus de modernisation autoritaire initié

© Ifri

mais a voté contre la France en 1960, 1961 et 1962, a refusé de reconnaître le GPRA[79], mais a autorisé le FLN à ouvrir un bureau d'information à Ankara en juin 1960 et, surtout, a détourné les règles de l'OTAN pour faire parvenir aux rebelles algériens des armes enregistrées comme des dons à la Libye, dont la Turquie encadrait et entraînait l'armée.

On a pu penser que les rancœurs de cette période s'étaient apaisées, d'autant plus qu'en 1985 le Premier ministre Turgut Ozal, en visite officielle à Alger, s'était abondamment excusé de la position de son pays : « Étant une nation qui a mené le même genre de combat, nous devons soutenir pareilles luttes d'indépendance. Notre nation est aux côtés du peuple algérien. Il est malheureux qu'à l'époque [du vote sur l'indépendance algérienne aux Nations unies] le gouvernement ne se soit pas conformé à ces souhaits. Aujourd'hui, nous admettons que ce fut une erreur »[80].

Mais, malgré les années, de nombreuses visites politiques, des échanges économiques développés, il semblerait qu'une partie de la classe politique algérienne tienne encore rigueur aux Turcs pour ce passé, si l'on en juge par la brutale réaction du Premier ministre algérien, le 7 janvier 2012, à la déclaration du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, selon laquelle la France, qui venait de voter à l'Assemblée nationale française une proposition de loi réprimant la contestation du génocide arménien de 1915, avait quant à elle commis un « génocide » en Algérie : « La Turquie, qui était membre de l'OTAN pendant la guerre d'Algérie, et qui l'est encore, avait participé, de par sa qualité de membre de cette Alliance, à fournir des moyens militaires à la France… [Elle] avait voté à l'ONU contre la question algérienne. » La mise au point de Ahmed Ouyahia, appelant officiellement la Turquie à cesser de faire de la colonisation française en Algérie « un fonds de commerce à des fins politiques[81] » a été soutenue[82] par une grande partie de

---

par Mustapha Kemal et l'adoption d'un politique plus conservatrice qui autorise la résurgence de l'islam dans le champ politique, a favorisé un intérêt pour les pays d'Afrique du Nord, qu'il s'agit de soustraire à l'influence du Caire.

[79] Ankara ne voulait pas mettre en péril son association au Marché Commun, à laquelle le général de Gaulle était opposé.

[80] Info-Turk (1985), « Excuse d'Ozal au Tiers-Monde ! », http://www.info-turk.be/100.pdf

[81] « Algérie : Ouyahia appelle Ankara à cesser d'instrumentaliser la colonisation », *Jeune Afrique*, 7 janvier 2012 ; http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20120107180038/

[82] Position identique du porte-parole du parti du Rassemblement national démocratique (RND) du Premier ministre, Miloud Chorfi, quand celui-ci a soutenu que « le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, et le président français,

© Ifri

la classe politique algérienne, mais tout aussi vigoureusement dénoncée par d'autres responsables politiques plus conscients de « l'attachement populaire » des Algériens à la Turquie. Ce fut notamment le cas de Moussa Touati, du FLN, qui a qualifié la déclaration d'Ouyahia d'« irresponsable… Le Premier ministre n'a aucun droit de dire du mal d'un pays qui est ami de l'Algérie […] Ceci n'est pas une attitude qui reflète la volonté du peuple algérien »[83].

D'autres points de friction et des désaccords continuent d'assombrir les relations algéro-turques, notamment la question du Sahara occidental, dans laquelle l'appui turc à la monarchie marocaine reste un obstacle majeur à une plus grande harmonisation des relations turco-maghrébines. Au vu de ses propres contentieux avec la minorité kurde, il était impossible pour Ankara de reconnaître une entité politique sécessionniste, d'autant plus que la Turquie bénéficie en retour du soutien du roi Mohammed VI en ce qui concerne la question chypriote.

Dans cette affaire, Ankara a clairement pris position pour le Maroc, une position qui consiste à ne pas reconnaître le Polisario et à proposer ses bons offices pour aider au règlement de ce conflit. Erdoğan l'a réaffirmé à Rabat en juin 2013 : « La Turquie ne reconnaît pas le Polisario et soutient le processus de négociations mené sous l'égide du Conseil de sécurité de l'ONU entre le Maroc et l'Algérie […] Nous sommes disposés à faire notre devoir pour aider à la résolution de ce problème[84]. »

Par ailleurs, Alger juge quelque peu tardif et fort opportuniste le revirement d'Ankara par rapport à Israël et met en doute la « défense de la cause palestinienne » embrassée par l'AKP, qui lui a attiré les sympathies de la « rue arabe. »

Enfin, les incursions de la Turquie dans un monde arabe au bord du chaos avec l'affaiblissement de l'Égypte, la dislocation de l'Irak et la destruction de la Syrie sont très mal appréciées à Alger, qui s'est toujours montrée très sceptique sur les

---

Nicolas Sarkozy, sont à placer dans la même case du colonialisme […] Ceux qui défendent aujourd'hui les Turcs [semblent avoir] oublié que la Turquie n'a eu aucune position en faveur de l'Algérie au cours de la guerre de libération ».Voir « Le RND renvoie dos à dos la France et la Turquie », *Liberté*, 30 janvier 2012, http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-rnd-renvoie-dos-a-dos-la-france-et-la-turquie-miloud-chorfi-revient-sur-la-presence-coloniale-en-algerie-170921

[83] « Algeria divided after Prime Minister Ouyahia slams Turkey », *Sunday's Zaman*, 9 janvier 2012, http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=268075

[84] Visite d'Erdoğan au Maroc, les 2 et 4 juin 2013, déclarations reprises par de nombreux organes de presse du Maroc.

© Ifri

véritables objectifs derrière le soutien aux révolutions du Printemps arabe ; déjà critique à l'égard de la Turquie dans la crise libyenne – et à son appui à l'intervention occidentale contre Kadhafi dans une région où l'Algérie prône la non-intervention étrangère et se considère comme la puissance régionale – elle s'est fortement opposée aux engagements de la Turquie en Syrie et à son appui aux djihadistes, considérés par Alger comme de graves facteurs susceptibles d'accélérer la déstabilisation de toute la région.

La Turquie, un partenaire parmi d'autres

Déterminée à sortir de sa dépendance à l'égard de ses partenaires traditionnels, l'Algérie cherche depuis plusieurs années à diversifier ses interlocuteurs économiques. De tous les nouveaux acteurs dans la région, tels que la Chine et le Brésil, la Turquie se distingue aux yeux de l'Algérie à la fois par la proximité historique qui lie ces deux pays musulmans depuis l'empire Ottoman et par l'engouement qu'elle suscite auprès de l'opinion publique.

Tout en restant prudents voire méfiants, les dirigeants algériens, qui ne peuvent nier le rôle de la Turquie dans la région, entretiennent des relations économiques qui sont, de fait, entrées dans une nouvelle ère depuis la signature en 2006 du traité d'amitié et de coopération[85]. En effet, la visite en Turquie du Président Bouteflika en 2005 et celle du Premier ministre Erdoğan à Alger en 2006 ont stimulé les relations économiques et favorisé l'augmentation du nombre d'accords, de visites et de liens économiques bilatéraux. En 2012, selon les données des Douanes algériennes, la Turquie était le huitième client de l'Algérie, avec 3,04 milliards de dollars, et son septième fournisseur, avec 1,78 milliard de dollars.

Avec des échanges commerciaux en forte progression – ils ont quintuplé durant la dernière décennie, dépassant les 5 milliards de dollars en 2012[86] – l'Algérie est devenue le premier partenaire d'Ankara en Afrique. Cependant, ce volume des échanges reste d'une part très en deçà des attentes de la Turquie, qui souhaite le porter à 10 milliards en 2014 en poussant Alger à signer un accord de libre-échange qui améliorerait la coopération économique entre les deux pays,

---

[85] « Erdoğan en visite en Algérie », 22 mai 2006, http://www.algerie-dz.com/article5285.html

[86] http://fr.africatime.com/algerie/articles/lalgerie-souhaite-une-plus-grande-presence-des-entreprises-turques-pm

© Ifri

d'autre part limité et entravé par les taxes, barrières et autres pratiques douanières algériennes.

Les entreprises turques sont très intéressées par un marché algérien en pleine expansion, dans lequel la demande, reflétant la croissance d'une population nombreuse – 35 millions d'habitants dont plus de 25 % sont des jeunes et une classe moyenne dont les besoins ne sont pas toujours satisfaits par le marché local – est en augmentation dans tous les secteurs. Elles sont également intéressées par le marché algérien du fait des multiples plans gouvernementaux visant à construire et développer les infrastructures, les hôpitaux et les logements sociaux[87]. Enfin, elles sont intéressées par l'Algérie en tant qu'ouverture sur le monde arabe et le continent africain. En effet, l'Algérie présente l'avantage stratégique de pouvoir constituer une base d'exportation de produits turcs fabriqués en Algérie vers les pays de la Zone arabe de libre-échange (ZALE) et d'Afrique et les entités avec lesquelles elle est liée par des accords de coopération. Pour une Turquie en quête de débouchés pour ses marchandises et d'ouvertures pour ses capitaux vers l'Afrique ou les pays voisins, cette perspective constitue un objectif fondamental.

Même si elle reste minuscule par rapport à la présence chinoise en Algérie (plus de 80 000 Chinois s'activent en Algérie en 2013) la présence turque s'affirme petit à petit : selon le Centre National du Registre du Commerce, le nombre d'opérateurs turcs en Algérie est passé de 204 en 2006 à 619 en mai 2013, et ils représenteraient 6,2 % des commerçants étrangers présents dans le pays[88].

Sur les 160 sociétés turques implantées en Algérie, qui ont bénéficié de 195 projets de marchés publics pour une valeur de 6,9 milliards de dollars[89], 52 sont actives dans le secteur de la construction. En mai 2010, les deux pays ont signé un protocole d'accord pour faciliter l'accès des entreprises de BTP turques au programme algérien de construction (1 million de logements entre 2010 et 2014). Kayi Holding, entreprise turque implantée en Algérie depuis 2002, a achevé quatre projets de

---

[87] *El Moudjahid*, 4 décembre 2011, http://www.elmoudjahid.com/fr/mobile/detail-article/id/20408.

[88] http://www.liberte-algerie.com/actualite/vers-un-accord-de-libre-echange-algero-turc-les-negociations-seront-bientot-entamees-201168; http://fr.africatime.com/algerie/articles/lalgerie-souhaite-une-plus-grande-presence-des-entreprises-turques-pm

[89] *Liberté*, 5 juin 2013, http://www.liberte-algerie.com/actualite/vers-un-accord-de-libre-echange-algero-turc-les-negociations-seront-bientot-entamees-201168

© Ifri

construction de logements entre 2002 et 2006. Depuis, elle a réalisé la construction de l'hôtel Ibis à Alger (2008) et a entamé la construction de l'extension du Royal Hotel à Oran et de l'hôtel Courtyard Marriott à Sétif (2011)[90]. À Oran, Bilyap, filiale de Kayi Holding, a construit le Centre de développement des satellites, pour un coût de 5,5 milliards de DA, qui a été inauguré en 2008, et poursuit l'exécution du projet du Sétif Mall, qui devrait être achevé en mars 2015.

Dans le cadre de sa politique de modernisation du réseau de transport public, l'Algérie a décidé d'investir plus de six milliards de dollars pour la réalisation de 14 tramways dans les grandes villes du pays. L'entreprise Özgun, qui a construit la ligne de chemin de fer Tipi Ouzou-Oued Aissi, d'un coût supérieur à 140 millions de dollars, exécute quatre autres projets d'infrastructures en Algérie, d'une valeur totale de plus de 3,2 milliards de dollars ; le géant du BTP Yapi Merkezi a été retenu en avril 2013 pour réaliser la première ligne du tramway de Sidi Bel Abbès, longue de 13 kilomètres, un contrat de 420 millions d'euros.

La construction du barrage de Souk N'tlata, d'une capacité de 150 millions de m3, destiné à renforcer l'alimentation en eau potable des wilayas de Tipi Ouzou et de Boumerdès, un contrat d'un montant de 72 millions de dollars, a été confiée à l'entreprise Nurol[91], qui avait déjà assuré la construction du barrage Douera, achevé en 2012. Tosyali Holding, le plus grand producteur d'acier et de fer du secteur privé en Turquie, a construit à Oran un complexe métallurgique qui représente le plus grand investissement turc à l'étranger avec un budget de 750 millions de dollars. Le complexe, qui devrait réaliser un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de dollars et employer plus de 1 000 personnes, a été inauguré par le Premier Ministre turc en visite à Oran en juin 2013.

Les entreprises turques actives dans le secteur du textile et de l'habillement ne peuvent pas ignorer le marché algérien, d'autant plus que les produits de la confection turque y sont très prisés[92]. Ainsi, après la visite en Algérie d'une délégation de 50 hommes d'affaires turcs du secteur de l'habillement, en août 2012, deux entreprises turques ont décidé d'investir

---

[90] Kayi, « Algeria » http://www.kayi.com.tr/Eng/Country.aspx?ID=5

[91] Algérie Presse Service, 17 mai 2012, « Installation du chantier de réalisation du barrage de Souk N'Tlata (Tizi Ouzou) », http://www.aps.dz/spip.php?page=article&id_article=48231

[92] La marque Tekbir, qui conçoit des vêtements pour la femme voilée, a fait une entrée remarquée sur le marché algérien.

© Ifri

2,5 millions de dollars dans des entreprises algériennes pour créer deux complexes de création et de production de textiles dans les wilayas de Bejaïa et Relizane. Ce projet devrait créer 50 000 emplois directs et indirects dans la région et contribuer au développement de la filière textile en Algérie[93]. De son côté, Taypa, un groupe turc qui produit pour les plus grandes marques européennes et mondiales de prêt-à-porter, a signé un protocole d'accord avec la société de gestion des participations industries manufacturières (SGP-IM) dans le cadre de la règle 51/49 % en vue de la création de huit usines de textile dans la zone industrielle de Relizane, un complexe qui pourrait créer jusqu'à 10 000 emplois dans les secteurs de la production et de la distribution[94].

Enfin, les entreprises turques sont présentes aussi dans les secteurs de la distribution, de la consommation et des services. Le groupe Hayat, spécialisé dans les produits d'entretien ménager et les produits hygiéniques, est en Algérie depuis 2003 et possède deux usines dans la ville de Blida, ainsi qu'un réseau de distribution développé sur le territoire, ce qui représente un investissement de près de 50 millions de dollars. Il détient ainsi une part très importante du marché algérien dans ce domaine : 15 % pour les produits d'entretien ménager et 26 % pour les produits d'hygiène. En 2012, Hayat Algérie, dont le capital est à 100 % turc, a réalisé un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars. L'entreprise emploie 900 personnes en Algérie, dont 880 Algériens[95].

La multiplication des accords de coopération et l'intérêt des entreprises turques pour l'Algérie sont le résultat d'une politique de soutien de la part des autorités gouvernementales turques, qui ne se laissent pas décourager par les entraves ou autres embûches. Le gouvernement turc se veut rassurant quant aux dispositions de la loi de finances complémentaire algérienne de 2009 relative à l'investissement étranger, et particulièrement l'obligation d'associer un partenaire algérien à hauteur de 51 %, affirmant qu'elles ne constituent pas un obstacle pour les

---

[93] « Le textile turc va implanter des complexes en Algérie » Algérie Focus, 12/09/12 http://www.algerie-focus.com/blog/2012/09/12/le-textile-turc-va-implanter-des-complexes-en-algerie/.

[94] « Vers la réalisation d'un complexe algéro-turc de textile », *Algérie 1*, 23/12/12 http://www.algerie1.com/actualite/vers-la-realisation-dun-complexe-algero-turc-de-textile/.

[95] Lahcene Brahmi « Hayat DHC veut aller plus loin », L'Eco News, 18/11/12 http://www.leconews.com/fr/actualites/nationale/industries/hayat-dhc-veut-aller-plus-loin-18-11-2012-160746_340.php.

© Ifri

entreprises turques. Les responsables turcs continuent d'afficher l'ambition de porter le montant des investissements directs turcs en Algérie à 10 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Ces investissements concerneraient notamment le domaine des énergies renouvelables, pour la production de panneaux solaires. La Turquie a aussi l'intention d'investir en Algérie dans les domaines des transports maritime et aérien, mais les secteurs bancaires, les services et le tourisme sont également considérés comme des créneaux porteurs à même d'offrir de grandes possibilités.

La visite de Davutoğlu à Alger en novembre 2012 et celle d'Erdoğan en juin 2013 visaient à réexaminer les perspectives d'approfondissement de la coopération bilatérale, afin de mieux exploiter et dynamiser les compétences et potentialités des deux pays, en d'autres termes, de développer les échanges commerciaux, mais aussi la présence des entreprises turques en Algérie. Cette volonté s'est récemment exprimée lors de la deuxième foire des produits turcs, qui s'est tenue à Alger en décembre 2013, une manifestation qui « tend à intensifier les liens entre les opérateurs économiques algériens et turcs pour créer un équilibre dans les échanges commerciaux et une complémentarité entre les économies des deux pays », selon Abraham Caglar, président de la Chambre de Commerce d'Istanbul, organisatrice de la foire[96]. La manifestation, à laquelle ont participé 134 entreprises turques qui s'activent dans les secteurs du textile et du prêt à porter, de la chimie, de l'agroalimentaire et de la manufacture, fut l'occasion pour l'ambassadeur de la Turquie à Alger de rappeler que les investissements turcs en Algérie s'élèvent à 1,5 milliard de dollars, que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie est passé de 3,8 milliards de dollars en 2011 à 4,46 milliards de dollars en 2012 et que l'objectif reste néanmoins d'atteindre 10 milliards de dollars à terme[97]. Du côté algérien, dans un pays qui souffre de multiples déficiences et de nombreuses faiblesses dans le domaine de la formation, l'accent a été mis sur le transfert de connaissances : « Le partenariat avec la Turquie nous permettra de tirer profit de son expérience dans le secteur économique, notamment en matière

[96] « La Turquie souhaite renforcer son partenariat économique avec l'Algérie », 8 décembre 2013
www.aps.dz/La-Turquie-souhaite-renforcer-son.html

[97] Ibid.

© Ifri

de transfert de savoir faire »[98]. En effet, un des leitmotivs du côté algérien concerne la critique faite aux entreprises turques de ne pas créer suffisamment d'emplois, de ne pas assurer la formation et de ne pas faciliter le transfert des connaissances.

Dans le domaine énergétique, rappelons qu'après la Russie, l'Iran et l'Azerbaïdjan, l'Algérie est le quatrième fournisseur de gaz naturel liquéfié (GNL) de la Turquie, qui cherche à diversifier ses approvisionnements et à satisfaire ses besoins énergétiques croissants en se détachant de l'emprise de la Russie et de l'Iran dans ce domaine. Ainsi, il a déjà été annoncé à plusieurs reprises que le contrat gazier signé en 1994 et portant sur la livraison par l'Algérie de 4 milliards de mètres cubes de GNL par an pendant 20 ans et arrivant à expiration en 2014 serait reconduit et élargi.

Un autre secteur dont on parle peu est celui de la défense et de l'armement. Or, dans ce secteur (15e budget de défense au monde en 2011 et le 6e en Europe[99]), la Turquie est en passe de se frayer un chemin à côté des plus grands constructeurs et exportateurs. On sait qu'en matière d'armement, la France est l´un des leaders mondiaux derrière les États-Unis, la Russie et le Royaume-Uni et que la Chine propose depuis des années une gamme de plus en plus complète allant jusqu´aux drones, mais on ne prête peut-être pas suffisamment attention aux nouveaux arrivants sur ce créneau et on ignore trop souvent que la Turquie, comme le Brésil et la Corée du Sud, s´affirme aussi comme un concurrent sérieux sur l´ensemble des segments du marché : avions de transport, hélicoptères légers et d´attaque, sous-marins, frégates etc.

Conformément à la stratégie établie il y a dix ans par le pouvoir islamo-conservateur d'Ankara visant à affirmer le rôle de puissance régionale de la Turquie, des mesures précises ont été prises dans le domaine de la défense et de l'armement : la Turquie, qui a longtemps fabriqué sous licence américaine, s'est mise à développer sa propre technologie – en 2010, près de 1 000 entreprises turques ont pris en charge divers projets de défense pour une valeur de 3 milliards de dollars – et à investir dans la recherche militaire – près de 700 millions de

---

[98] Déclaration de Tahar Kellil, Président de la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI). « La Turquie souhaite renforcer son partenariat économique avec l'Algérie », op. cit.

[99] « Les ambitions de l'industrie de défense turque », 29 mars 2013, http://www.actudefense.com/ambitions-industrie-defense-turque-ssm-otokar-tai/

© Ifri

dollars y ont été consacrés pour la seule année 2012[100]. « Auparavant, nous développions certains projets […] dans le cadre de l'octroi de licences ou du transfert de technologies, mais au cours de la dernière décennie, nous avons essayé de lancer le développement de notre propre technologie », explique le sous-secrétaire d'État aux Industries de défense, Murad Bayar, qui précise : « Nous ne pouvons pas jouer un rôle dans la région avec des matériels et une technologie importés ». De fait, l'industrie militaire turque a enregistré une progression remarquable, affichant un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars en 2012 (en hausse de 35 % sur un an). Depuis que le ministère de la Défense a, au début de 2012, retiré le contrôle judiciaire sur les exportations d'armes, celles-ci ont enregistré une hausse de 51 % sur les huit premiers mois de l'année 2012 par rapport à l'année 2011, faisant de l'industrie de la défense le secteur enregistrant la plus forte croissance[101]. La Turquie marque des points dans ce domaine grâce à des matériels performants (d'une qualité plus fiable que les matériels chinois) et des prix défiant la concurrence des principaux géants américains et européens, une situation qui fait craindre des percées encore inimaginables il y a peu : « La Turquie a le potentiel de s'imposer comme un fournisseur majeur des pays du Golfe et d'Asie du Sud-Est[102]. »

C'est en 2003 qu'un accord visant à renforcer la coopération militaire entre les deux pays a été conclu, permettant à l'armée algérienne de bénéficier de la technologie militaire turque ainsi que de contrats d'armements avantageux portant sur des équipements militaires que l'état-major américain ne consent à livrer qu'à ses alliés. En effet, cet accord de 2003, par lequel Ankara, soutenue par Washington, voulait faire de l'armée algérienne son « alliée stratégique dans le Maghreb et la Méditerranée occidentale »[103], s'inscrit dans le cadre de la lutte

---

[100] « La Turquie à l'offensive sur le marché de l'armement », 15 mars 2013, http://www.lepoint.fr/monde/la-turquie-a-l-offensive-sur-le-marche-de-l-armement-15-03-2013-1640640_24.php

[101] « The Turkish Defense Industry: Market Opportunities and Entry Strategies, Analyses and Forecasts to 2017 », Market research. com, 2/8/2013, http://www.marketresearch.com/iCD-Research-v3849/Turkish-Defense-Opportunities-Entry-Strategies-7084082/ ; « Turkish defense market worth $14 billion », Business News, 14/8/2013, http://www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2012/08/14/Turkish-defense-market-worth-14-billion/UPI-88161344953044/ ; « Les ambitions de l'industrie de défense turque », 29 mars 2013, http://www.actudefense.com/ambitions-industrie-defense-turque-ssm-otokar-tai/.

[102] Selon Philipp Reuter, du cabinet Frost & Sullivan ; voir « La Turquie à l'offensive sur le marché de l'armement", op. cit.

[103] http://www.elmoudjahid.com/fr/mobile/detail-article/id/43074

© Ifri

antiterroriste internationale prescrite par le Pentagone, dans laquelle les armées turque et algérienne constituent les deux verrous d'une stratégie de défense en Méditerranée, l'un sur la rive occidentale, l'autre sur la rive orientale.

En septembre 2013, malgré leurs multiples divergences, la Turquie et l'Algérie ont de nouveau signé un accord portant sur le développement de la coopération dans les domaines de la sécurité et de l'industrie militaire[104].

Avec un marché qui reste le plus important du Maghreb, une demande en pleine expansion que l'offre locale n'est pas en mesure de satisfaire et disposant de moyens financiers considérables, l'Algérie est un pays jeune et riche, qui cependant manque de tout (immenses besoins en logements, en infrastructures, en services et en produits de consommation de toutes sortes), que la Turquie n'a pas l'intention de négliger et où elle continue de pousser vers la conclusion d'un accord de libre-échange. D'autant plus que, outre les contrats que les entreprises turques peuvent remporter en Algérie et les débouchés qu'elles y trouvent pour leurs produits, « l'Algérie peut devenir une base d'exportation de produits turcs fabriqués en Algérie vers les pays de la Zone arabe de libre-échange (ZALE), d'Afrique et des entités avec lesquelles elle est liée par des accords de coopération[105] ».

Il restera à vérifier si, au-delà des vœux et des intentions, le développement des relations économiques pourra bénéficier un jour d'un rapprochement politique sur les questions internationales qui divisent encore et de l'établissement de liens politiques plus sereins.

---

[104] Voir *Le Quotidien d'Oran*, 4 octobre 2013.

[105] Selon M. Guvercin Zeki, responsable des relations algéro-turques à l'ambassade de la Turquie en Algérie, « Coopération algéro-turque : Booster les relations économiques avec l'Algérie » *El Wakab*, 1er décembre 2012.

© Ifri

Les relations économiques avec le Maroc

Les mises au point du Parti de la justice et du développement (PJD)

Peu après son accession au pouvoir, à la fin de 2011, après la révision constitutionnelle annoncée par le roi en mars, l'adoption d'une nouvelle constitution[106] en juillet et les élections législatives de novembre de la même année, celle du déclenchement des révolutions du Printemps arabe qui avaient déjà renversé les dictateurs tunisien, égyptien et libyen, le nouveau Premier ministre islamiste marocain, Abdelilah Benkirane, fut tenu de clarifier ses positions par rapport au modèle mis en œuvre en Turquie par un parti islamiste avec lequel les affinités idéologiques étaient plus que patentes. Ce d'autant plus que si le nouveau paysage maghrébin se retrouvait marqué par l'arrivée au pouvoir des islamistes en Tunisie et au Maroc, la victoire du PJD, émanation politique du Mouvement Unicité et Réforme (MUR) dont l'idéologie est basée sur la pensée de Hassan el-Banna[107], s'inscrivait dans un contexte particulier, celui d'une monarchie fondée sur la religion dans laquelle le roi occupe un rôle central dans l'identité marocaine et bénéficie d'une popularité importante. En effet, dans la monarchie marocaine, l'islam est la religion de l'État et le roi dispose d'un statut religieux exceptionnel en tant que « commandeur des croyants » (Amir al-Mu'minin), un statut que personne au Maroc n'a jamais remis en question. La tradition monarchique qui se poursuit depuis 1 200 ans est acceptée comme une composante importante de l'héritage administratif du Maroc ; même les partis de gauche admettent ouvertement que l'islam fait partie intégrante de l'identité sociopolitique du Maroc.

La transition marocaine a permis l'arrivée au pouvoir d'un parti islamiste légaliste, le PJD, qui, de mouvement islamiste, s'est transformé en parti politique en 1998 ; actif dans la vie politique depuis les années 1980, il a travaillé inlassablement pour

---

[106] La nouvelle Constitution a été approuvée à plus de 98 % avec un taux de participation à 72 %.

[107] Hassan el-Banna (1906-1949), fondateur du mouvement des Frères musulmans en Égypte en 1928, souhaitait rétablir l'unité du monde musulman autour du calife en s'appuyant sur l'islamisme politique.

© Ifri

acquérir la reconnaissance légale de la Monarchie, et bénéficie d'une assise populaire acquise au moyen d'un discours populiste et identitaire[108], mais surtout c'est un parti qui n'a jamais renié son allégeance au roi[109].

Si Benkirane a exprimé son admiration pour les succès de l'AKP (il a salué sa réussite dans les domaines électoral et économique, ainsi que les réformes de démocratisation conduite par le gouvernement de l'AKP), le PJD aspire à créer son propre « modèle marocain[110] » et il a aussi insisté sur les différences quant à la place de la religion, soulignant « l'incompatibilité de la laïcité avec le caractère non laïque de la monarchie marocaine[111] » et les principes fondateurs du PJD[112] […] l'athéisme n'est pas approprié ici, parce que notre monarchie est fondée sur la loi islamique » et précisant : « Je ne suis pas Erdoğan et le Maroc n'est pas la Turquie[113] ». Une opinion analogue a été aussi exprimée par le ministre de la Justice, Mustafa Ramid, du PJD, qui a déclaré : « En Turquie, la référence islamique a pu fonctionner dans un cadre global laïc. Ici, au Maroc, nous vivons avec une constitution islamique (articles 3 et 41) et dans un cadre islamique[114] ».

Ces mises au point n'empêchent nullement le développement des relations économiques et de la coopération culturelle entre les deux pays, qui partagent, outre la même religion et la culture musulmane connexe, des liens cultivés avec l'Occident et la même politique économique libérale.

Leurs relations économiques ont connu un essor remarquable ces dernières années, avec notamment la signature d'un

---

[108] Entre 1997 et 2002, le PJD a présenté différentes propositions écrites et orales au gouvernement visant à réduire ou arrêter la vente et la consommation d'alcool.

[109] Fouad Bahri, « Les islamistes marocains entre contestation et monarchie », entretien avec Haoues Seniguer , *Zaman France*, 01/12/2011, http://www.zamanfrance.fr/article/les-islamistes-marocains-entre-contestation-et-monarchie

[110] « Morocco's new PM looks to "Turkish model" for new government », *Today's Zaman*, 01/12/11, http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=264487

[111] Le roi, par l'intermédiaire du ministère des Affaires islamiques, a financé la création de mosquées et de centre éducatifs islamiques dans l'ensemble du pays.

[112] « Morocco's new PM looks to "Turkish model" for new government », op. cit.; « Je m'appelle Abdelilah Benkirane, je suis ni Erdoğan ni un nouveau Ghannoushi », *Sharq al-Aswat* (23 novembre 2011), http://aawsat.com/print.asp?did=651119&issueno=12048.

[113] Feriha Perekli, « The Applicability of the "Turkish Model" to Morocco: The Case of the Parti de la Justice et du Développement (PJD) », *Insight Turkey*, vol. 14, no. 3 (2012), P. 85-108, http://file.insightturkey.com/Files/Pdf/insight_turkey_vol_14_no_3_2012_perekli.pdf

[114] Ibid. p 90.

© Ifri

accord de libre-échange (ALE) le 7 avril 2004, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Des relations économiques déséquilibrées

Le Maroc et la Turquie sont tous deux désireux de développer la coopération économique. Plusieurs structures ont été mises en place à cet effet : outre les structures de coopération telles que la Commission économique mixte maroco-turque (1984) ou le Conseil d'affaires Turquie-Maroc (1990), qui visent à définir les feuilles de route et les objectifs économiques, des manifestations et événements sont régulièrement organisés pour renforcer les échanges entre les deux pays. Parmi ceux-ci, on peut citer, dans le cadre des « Foreign Trade Bridges », le Pont de commerce Turquie-Maroc, une manifestation organisée par TUSKON[115] en janvier 2011, qui a réuni une centaine d'entreprises marocaines et environ 200 entreprises turques, et le Forum d'affaires maroco-turc, une initiative de la Chambre de Commerce et de l'Industrie prise en partenariat avec TUKSON, qui s'est tenu en novembre 2010 et en avril 2011. De plus, signe de l'importance du Maroc dans la stratégie commerciale de la Turquie, la quatrième édition du Forum de coopération arabo-turque s'est tenue en novembre 2011 à Rabat.

Année	Exportations	Importations	Volume des échanges
2004	330 millions	106 millions	436 millions
2005	371 millions	143 millions	514 millions
2006	551 millions	174 millions	725 millions
2007	722 millions	198 millions	920 millions
2008	958 millions	360 millions	1,3 milliard
2009	599 millions	235 millions	834 millions
2010	624 millions	396 millions	1,02 milliard
2011	921 millions	419 millions	1,34 milliard

Mais si l'ALE a effectivement contribué à développer les échanges commerciaux bilatéraux, il a également accentué un déficit de la balance commerciale qui préexistait et il demeure

[115] Outre le Turkey Morocco Trade Bridge, TUSKON coordonne d'autres évènements tels que le Forum de commerce et d'investissement maroco-turc, http://www.tuskonus.org/tuskon.php?c=17&s=28&e=190

© Ifri

l'accord de libre-échange le plus décrié par les industriels marocains, qui reconnaissent que les entreprises turques disposent d'énormes capacités de production, de coûts très compétitifs et surtout d'un sens des affaires bien aiguisé et se trouvent désavantagés par la libéralisation totale pour l'industrie prévue par cet accord pour 2015, qui risque d'aggraver le déficit de la balance commerciale. En effet, les industriels marocains se plaignent de « l'offensive d'Ankara », qu'ils jugent agressive et favorisée car elle bénéficie de nombreuses subventions, de mesures protectionnistes efficaces sur le marché local et de pouvoirs de négociations très puissants qui leur font défaut.

En effet, les relations économiques entre les deux pays restent marquées par la persistance d'une balance commerciale négative pour le Maroc : le déficit commercial ne cesse de s'aggraver depuis 2006, atteignant 6,6 milliards de DH en 2011, et plus de 7 milliards de DH, en 2012 avec un excédent au titre du commerce de marchandises de 585 millions de dollars en faveur de la Turquie.

Les échanges commerciaux entre la Turquie et le Maroc s'élèvent actuellement à environ 1,5 milliard de dollars, avec des importations marocaines depuis la Turquie qui ont quasiment doublé en 5 ans (9,8 milliards de DH en 2012), alors que les exportations marocaines vers la Turquie, si elles ont légèrement progressé (2,8 milliards de DH en 2012), continuent d'afficher un déficit alarmant pour les Marocains.

La tendance à la hausse des échanges s'est maintenue entre 2005 et 2012, le volume global des échanges étant passé de 4,33 milliards de dirhams (488,3 millions de dollars) en 2005 à 12,71 milliards de dirhams (1,51 milliard de dollars) en 2012.

Face à une Turquie qui exporte vers le Maroc trois fois et demie ce qu'elle en importe[116] et qui figure au 14e rang parmi les clients du Maroc et à la 11e place parmi les fournisseurs du Royaume, alors que celui-ci se place encore au 57e rang pour les importations turques de marchandises, les échanges commerciaux avec la Turquie ne représentent que 2 % du total des transactions extérieures du Maroc.

Le Maroc accuse un désavantage comparatif majeur sur les biens intermédiaires intensifs en travail puisqu'il continue

[116] La Turquie exporte au Maroc des motoculteurs et tracteurs, des voitures, des produits d'équipement industriel, des fils, barres et profilés en fer, des produits pneumatiques et des produits finis de consommation. Elle achète principalement des phosphates, de l'acide phosphorique, des demi-produits, des débris de fonte, de la ferraille et des produits finis de consommation.

© Ifri

encore d'importer des équipements et produits textiles intermédiaires. Les exportations marocaines vers la Turquie, dont les phosphates[117] et dérivés représentent la moitié, sont cependant en augmentation : leur volume a atteint 9,5 milliards de DH en 2011, en progression de 47 % par rapport à 2010 ; 55 % de ces importations (5,2 milliards) sont effectuées dans le cadre de l'accord.

Malgré la forte similarité des deux économies, on observe la part croissante des biens manufacturés dans les exportations de la Turquie à destination du Maroc, tendance qui reflète les transformations structurelles de l'industrie turque au cours des trois dernières décennies. Transformations que la Turquie a pu entreprendre, outre son choix en faveur d'une politique économique libérale dopée par la signature en 1996 de l'union douanière avec l'Europe, en adoptant les mesures recommandées par le FMI au début des années 2000, lorsque le pays traversait une très grave crise économique[118].

Même si les deux pays ont fait le choix de politiques économiques libérales, le Maroc ne peut pas prétendre s'inspirer du modèle économique turc s'il n'est toujours pas en mesure de se conformer aux recommandations du FMI sur les politiques publiques qui accompagnaient l'ouverture d'une ligne de crédit de 6,2 milliards de dollars en 2012 et s'il ne peut toujours pas entreprendre les réformes, aussi bien celle tant attendue et tant décriée de la Caisse de compensation que celles du système de retraite ou de la protection sociale. Ce, alors que sa situation budgétaire s'aggrave depuis plusieurs

---

[117] Notons qu'en juin 2012, Toros, filiale du groupe Tefken, qui produit une large gamme d'engrais phosphatés et azotés, a signé un accord avec l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) pour l'établissement d'une joint-venture, Black Sea Fertilizer Trading Co, détenue à hauteur de 70 % par l'OCP, dans le but de créer une unité de négoce d'engrais en Turquie, chargée de commercialiser les phosphates et engrais marocains à la fois en Turquie et dans la sous-région (Mer noire, Balkans, Asie centrale), marchés jusqu'alors peu exploités par l'OCP. Voir « L'OCP entame un nouveau positionnement en Asie mineure », *Le Matin*, 17/06/12 http://www.lematin.ma/journal/Strategie_L-OCP-entame-un-nouveau-positionnement-en-Asie-Mineure-/167897.html ; A. Safaâ, « L'OCP transporte les phosphates par pipeline vers Jorf Lasfar » *Energy and Mines Magazine*, 13/04/11 http://energiemines.ma/?p=1108.

[118] « L'union douanière signée en 1996 avec l'Europe constitue une étape majeure de la libéralisation de son économie. La libéralisation a entraîné des crises financières à répétition, la dernière en date en 2001, mais la Turquie a réussi à restructurer son système bancaire en suivant les préconisations du FMI ». Voir Julie Chaudier, « Le modèle libéral turc inspire le Maroc », 4 juin 2013, http://www.econostrum.info/Le-modele-liberal-turc-inspire-le-Maroc_a14827.html

© Ifri

années : au premier trimestre 2013, le déficit budgétaire avait déjà triplé par rapport à la même période de 2012[119].

Le nombre des entreprises turques au Maroc a considérablement augmenté ces dix dernières années et celles-ci sont de plus en plus visibles dans le paysage marocain[120]. Troisième partenaire économique africain de la Turquie, le Maroc comptait en juin 2013 plus de 75 entreprises turques implantées sur son territoire. Des entreprises turques ont exécuté ou exécutent 46 projets au Maroc, d'une valeur totale de 3,2 milliards de dollars, alors qu'il n'y a que 22 entreprises marocaines en Turquie, actives principalement dans les domaines du commerce de gros et de détail.

Parmi les entreprises turques présentes au Maroc, celles qui œuvrent dans le secteur du BTP sont les plus représentées. Les plus importantes sont les suivantes :

- Makyol, qui a fait son entrée au Maroc en 2003 en concluant des marchés pour la construction d'autoroutes (Mdiq-Fnideq, Fès-Taza, Tétouan-Mdiq, Tanger-Pont Oued Rmel, Boulakhras-Chichaoua) d'une valeur totale de 350 millions de dollars. Le projet de triplement de l'autoroute Casablanca-Rabat (environ 660 millions de DH) lui a aussi été attribué.

- Mensoy, arrivée sur le marché marocain en 2005, est une société de construction spécialisée dans les fondations profondes, le traitement des sols et la stabilisation des talus ; elle a multiplié les contrats et son chiffre d'affaires a franchi les 100 millions de DH en 2011. Elle a notamment à son actif la réalisation des fondations profondes des ouvrages d'art et le traitement de sol de l'autoroute de Tanger-Port Med, les travaux de vibrocompactage des plateformes du Port Med II, les travaux de stabilisation des talus sur le projet de l'autoroute Marrakech-Agadir.

- Le groupe Tekfen. Tekfen Construction a réalisé entre 2004 et 2007 le tronçon autoroutier reliant Tanger au port de Oued R'mel, un investissement de l'ordre de 90 millions de dollars ; très médiatisé au vu de ses projets avec l'Office chérifien des phosphates (OCP), notamment celui de la construction de l'oléoduc reliant Jorf Lasfar à Khouribga (240 km), en plus de deux usines de fertilisation d'une capacité de 850 000 tonnes

---

[119] Voir Julie Chaudier, op.cit.

[120] Michel Terrier « Les dessous d'une offensive, Des champions mondiaux déjà là », L'Economiste, 27/12/11, http://www.leconomiste.com/article/889926-les-dessous-d-une-offensive-turquebrdes-champions-mondiaux-deja-la

© Ifri

chacune, soit un investissement total de 620 millions de dollars[121].

Dans le secteur des infrastructures, on retrouve l'incontournable Yapi Merkazi, entreprise retenue notamment par le Conseil de la ville de Casablanca pour réaliser la plateforme et la voie ferrée du tramway pour un montant de 956 millions de dirhams. Un autre secteur dans lequel les entreprises turques ont réussi une percée remarquée est celui de la grande distribution, en pleine expansion, passé de 15 magasins en 2000 à plus de 224 en 2012. Outre les grands centres commerciaux dont la construction est achevée (Morocco Mall à Casablanca) ou en voie de l'être (à Tanger et Marrakech notamment), la multiplication des ouvertures dans les petites et moyennes agglomérations atteste de la vigueur et des perspectives de ce secteur. En effet, tirée notamment par la démographie, l'urbanisation et l'évolution des modes de consommation, la grande distribution devrait représenter 30 % de la consommation nationale en 2025. Ainsi, Birlesik Magazalar (BIM), le géant turc de la distribution, s'est implanté au Maroc en 2009 et a réalisé un démarrage fulgurant, ayant ouvert plus de 100 magasins et se positionnant comme le premier concurrent à la fois des grandes et moyennes surfaces et du détaillant local. Alors que le chiffre d'affaires enregistre une croissance annuelle moyenne de 35 %, (il a avoisiné les 700 millions de dirhams en 2012) il n'est pas étonnant que les responsables de BIM soient ambitieux, avançant un objectif à terme de 400 magasins[122] : « Actuellement, nous disposons de 128 magasins BIM au Maroc et nous comptons en ouvrir 30 autres d'ici la fin de l'année », annonçait en juin 2013 Mohamed Benmezouara, directeur général de BIM Stores Maroc[123].

Les entreprises turques implantées au Maroc ont le sentiment de bénéficier d'un cadre favorable et propice aux affaires : la

---

[121] Il s'agit d'un projet au cœur de la stratégie du groupe OCP, qui vise à doubler la capacité de production à l'horizon 2018, qui sera portée à près de 50 millions de tonnes contre 28 millions actuellement. Kaya, Çilem, « Turkish company to build phosphate pipeline in Morocco », Hurriyet Daily News, 24/01/2011 ; voir aussi Voir A. Safaâ, « L'OCP transporte les phosphates par pipeline vers Jorf Lasfar », Energy and Mines Magazine, 13/04/11 http://energiemines.ma/?p=1108

[122] Lahrach, Mouna, « Des échanges commerciaux en pointe »,

http://www.dimabladna.com/index.php?option=com_flexicontent&view=items&id=3042 et « Le Maghreb : terrain de chasse des entreprises turques », *Jeune Afrique*, octobre 2010.

[123] «Maroc-Turquie:Une relation perdant-gagnant,» *L'Economiste*, 4 juin 2013, http://www.leconomiste.com/article/907406-maroc-turquieune-relation-perdant-gagnant

© Ifri

stabilité économique et politique du Royaume et un climat des affaires encourageant, fruit de multiples réformes engagées dans ce domaine, facilitent en effet la réalisation de partenariats. Elles se plaignent toutefois de contraintes liées aux crédits documentaires et aux règlements des transactions et de délais de paiement beaucoup trop longs.

Du côté marocain, les critiques sont plus graves et dépassent les plaintes concernant les obstacles tels que les nombreuses barrières non tarifaires ou les délais de dédouanement qui peuvent aller jusqu'à 40 jours. Elles visent le fait que la présence, la visibilité et le succès des entreprises turques ne se sont pas traduits par des bénéfices concrets au niveau de l'emploi, particulièrement au regard des attentes d'une population qui souffre du chômage. En effet, les 75 entreprises implantées au Maroc n'emploient que 6 200 Marocains[124], même si Tefken a annoncé avoir créé en 2011 3 000 emplois directs et indirects[125].

De plus, si le modèle économique turc séduit au Maroc, il n'en demeure pas moins que les professionnels de différents secteurs fustigent une concurrence turque qu'ils jugent très – voire trop – agressive[126] et les critiques s'étendent aussi à des accusations selon lesquelles l'agressivité turque mettrait en péril des fleurons de l'industrie nationale, notamment dans le secteur du textile : « les Turcs mettent carrément en péril quelques industries comme celle du denim[127] ».

Par ailleurs, les attentes dans le domaine des investissements directs étrangers (IDE) ont été déçues : alors qu'il était attendu de l'accord de libre-échange qu'il engendre une croissance des IDE turcs à destination du Maroc, les flux, qui restent dérisoires en comparaison des partenaires traditionnels du Royaume, enregistrent une diminution : « Les investissements directs turcs au Maroc sont en baisse constante ces dernières années. Ils ont atteint 34,6 millions de DH en 2012 contre 110 millions

---

[124] http://maroc.gov.ma/fr/actualites/visite-officielle-du-premier-ministre-turc-au-maroc

[125] Azmani, Mohamed, « Le turc Tekfen recrute 3 000 techniciens au Maroc », *Entreprendre.ma* http://www.entreprendre.ma/Le-turc-Tekfen-recrute-3-000-techniciens-au-Maroc_a4294.html?print=1

[126] Houda Sikaoui, « Entre concurrence et partenariat », *Les Echos*, 22/01/13 ; Nadia Benyouref, « Les Turcs plus agressifs au Maroc », *Le Matin*, 9/02/12 http://www.lematin.ma/journal/Automobile_Les-Turcs-plus-agressifs-au-Maroc/162462.html

[127] «Maroc-Turquie:Une relation perdant-gagnant,» *L'Economiste*, 4 juin 2013, http://www.leconomiste.com/article/907406-maroc-turquieune-relation-perdant-gagnant

© Ifri

de DH en 2011 et 113 millions de DH en 2010 », selon les données du ministère de l'Industrie. La Turquie, qui n'est pas un grand investisseur à l'échelle mondiale, a occupé la 20e place des investisseurs au Maroc sur la période 2002-2012, se maintenant à la 30e place en 2012 avec 0,11 % des investissements entrant au Maroc[128].

Enfin, l'ALE est aussi critiqué car il présente un avantage considérable pour les entreprises turques implantées au Maroc, puisqu'il leur permet de s'ouvrir sur les pays qui sont liés au Maroc par d'autres accords, les États-Unis et les pays d'Afrique.

En ce qui concerne l'Afrique, où les initiatives économiques marocaines sont de plus en plus concurrencées par un activisme turc qui « dérange » les acteurs traditionnels, la tension est déjà perceptible : « Le Maroc a une solide expérience historique avec les pays d'Afrique noire et peut ainsi jouer les intermédiaires[129] », reconnaît un responsable turc qui considère que le Maroc, qui a étendu et consolidé ses relations avec le continent africain plus que ses voisins ne l'ont fait, est plus à même de jouer ce rôle d'intermédiaire et qu'il est devenu un acteur clé dans les relations turco-africaines (la coopération entre la Turquie et la Côte d'Ivoire a notamment été rendue possible par l'intermédiaire du partenaire marocain). Cela même si, en réalité, le Maroc peut être considéré comme le principal concurrent de la Turquie aujourd'hui sur le terrain africain[130].

Le paysage économique marocain compte désormais la Turquie comme un acteur important et celle-ci est appelée à jouer un plus grand rôle dans les affaires du pays[131]. Les deux pays ont signé l'accord bilatéral relatif au transport routier le 19 mars 2012 à Ankara[132] et deux accords de coopération dans

---

[128] Ibid.

[129] Selon M. Kocaman, président du Conseil d'affaires Turquie-Maroc au sein du Conseil turc des relations économiques extérieures (DEIK), voir « Maroc : La visite du Premier ministre turc Erdoğan, une opportunité pour booster les échanges (DEIK) » in *Le Quotidien de l'économie,* http://www.lemaghrebdz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Maghreb&id=56657

[130] Voir Mansouria Mokhefi, « Maroc : une irrésistible montée en puissance », in *Jeune Afrique*, 19 mai 2013, à http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2731p022.xml2/algerie-afrique-usa-diplomatie-tribune-maroc-une-irresistible-montee-en-puissance.html

[131] En octobre 2013, une délégation d'hommes d'affaires prospectait la région de Tanger-Tétouan en vue d'exploiter les atouts de cette région stratégique.

[132] Royaume du Maroc, ministère de l'Equipement et du Transport, *Feuille de route relative à la mise à niveau du secteur des transports routiers et de la sécurité*

© Ifri

le domaine du transport et dans le secteur maritime lors de la visite d'Erdoğan au Maroc en juin 2013[133]et finalisent un accord de coopération entre l'Office national des chemins de fer (ONCF) et son homologue turc, le TCDD.

La Turquie reste un modèle de réussite économique que les Marocains, tout en critiquant certains aspects qui leur sont très favorables, observent et dont ils s'inspirent, d'autant plus que certaines analyses, qui soulignent les similitudes entre les deux économies, préconisent les meilleures chances pour une croissance marocaine inspirée de l'expérience turque.

Mais même si les deux pays se rejoignent sur plusieurs aspects, contrairement à la Turquie qui a réussi à mobiliser un tissu de PME très actives dans la diplomatie économique du pays, l'économie marocaine ne dispose pas encore d'une telle base, ni d'un secteur privé riche et solide, indépendant des capitaux publics ou royaux et dont les patrons contribueraient plus activement à la stratégie économique du Royaume.

routière, avril 2012, http://www.mtpnet.gov.ma/routier/Transport-Routier/Documents/feuille_route_fr.pdf

[133] Voir http://www.lematin.ma/journal/Fin-de-la-visite-du-Premier-ministre-turc-au-Royaume_Le-Maroc-et-la-Turquie-relancent-leurs-relations-politiques-et-economiques/183172.html

© Ifri

Les relations avec la Libye

En France, l'analyse des relations économiques entre la Turquie et la Libye a été quelque peu négligée par les spécialistes du Maghreb, plus nombreux à se concentrer sur le Maghreb central, historiquement et culturellement plus proche. Les spécialistes de la politique étrangère de la Turquie contemporaine se sont, quant à eux, concentrés plus particulièrement sur les relations de la Turquie avec le monde occidental et, depuis quelques années, sur son repositionnement vers le monde arabe, qu'ils limitent au Moyen-Orient[134], considérant avec raison que les enjeux turcs au Maghreb étaient fort restreints. La Libye s'est depuis 2011 imposée avec force avec le soulèvement de 2011, qui mena à l'intervention militaire de l'OTAN, dont la Turquie fut partie prenante, et permit l'arrivée au pouvoir de dirigeants tournés vers la Turquie et intéressés par son expérience. Ayant fait oublier qu'elle avait hésité à entrer en conflit avec un pays avec lequel les liens bilatéraux étaient anciens et les relations économiques lucratives[135], la Turquie est de nouveau présente et active en Libye, aussi bien dans la reconstruction et le redémarrage économique du pays, que dans la réorganisation de ses forces de l'ordre et la sécurisation de ses frontières.

La Turquie et la chute de Kadhafi

Avant de se joindre à la coalition internationale qui, dans le sillage de la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité, avait décidé, en mars 2011, d'intervenir militairement en Libye, la Turquie avait quelque peu traîné les pieds, justifiant ses prudences par le fait qu'elle ne voulait « pas s'opposer aux

---

134 Hasan Kösebalaban, « Turkey and the New Middle East : Between Liberalism and Realism », Center for Strategic research, 2013, http://sam.gov.tr/turkey-and-the-new-middle-east-between-liberalism-and-realism/ ; Kadir Ustun, « The Erdoğan Effect: Turkey,Egypt and The Future of the Middle East », Cairo review of Global Affairs, novembre 2011, http://kadirustun.com/2011/11/10/the-erdogan-effect-turkey-egypt-and-the-future-of-the-middle-east/ ; Gilles Riaux (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient: L'apprentissage de la puissance* , IRSEM 28, 2013; Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, 2011, CNRS Editions ; Mesut Özcan, « Turkey's Policy towards the Middle East and North Africa after the Arab Spring », 2013, http://www.tepav.org.tr/upload/files/13674966755.Turkeys_Policy_towards_the_Middle_East_and_North_Africa_after_the_Arab_Spring.pdf ; Saban Kardas, Turkey and The Arab Spring : transformations in Turkey's Middle east Policy, spring 2013, http://www.academia.edu/4752322/Turkey_and_The_Arab_Spring_Transformations_in_Turkeys_Middle_East_Policy;

[135] Ainsi que le fait qu'Erdoğan a été, en novembre 2010, le dernier récipiendaire du « Prix Kadhafi des droits de l'homme ».

© Ifri

pays avec lesquels elle a des liens historiques[136] ou encore qu'elle redoutait de froisser son opinion publique en prenant des « initiatives contre un pays musulman ».

Finalement, malgré ces considérations et des préoccupations évidentes concernant ses intérêts économiques dans le pays, la Turquie a durci sa position à l'égard du régime libyen et, en mai 2011, après s'être opposé aux sanctions et avoir critiqué les frappes aériennes occidentales, puis avoir proposé, sans succès, sa médiation avec une « feuille de route » restée sans suite, Erdoğan appelait Kadhafi à quitter le pouvoir et la Turquie reconnaissait le Conseil National de Transition (CNT) comme le gouvernement officiel de la Libye. Mais bien qu'elle ait rejoint la Coalition[137], et conformément à l'engagement d'Erdoğan de « ne pas pointer d'armes contre le peuple libyen[138] », la Turquie limita ses actions au plan humanitaire sans participer aux frappes aériennes.

Alors que les combats n'avaient pas encore cessé, Erdoğan fit une visite triomphale en Libye en septembre 2011, lors de laquelle il a d'abord « salué la mémoire des martyrs libyens qui se sont sacrifiés pour leur patrie et leur religion comme l'avait fait Omar el-Mokhtar », figure de la résistance contre la colonisation italienne, appelé les combattants à l'unité et à « une unification des rangs [qui] favoriserait le développement de la Libye et en ferait l'un des meilleurs pays de la région », et, dans une allusion à la visite la veille à Tripoli de Sarkozy et Cameron, il a mis en garde les Libyens contre ceux qui n'auraient que des visées mercantiles sur le pays : « Ne prêtez pas le flanc aux appétits des gens qui convoitent les ressources libyennes. La Libye appartient aux Libyens et cela doit rester ainsi », leur a-t-il dit. Présentant la Turquie comme une force de stabilisation capable de promouvoir une transition politique réussie, Erdoğan a recommandé aux dirigeants libyens d'éviter

---

[136] « On a vu les conséquences de la guerre en Irak [...] Nous avons en Turquie un proverbe qui dit: « Celui qui s'est brûlé la langue sur du lait trop chaud souffle sur son yaourt », expliquait Murat Yetkin, le rédacteur en chef du journal turc *Daily News.* http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/la-turquie-tente-de-restaurer-son-influence-en-libye-04-07-2011-1520399.php.

[137] Après avoir considéré que l'intervention de l'OTAN serait « totalement non-profitable » et que l'alliance n'avait « rien à faire » en Libye, Erdoğan a accepté – à contrecœur – l'envoi d'un sous marin près des côtes libyennes, dans le cadre de l'embargo, sans pour autant participer aux frappes aériennes. Voir Kenneth R. Weinstein, « L'influence turque dans la Libye post-Kadhafi », *Le Bulletin D'Amérique*, 3 septembre 2011.

[138] Jean Marcou, « La Turquie aux avant-postes de la reconstruction en Libye », 26 août 2011, http://ovipot.hypotheses.org/6499

© Ifri

une dérive « à l'irakienne », qui détruirait l'État et l'Administration et de rassembler, et non pas démanteler, toutes les forces du pays – fonctionnaires, acteurs politiques et économiques, militaires, et services de police – pour les mettre au service de la reconstruction du pays, et, tenant a se démarquer des échecs des occidentaux dans ce domaine en Irak, il a insisté sur le fait que « la Libye ne sera pas un [nouvel] Irak ».

Fort de sa popularité grandissante dans le monde arabe, après des visites triomphales en Égypte et en Tunisie, le Premier ministre turc a, dans un vibrant plaidoyer pour la démocratie, fortement souligné les nouveaux liens établis avec les dirigeants du CNT et les engagements que la Turquie s'apprêtait à prendre dans la reconstruction du pays. L'offensive du Premier ministre turc en direction de la Libye, les initiatives et les promesses qui l'ont accompagnée, à un moment où, à part le Qatar, de nombreux pays arabes, affaiblis et absorbés par leurs problèmes politiques, étaient impuissants face aux recompositions géopolitiques régionales, ont permis à la Turquie d'occuper le vide et de se poser comme le leader du Printemps arabe.

En décembre 2011, les dirigeants libyens, dont Fawzi Abdelali, ministre de l'Intérieur, annonçaient que la Libye prendrait comme exemple la Turquie dans la préparation de sa nouvelle constitution, et en 2012 février, Mustafa Abdul Jalil, alors Premier ministre libyen, déclarait que la Turquie serait le modèle politique de la nouvelle Libye : « Nous aspirons à être un État démocratique et musulman en nous inspirant du modèle turc. L'islam est capable de susciter renaissance et développement[139] ».

L'aura de la Turquie était alors à son plus haut, Erdoğan venait d'effectuer une visite triomphale au Caire et de prononcer un discours remarqué à la Ligue arabe. Au Caire, célébrant la chute de son rival Moubarak, il a apporté son appui aux futurs dirigeants islamistes en injectant l'idée de la laïcité et en recommandant l'adoption d'une constitution laïque : « Dans un

---

[139] « Libya to take Turkey's Constitution as model », *Hurriyet*, 27/12/11, http://www.hurriyetdailynews.com/libya-to-take-turkeys-constitution-as-model-.aspx?pageID=238&nID=10047&NewsCatID=352; « Libya's first political party looks to AK Party as model », *Today's Zaman*, 28/12/11, http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=266995 ; « Libya's transitional council calls Turkey model for Arab Spring countries », *Today's Zaman*, 13/02/12, http://www.todayszaman.com/news-271297-libyas-transitional-council-calls-turkey-model-for-arab-spring-countries.html

© Ifri

régime laïc, les gens sont libres d'adhérer à une religion ou de ne pas le faire […] N'ayez pas peur de la laïcité qui n'est pas l'ennemi de la religion […] J'espère que le nouveau régime en Égypte sera laïc […] J'espère qu'après mes remarques, l'opinion des Égyptiens sur la laïcité changera[140] ». Propos qui n'ont pas été favorablement accueillis par tout le monde, ni par une grande majorité de l'opinion publique, ni par certains membres des Frères musulmans égyptiens. Mais dans le même temps, à la tribune de la Ligue arabe, l'organisation régionale qui a longtemps regardé Ankara avec suspicion, Erdoğan a prononcé un discours virulent contre Israël, dont il a fustigé le « terrorisme d'État », et a appelé les États arabes à soutenir Mahmoud Abbas dans sa détermination à demander à l'ONU de reconnaître son pays comme un État membre, parachevant ainsi sa notoriété de champion de la cause palestinienne[141] auprès de l'opinion publique arabe et des nombreux Égyptiens qui avaient scandé son nom dans les rues du Caire, brandissant des panneaux qui proclamaient « Si Erdoğan avait été notre leader, nous aurions libéré notre Jérusalem[142] ».

La Turquie dans la reconstruction de la Libye

La coopération turco-libyenne est apparue dans toute son ampleur pendant la crise libyenne. En effet, la déflagration de 2011 a révélé au monde entier l'implication économique de la Turquie dans la Libye de Kadhafi – des investissements s'élevant à 23 milliards de dollars[143] – ainsi que la présence de plus de 200 entreprises turques actives dans divers secteurs économiques du pays, notamment le BTP, où l'on en dénombrait une centaine ayant des contrats d'un montant total de 19,2 milliards de dollars[144]. Sur les près de 25 000 ressortissants turcs alors présents en Libye, 17 000 ont quitté le

---

[140] Jean Marcou, « Premier bilan de la tournée des printemps arabes de Recep Tayyip Erdoğan », Observatoire de la vie politique turque, 17 septembre 2011, http://ovipot.hypotheses.org/6607.

[141] Ibid.

[142] Rania Abouzeid, « Why Turkey's Erdoğan Is Greeted like a Rock Star in Egypt », *Time World*, 13 septembre 2011; Kadir Ustun, « The Erdoğan Effect: Turkey, Egypt and The Future of the Middle East » *Cairo review of Global Affairs*, novembre 2011, http://kadirustun.com/2011/11/10/the-erdogan-effect-turkey-egypt-and-the-future-of-the-middle-east
http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2093090,00.html#ixzz2pRvHCvtu

[143] http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=236251

[144] http://www.tresor.economie.gouv.fr/8594_breves-de-la-semaine-du-19-decembre-2013

© Ifri

pays entre février et juillet 2011, laissant derrière eux de très grands chantiers inachevés – hôpitaux, centres commerciaux et hôtels – et des projets de construction avortés d'une valeur estimée à 15 milliards de dollars.

Le fait est que la Turquie avait investi le marché libyen depuis des décennies, y remportant des contrats très lucratifs sur les nombreux projets de mise en valeur du pays[145]. Le portefeuille de contrats en cours avant la chute du régime a été évalué à 18,4 milliards de dollars, dont 7,6 milliards de dollars de contrats signés pour les seules années 2009 et 2010[146]. Si l'on considère les contrats conclus par les entrepreneurs turcs pendant la décennie 2000-2010, la Libye arrive à la seconde place derrière la Russie, avec 12,4 %[147]. Certaines entreprises turques étaient présentes en Libye depuis plusieurs décennies, Kadhafi, voulant limiter les contrats accordés aux Égyptiens, fit appel aux Turcs dès les années 1970. Pour les entreprises turques du BTP, la Libye a été le premier marché international sur lequel elles se sont lancées, avec, dès 1972, le contrat du port de Tripoli.

Dès cette époque, la Libye est devenue un marché crucial pour les entrepreneurs turcs, qui en avaient fait sous Kadhafi une chasse gardée, multipliant les gros contrats d'infrastructures – autoroutes, hôpitaux, stades, universités – et un terrain sur lequel elles se sont fait la main avant de se lancer, dans les années 1990, sur les chantiers de l'Europe de l'Est, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient.

Pendant longtemps, le commerce entre la Turquie et la Libye fut nettement en faveur de la Libye, la Turquie important beaucoup de pétrole. Mais à partir de 2002 et la levée des sanctions internationales contre la Libye, la Turquie a accru ses exportations vers la Libye, portant le volume des échanges à plus de 2 milliards de dollars en 2010.

Année	**Exportations**	**Importations**	**Volume des échanges**
2000	96 millions	786 millions	882 millions

[145] Marc Semo, « L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque », in Dorothée Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?,* pages 261 à 281.
[146] Guillaume Perrier, « En Libye, la diplomatie turque passe par le BTP », in *Le Monde,* 7 octobre 2011
[147] Libya Business News, 17 décembre 2013, http://www.libya-businessnews.com/2013/12/17/turkey-libya-tension-over-letters-of-guarantee/

© Ifri

2001	67 millions	848 millions	915 millions
2002	165 millions	42 millions	207 millions
2003	255 millions	68 millions	323 millions
2004	337 millions	83 millions	420 millions
2005	384 millions	195 millions	579 millions
2006	489 millions	241 millions	730 millions
2007	643 millions	260 millions	903 millions
2008	1,07 milliard	336 millions	1,406 milliard
2009	1,8 milliard	357 millions	2,16 milliards
2010	1,93 milliard	426 millions	2,36 milliards
2011	748 millions	140 millions	888 millions[148]

Il n'est pas surprenant, vu l'impact de la guerre sur les relations commerciales entre les deux pays, que le volume des échanges ait été fortement réduit en 2011, atteignant à peine 888 millions de dollars[149] ; mais, fait remarquable, après la crise qui a marqué les relations entre les deux pays, le redressement du commerce a été tel que les échanges ont été estimés à 2,5 milliards de dollars pour l'année 2012[150]. En septembre 2013, les exportations turques vers la Libye atteignaient 1,6 milliard d'euros, égalant leur niveau de l'année 2012. Les importations de Libye en Turquie avaient de leur côté atteint 248 millions d'euros[151].

Faisant oublier qu'elle avait hésité à entrer en conflit contre un pays avec lequel les liens bilatéraux étaient anciens et les relations économiques lucratives, la Turquie s'est très vite attelée à rétablir, sauver et développer ses investissements antérieurs dans le pays. En juillet 2011, elle s'engageait à apporter son soutien à la rébellion : le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, promettait sur place une aide de

---

[148] Source : Turkish Statistical Institute, TurkSTAT. http://www.turkstat.gov.tr/Start.do

[149] Avec l'aggravation de la crise et la diminution des exportations turques vers ce pays, la Libye s'est placée au 42e rang dans la liste des marchés d'exportation turcs.

[150] « Libya, Turkey promise to further bilateral relations », *Today's Zaman*, 7 décembre 2012, http://www.todayszaman.com/news-300473-libya-turkey-promise-to-further-bilateral-relations.html

[151] Selon les chiffres disponibles auprès de l'ambassade de France en Libye. Par comparaison, les exportations françaises vers la Libye ont atteint 614,5 millions d'euros à la fin septembre, dépassant ainsi le total de l'année 2012 (539,9 millions d'euros). Les importations de Libye ont dépassé 2,7 milliards d'euros. http://www.tresor.economie.gouv.fr/8264_breves-de-la-semaine-du-07-novembre-2013

© Ifri

300 millions de dollars[152], dont le premier versement de 100 millions de dollars, en liquide, permit au CNT de payer les salaires de l'administration et des forces de l'ordre ; l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA), quant à elle, fut mobilisée pour organiser des livraisons de nourriture et de médicaments, fournir des équipements manquants aux forces de sécurité libyennes (dont 30 véhicules) et soutenir la réorganisation des forces de police en offrant une formation en Turquie a un très grand nombre de policiers libyens[153].

Très vite après la fin du conflit, les entreprises turques se sont positionnées dans la reconstruction de la Libye, et dès 2012 plus d'une centaine d'entre elles étaient de nouveau actives sur le terrain. Pour les hommes d'affaires turcs revenus en Libye en vue d'explorer les possibilités d'investissement dans un pays en reconstruction[154] après les bombardements de l'OTAN, il s'agissait d'abord de renouer avec un pays qu'ils avaient quitté précipitamment et d'y sécuriser leur place dans les secteurs où ils étaient déjà présents. Il s'agissait aussi de se positionner sur les nouveaux secteurs – industriel, touristique, commercial et agricole[155] – convoités par d'autres concurrents. Ils ont été en cela fortement soutenus par le gouvernement turc, dont les missions diplomatiques à Tripoli, Benghazi et Misrata les ont tenus informés des possibilités offertes et des menaces pesant sur les entreprises travaillant dans le pays[156]. Aussi, bien que la plupart des projets en cours avant la révolution aient été interrompus, le gouvernement turc a été en mesure de garantir aux entreprises concernées le paiement à hauteur de 50 % de la valeur des contrats, sous réserve de la reprise de la construction[157].

Il serait trop long et fastidieux d'énumérer les chantiers qui ont repris, ainsi que les contrats qui ont été signés depuis 2012 ; il suffit de savoir que malgré un climat politique très incertain,

---

[152] http://edition.cnn.com/2011/WORLD/africa/08/25/libya.turkey.funds/index.html

[153] http://www.libyaherald.com/2012/03/23/turkish-agency-helps-build-a-special-relationship/ ; en septembre 2013, 817 policiers formés à l'académie de police d'Ankara étaient de retour en Turquie ; *Jeune Afrique,* 3 décembre 2013.

[154] Mark Dempsey, « Libya in Transition », Legatum Institute, Transitions forum, Case Study, November 2013, http://li.com/docs/default-source/default-document-library/libya-in-transition-reforming-the-financial-sector-to-spur-economic-growth-pdf-.pdf?sfvrsn=4

[155] « Comment la Turquie d'Erdoğan séduit l'Afrique du Nord », 28 décembre 2011, http://www.slateafrique.com/80065/turquie-modele-maghreb-europe-algerie

[156] « Turkey leading the way in Libya », *Global Trade Review,* 22 mars 2013, http://www.gtreview.com/trade-finance/global-trade-review-news/2013/March/Turkey-leading-the-way-in-Libya_10760.shtml

[157] Ibid.

© Ifri

marqué par l'activité de nombreuses milices armées, l'insécurité et les violences que l'absence d'État engendre, les entreprises turques sont de retour, que ce soit dans le domaine de la construction[158] ou du pétrole [159], secteur dans lequel la Turquie a, depuis le durcissement des sanctions économiques contre l'Iran, tenté de s'assurer jusqu'à 20 000 barils de pétrole libyen par jour pour compenser une réduction de 10 % de ses approvisionnements en pétrole iranien. En novembre 2013, alors que les mouvements de blocage se poursuivent sur les terminaux de l'Est, sur le champ de Sharara et sur le terminal de Mellitah O&G, la production pétrolière a retrouvé ses niveaux d'avant la révolution[160], aux alentours de 250 000 barils/jour[161].

Cependant, si de nombreuses entreprises turques sont rapidement retournées en Libye après la révolution, nombre d'entre elles attendent encore d'être indemnisées pour les chantiers qu'elles ont dû abandonner durant la révolution et pour les pertes qu'elles ont subies en machines et en équipement, pertes qui s'élèvent à environ 1,3 milliard de dollars, le montant total des arriérés de paiement qui leur sont dus dépassant le milliard de dollars. Alors que peu de grands projets ont redémarré, du fait des arriérés de paiement et de l'absence d'indemnisation[162], la Libyan Foreign Bank a fait

---

[158] STFA Group, qui a à son palmarès la construction de 2 300 logements et l'aménagement des infrastructures à Juffra, en 2009 ; des travaux de transport d'énergie tels que des lignes d'électricité et des gazoducs (2005 et 2009) ; la construction de réservoirs à eau (7 à Sirte dans les années 1990) ; le réaménagement des ports de Benghazi (2011) et Misrata (1987 et 2003), ainsi que la construction de la marina de Tripoli (années 1980). Renaissance Construction employait 1 800 personnes en Libye et avait de nombreux projets, dont une joint-venture avec la Libyan Investment and Development Co. pour la construction du plus grand centre commercial d'Afrique à Tripoli, d'une valeur de 2 milliards de dollars, et la rénovation de cinq aéroports libyens, de l'université de Tripoli et de la construction d'un stade, également à Tripoli. Tous ces projets suspendus en 2011 ont repris en 2012. « Turkish business in Libya faces security threat », *SignalFire*. 20/02/2011, http://www.signalfire.org/?p=7589 et « Turkish contractor takes on largest mall in Africa », *Today's Zaman*, 18/12/09

[159] TPAO (Turkish Petroleum Corporation) a commencé ses travaux d'exploration en Libye en 2000 et a fait sa première découverte en 2009. Avant la révolution, TPAO exploitait sept puits qui produisaient environ 7 000 barils par jour. Ses activités ont été suspendues en 2011, mais ont repris en décembre 2012. « Turkey To Resume Libyan Oil Exploration "Soon", Officials Say », *enhaberler.com*, 16/12/12 http://en.haberler.com/turkey-to-resume-libyan-oil-exploration-soon-247844/

[160] « Turkey leading the way in Libya », op.cit.

[161] Ministère français de l'économie et des finances, http://www.tresor.economie.gouv.fr/8264_breves-de-la-semaine-du-07-novembre-2013

[162] *Libya Herald*, 17 février 2013 http://www.libyaherald.com/2013/02/17/libya-turkey-20-billion-payments-deal-seems-nearer/#axzz2or001dL6

© Ifri

savoir qu'elle n'accepterait plus les lettres de garantie émises par des banques turques[163], problème que les deux gouvernements s'emploient à résoudre dans le cadre de l'amélioration de leurs relations politiques et économiques, conscients des deux côtés de leurs intérêts respectifs dans une telle résolution.

Depuis le retour des activités en Libye, la Turquie a exporté pour environ deux milliards de dollars de produits et services en Libye en 2012, ce qui ne représente qu'environ 1,5 % de l'ensemble de ses exportations[164]. Mais, compte tenu des graves pénuries des produits autres que les hydrocarbures, notamment les produits alimentaires, les appareils électroménagers et les biens d'équipement, il est fort probable que ce montant est appelé à augmenter[165]. En tout cas, la part prise par les produits turcs sur le marché libyen suscite des plaintes du côté tunisien, dont les produits ont reculé face à « la conquête du marché libyen[166] » par les distributeurs turcs. Face à cette offensive, les produits tunisiens, qui avant la révolution représentaient 60 % des produits commercialisés sur les marchés de toute la région ouest de la Libye, n'en représentent plus que 25 % en 2013.

Ayant déjà contribué à la reconstruction de la force de police libyenne dans les semaines qui ont suivi le début de l'insurrection et une fois qu'Ankara s'était décidée à appeler à la fin du régime de Kadhafi, formant 817 élèves officiers de la police libyenne qui ont suivi en 2013 un stage d'une durée de sept mois et demi au Centre de formation de la police Adile Sadullah Mermerci à Istanbul, la Turquie, dont l'armée[167] est, en termes d'effectifs, la deuxième de l'OTAN – après les États-Unis – s'est montrée prête à fournir un appui accru à la reconstruction militaire en se plaçant aux avant-postes en ce

---

[163] Cette décision fait suite à l'opposition de la banque A&T Bank à la demande d'un client public libyen de faire jouer la garantie dans le cadre d'un contrat avec une entreprise turque qui n'a pas repris ses travaux depuis la fin de la révolution. Cette société s'est opposée à la demande libyenne en faisant appel à une décision du gouvernement turc de juin 2011. Ministère français de l'économie et des finances, op. cit., http://www.tresor.economie.gouv.fr/8594_breves-de-la-semaine-du-19-decembre-2013; Libya Business News, 17 décembre 2013, http://www.libya-businessnews.com/2013/12/17/turkey-libya-tension-over-letters-of-guarantee/

[164] « Turkey leading the way in Libya », op.cit.

[165] http://li.com/docs/default-source/default-document-library/libya-in-transition-reforming-the-financial-sector-to-spur-economic-growth-pdf-.pdf?sfvrsn=4

[166] « Businessmen de Tunisie évincés par les Turcs en Libye », 4 février 2013, http://www.mag14.com/capital/63-economie/1505-businessmen-de-tunisie-evinces-par-les-turcs-en-libye.html

[167] Avec 402 000 hommes, dont 325 000 appelés, qui servent pendant 15 mois.

© Ifri

qui concerne l'aide et le soutien dont la Libye a besoin dans le domaine sécuritaire. En effet, la Libye et la Turquie ont signé au printemps 2013 un accord au titre duquel l'armée turque fournit une assistance technique à l'armée libyenne pour l'aider à sécuriser les frontières terrestres, maritimes et aériennes, ainsi que les installations pétrolières dans l'est du pays. L'accord conclu par les ministères de la Défense libyen et turc prévoit également l'approvisionnement en matériel et des stages de formation à l'intention des anciens révolutionnaires qui ont récemment rejoint l'armée et la police libyennes, ainsi qu'un soutien logistique de pointe pour aider l'armée libyenne à prévenir la contrebande, l'immigration illégale et d'autres activités clandestines à ses frontières[168].

Si l'insurrection armée et l'intervention internationale qui l'a suivie ont en effet mis en suspens l'une des coopérations les plus réussies de la Turquie avec le monde arabe – de tous les pays du Maghreb c'est dans la Libye de Kadhafi que la Turquie était la plus active – cette coopération a repris de plus belle malgré un contexte politico-social très incertain en Libye[169].

Grâce à son réalignement politique, la Turquie a non seulement sauvé son image mais elle a aussi sauvegardé sa place économique en Libye, montrant encore une fois que réalisme et pragmatisme sont plus à même de répondre aux ambitions turques que les stratégies et doctrines, qui ont par ailleurs volé en éclats depuis le Printemps arabe.

Arguant de la profondeur de leur enracinement dans le pays, les entreprises turques semblent bien avoir solidement repris pied en Libye et misé non seulement sur un retour de la stabilité, mais aussi sur une reprise économique qu'elles savent certaine : le bilan économique du pays est, en effet, relativement sain. Selon les chiffres du FMI, la Libye a enregistré un taux de croissance légèrement supérieur à 100 % en 2012, en partant de fort bas cependant. L'économie devrait enregistrer un taux de croissance annuel compris entre 12 et 15 % pendant les cinq prochaines années. De plus, sur un budget de 58 milliards de dollars en 2012, 10 milliards n'ont pas

---

[168] « Turkey offers to help rebuild Libyan military », 22 mai 2013, http://libyadiary.wordpress.com/2013/05/22/nato-libya-and-turkey-drones-and-other-sinister-military-deals/ . Le gouvernement libyen cherche à acheter à la Turquie 20 000 fusils d'assaut G3, de calibres 7,62 mm et 5,56 mm ; ces fusils sont fabriqués en Turquie et seront fournis à la Libye pour aider à mettre sur pied l'armée.

[169] Jean Marcou, « La Turquie aux avant-postes de la reconstruction en Libye », 26 août 2011, http://ovipot.hypotheses.org/6499

© Ifri

été dépensés, principalement dans les secteurs des investissements et du développement, du fait des incertitudes liées à la transition et du manque de structures administratives. En conséquence, la Libye dispose de réserves en devises suffisantes pour couvrir trois années d'importations, si bien que lorsque le pays s'ouvrira aux appels d'offres, il devrait avoir des fonds nettement suffisants pour les financer[170].

Enfin, le remboursement par la Libye en décembre 2013 du prêt de 200 millions de dollars[171] (avec un taux d'intérêt estimé à 2,6 %) accordé par la Turquie en 2011 indique que les dirigeants libyens sont attentifs à la place qu'ils entendent laisser occuper à la Turquie et soucieux du rôle que celle-ci pourrait jouer dans l'économie du pays, une fois celui-ci stabilisé.

Si, tant que le pays est dans cette phase de transition difficile, houleuse et préoccupante, les compagnies turques doivent observer une certaine prudence, elles sont bien déterminées à ne pas céder du terrain. Pour s'assurer une place solide et pérenne, elles doivent également changer leurs habitudes et se préparer à s'adapter au nouveau contexte social, un contexte dans lequel le taux de chômage constitue la plus grave menace pour la stabilité du pays, et à créer des emplois, ainsi que s'engager à fournir des formations et à transmettre leur savoir faire. À ces conditions, leur avenir sera garanti.

Même si la Turquie est un « État commerçant[172] », ses relations économiques avec les pays du Maghreb qui ont connu le Printemps arabe ne se sont pas limitées aux seuls échanges commerciaux ; au-delà du volet commercial, Ankara s'est également investie dans la reconstruction et la restructuration des institutions. Outre l'assistance financière et les prêts à faible taux d'intérêt qu'elle a accordés à la Tunisie et à la Libye (ainsi qu'à l'Égypte) pour permettre à ces pays de faire face à des problèmes économiques pressants, son appui a englobé l'assistance technique dont les pays avaient besoin,

---

[170] « Turkey leading the way in Libya », op. cit.

[171] Le 19 décembre 2013, la Libye a annoncé avoir remboursé deux prêts souverains contractés en 2011 par le Conseil National de Transition auprès de l'International Bank of Qatar (100 millions de dollars, à un taux de 0%) et de la Turquie (200 millions de dollars, à un taux de 2,6%).
http://www.maghrebemergent.com/actualite/breves/fil-maghreb/item/32935-la-libye-regle-ses-dettes-avec-le-qatar-et-la-turquie-pour-300-millions-de-dollars.html

[172] Richard Rosecrance, The Rise of the Trading State : Commerce and Conquest in the Modern World. New York : Basic Books, 1986.

© Ifri

ainsi qu'une assistance en matière d'éducation et de transfert des connaissances.

Depuis quelques années, le rapprochement de la Turquie avec chacun des pays du Maghreb a contribué à une croissance impressionnante du volume des échanges, mais le déséquilibre de la balance commerciale demeure préoccupant.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que les pays du Maghreb, chacun à sa manière et selon son propre potentiel, constituent une porte d'entrée vers les marchés des pays africains que la Turquie a l'ambition d'investir et de conquérir.

© Ifri

Le Soft Power turc au Maghreb

La réhabilitation de la Turquie au Maghreb ne s'est pas faite uniquement par le biais d'une politique étrangère plus active ou de positionnements politiques ponctuels qui ont pu séduire les opinions publiques arabes ou par le seul résultat des prouesses économiques et commerciales.

La réhabilitation de la Turquie au Maghreb s'est accompagnée d'une véritable entreprise de promotion culturelle du pays qui, au-delà des affinités religieuses, a réussi à raviver la mémoire du passé ottoman et d'une histoire commune et à susciter et promouvoir un intérêt pour la culture turque. Ainsi, la production de séries télévisées, ces feuilletons qui ont envahi le monde arabe et les pays du Maghreb ces dix dernières années, en assurant la promotion de l'image d'une société où bien-être, aisance matérielle, réussite financière et liberté et émancipation de la femme ne sont pas incompatibles avec les pratiques de l'islam, a réussi à donner un visage tout aussi rassurant que flatteur au « modèle turc »[173] : plus que toutes les initiatives politiques ou les prouesses économiques turques, la production de ces séries télévisées a accru l'influence du pays sur l'ensemble du Maghreb, où elle a fait naître des envies de Turquie qui s'expriment encore dans plusieurs domaines.

Ce succès de la diplomatie culturelle s'inscrit dans une stratégie plus large de la politique étrangère turque de « soft power » visant à étendre et consolider l'influence d'un pays à travers la promotion de sa culture ; la présentation de la Turquie comme un pays dans lequel liberté et ouverture démocratique sont parfaitement compatibles avec les valeurs musulmanes traditionnelles vise ce même objectif et constitue de fait une pierre angulaire du soft power turc.

L'offensive culturelle de la Turquie au Maghreb est récente et n'en est qu'à ses débuts ; toutefois, le déploiement d'une influence culturelle dont l'ampleur est sans précédent dans

[173] Gonzalez-Quijano, « L'attraction de la modernité à la turque dans le monde arabe à travers les productions audiovisuelles », dans Schmid, Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, 2011, CNRS Editions.

© Ifri

l'histoire des pays du Maghreb depuis leur indépendance, incite à analyser les mécanismes du soft power turc ainsi que les bénéfices que le pays en a déjà retirés.

L'industrie des feuilletons télévisés et la « turcophilie » maghrébine

Loin devant l'Internet et la presse écrite, la télévision reste dans le monde arabe le média le plus populaire et le vecteur de diffusion culturelle le plus efficace : elle a notamment été utilisée durant les décennies précédentes comme vecteur de la promotion culturelle de l'Égypte, à un moment où par sa culture, Oum Eddounia rayonnait sur le monde arabe ; plus récemment, elle a permis au Qatar, par le biais d'Al Jazeera, de jouer un rôle démesuré et déterminant dans les révolutions arabes de 2011. C'est ce même outil, la télévision, qui a été utilisé par la Turquie pour pénétrer des millions de foyers maghrébins et y présenter et promouvoir une image positive et attrayante de la société turque. Par le biais des séries télévisées qui ont envahi[174] le paysage télévisuel arabe, rencontrant un immense succès populaire et provoquant un véritable séisme médiatique, l'image de l'ancienne puissance ottomane, une Turquie aisée et moderne, décomplexée par rapport à la religion mais respectueuse de ses traditions, a pris une place unique dans l'imaginaire maghrébin.

Initialement introduites au Maghreb par la chaîne marocaine Med1 TV puis par Nessma TV en Tunisie deux ans après le début de leur diffusion en Turquie[175], les séries les plus populaires, telles que *Harem Sultan*, qui met en scène la vie de Soliman le Magnifique, ou *Sanawat eldhaya*/*Les Années perdues* ont immédiatement engendré un véritable phénomène de société, dépassant de loin les traditionnelles séries

---

[174] Belma Susler, « Invasion de séries turques », Centre Jacques Berque, Rabat, http://www.cjb.ma/268-les-archives/270-archives-edito/invasion-de-series-turques-2158.html

[175] Initialement diffusées dans les pays arabes à partir de 2008 sur la chaîne saoudienne Middle East Broadcasting Centre (MBC), qui en avait acquis les droits dès 2006, puis par Abou Dhabi TV et la chaîne libanaise LBC, avant la chaîne égyptienne privée Al Hayat. Bien que la télévision publique algérienne ENTV ne se soit pas portée acquéreur de la série sur Soliman le Magnifique, considérant qu'elle était très chère et ne constituait pas une priorité pour la culture algérienne, celle-ci a été suivie par des millions de téléspectateurs algériens qui la regardent sur MBC, Dubai TV ou encore sur la chaîne 2M marocaine.

© Ifri

américaines, égyptiennes ou syriennes, et celles plus récentes venues du Brésil ou du Mexique[176].

La mise en scène d'une image à la fois réaliste et idéalisée de la société turque, où les intrigues amoureuses se mêlent aux drames familiaux, où la réussite sociale des milieux de la nouvelle bourgeoisie d'affaires et l'aisance matérielle des héros, des hommes et des femmes de toutes classes sociales, dont la conduite morale est présentée en conformité avec les exigences religieuses, montrent la modernité d'un pays musulman attaché aux valeurs traditionnelles, est à l'origine d'un véritable engouement. Un engouement – ou turcomania – qui va jusqu'à une identification avec les protagonistes devenus des célébrités de premier plan. « Ces séries mettent en scène des personnages bien de chez nous par leur nom, leurs croyances, leurs valeurs et leurs traditions […] La société dans laquelle évoluent les héroïnes turques ressemble à la société tunisienne […] »[177]. Même écho du côté marocain, où la diffusion massive sur la TV2M occupe une place prépondérante dans la grille des programmes et a permis à la deuxième chaîne nationale, initialement une chaîne privée sortie de ses difficultés financières grâce à l'État au début des années 1990, de mettre à profit les possibilités qu'offrent les séries télévisées au plan de la publicité, de la régularité de programmation et de la fidélisation du public et de réaliser grâce à elles ses meilleurs scores d'audience[178]: « Les personnages balancent entre le bien et le mal […] La famille reste l'épicentre de la société et l'image de la mère y est vénérable, sacrée. […] Eux aussi souffrent d'énormes clivages entre les sociétés rurales et urbaines […] Ils sont comme nous, mais en mieux » [179].

« Alors que des éléments de la culture ottomane comme la cuisine et la musique sont restés présents, la culture de la Turquie moderne s'intègre de plus en plus dans la vie quotidienne des Algériens », constatait un quotidien algérien en

---

[176] « Le phénomène des feuilletons turcs », *Le temps*, 22/02/10 : http://www.letemps.com.tn/article-39489.html ;« Series boost Turkish « soft power » in region », *Hurriyet*, 12/12/11, http://www.hurriyetdailynews.com/series-boost-turkish-soft-power-inregion.aspx?pageID=238&nID=8919&NewsCatID=381 ; « Les séries turques volent la vedette aux séries orientales », *Horizons*, 25/02/12 ; « Ces feuilletons turcs qui captivent les Algériens », *Le Midi Libre*, 09/02/11 ; « Sanawat-Ed-Dayaâ, le feuilleton qui enflamme les téléspectateurs algériens », *Liberté*, 25/08/08.

[177] « Les Tunisiennes et les séries turques », *Baya,* 26/09/12, http://www.baya.tn/2012/09/26/les-tunisiennes-et-les-series-turques/2/

[178] http://www.bladi.net/televisions-marocaines-audiences.html

[179] Abdellatif El Azizi « Le modèle turc : Mythe ou réalité ? », *Actuel*, 06/04/12 http://www.actuel.ma/index.php?option=com_magazines&view=detail&id=979

© Ifri

2012[180]. La promotion d'une communauté civilisationnelle, laquelle trouverait « sa source non seulement dans une proximité géographique, mais aussi dans une communauté historique, dans le partage d'un patrimoine culturel, de modes de vie, de modes de pensées, de traditions communément nourries de valeurs issues de fondements partagés », fait écho à la rhétorique de rassemblement et à l'idée d'un destin commun développés par les dirigeants turcs à l'égard du monde arabe[181].

De plus, les séries telles que *Harem Sultan* ravivent la mémoire d'un passé ottoman – de plus en plus perçu comme une période de développement avec de nombreux progrès économiques et sociaux[182] – qui réconcilie Algériens (dont un grand nombre se réclame encore d'une descendance turque[183]) et Tunisiens avec cette page de leur histoire, « d'autant plus que plusieurs traditions turques, ancrées depuis longtemps dans la mémoire collective des Tunisiens, […] sont encore d'usage aujourd'hui dans plusieurs régions et chez pas mal de familles[184] » et contribuent à créer et renforcer des sentiments d'attachement envers la Turquie. L'instrumentalisation de l'histoire ottomane, en rappelant que la Turquie actuelle est l'héritière d'un vaste empire qui s'étendait à la fois sur une partie de l'Europe orientale et balkanique, sur le sud de la Russie, le Moyen-Orient et la rive sud de la Méditerranée jusqu'à la frontière algéro-marocaine, appuie et renforce l'image de la puissance turque. Rappeler l'Empire ottoman, c'est aussi, comme l'écrit Béatrice Giblin, « conforter l'image d'une tradition

---

[180] El Moudjahid, 25 avril 2012, « Feuilletons turcs : Au-delà d'un simple-passe temps », http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/26967

[181] « Nous partageons tous une histoire commune, une culture commune, un destin commun. Autant que notre histoire, notre culture, notre destinée, soyez sûrs que nos peines et nos joies sont aussi communes. » Discours d'Erdoğan lors de sa réception du prix dédié à la personnalité remarquable du monde musulman à Koweït City, *Radikal,* dépêche du 10 janvier 2011. Cité par Gérard Groc, « La Vision stratégique turque au Moyen-Orient : Une symphonie désaccordée », in G. Riaux (dir.), « La Turquie au Moyen-Orient : L'apprentissage de la puissance », p. 14.

[182] Records d'audience pour Soliman le Magnifique, Algérie News 9 décembre 2013, http://www.algerienews.info/records-daudience-pour-soliman-le-magnifique/

[183] L'ambassade de Turquie en Algérie estimait en 2008 à 600 000 - 700 000 le nombre d'Algériens d'origine turque (*Cezayir Ülke Raporu*), alors qu'un rapport du Oxford Business Group de la même année avançait le chiffre de 2 millions de personnes. Voir *The Report: Algeria 2008*, Oxford Business Group.

[184] Etre descendant de Turcs en Tunisie est un signe de fierté. Certaines coutumes et traditions turques ont perduré. Comme en Tunisie, en Algérie, c'est avec la même fierté que l'on évoque les attaches au passé turc et qu'on s'enorgueillie d'avoir préservé la culture et les traditions du peuple ottoman. « Quand les séries télévisées réconcilient Arabes et Turcs », *Kapitalis*, 5/3/10 http://www.kapitalis.com/medias/61-medias/53-quand-les-series-televisees-reconcilient-arabes-et-turcs-.html.

© Ifri

musulmane tolérante » et une manière « détournée de critiquer l'autoritarisme d'Atatürk (1881-1938), qui imposa la modernité occidentale plus souvent de force que de gré : au quotidien, par de nouvelles habitudes vestimentaires (interdiction du foulard, port du chapeau pour les hommes), sur le plan linguistique, avec l'adaptation de l'alphabet latin à la langue turque au détriment de l'alphabet arabe, sur le plan religieux, en supprimant le califat et sur le plan politique, en instaurant une République laïque nationale rejetant l'Empire ottoman pluriethnique musulman[185] ».

Outre la production « historique », qui vise à réconcilier d'une certaine manière les acquis et valeurs de la République turque avec les mérites et la grandeur de l'Empire ottoman, les producteurs et scénaristes ont aussi réussi à adapter les séries télévisées les plus populaires d'Hollywood, telles que *Grey's Anatomy* (*Doktorlar*) ou *Desperate Housewives* (*Umutsuz Evkadinlari*), et à en assurer leur succès après en avoir toutefois supprimé tout ce qui serait susceptible de choquer un public traditionnel ou d'être réprimé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc. Jouant sur les multiples références à une culture musulmane commune, ils en ont expurgé toutes les scènes d'amour explicites et toute référence à l'homosexualité. « Dans ma version de *Desperate*, les femmes sont musulmanes, elles lisent le Coran, et quand quelqu'un meurt, elles se couvrent la tête », explique ainsi Fatih Aksoy, l'un des producteurs[186].

De fait, le succès de ces séries repose aussi sur leur grande popularité auprès de l'audience féminine : la diffusion du feuilleton *Sanawat Dayaa* a été suivie par 39 millions de femmes sur les 67 millions de téléspectateurs du monde arabe et sur les 85 millions de téléspectateurs du Moyen-Orient et du Maghreb qui ont regardé le dernier épisode du feuilleton *Nour* en août 2008, l'audience féminine s'élevait à 50 millions de femmes. En mettant en valeur des représentations très variées de la femme musulmane, dans lesquelles les femmes du Maghreb peuvent s'identifier, les séries projettent l'image d'une société idéalisée dans laquelle les relations entre hommes et femmes sont plus harmonieuses et moins difficiles qu'au Maghreb. En effet, dans ces séries, les femmes jouissent de

---

[185] Béatrice Giblin, « La Turquie, puissance régionale émergente? », *Herodote*, 1er trimestre 2013, http://www.herodote.org/spip.php?article563.

[186] « Les feuilletons turcs ont la cote » Agence France-Presse Istanbul, 7 février 2013. http://www.lapresse.ca/arts/television/201302/07/01-4619415-les-feuilletons-tele-turcs-ont-la-cote.php

© Ifri

libertés individuelles et de la reconnaissance d'un statut dont se sentent largement privées les femmes dans les pays du Maghreb. En réalité, malgré l'image qui en est donnée, la femme en Turquie est loin de jouir des droits et de la liberté présentés dans ces séries : en 2012, selon l'indice du Forum économique mondial sur l'inégalité entre les hommes et les femmes, la Turquie se classait en 2012 à la 124e place sur 135 pays, derrière le Liban, la Jordanie, et l'Algérie[187]. Ainsi, en éclipsant ou en laissant de côté de nombreux aspects de la réalité politique et sociale du pays[188], ces séries entretiennent une certaine méconnaissance de la société turque. « C'est une Turquie déformée, certes, mais il y a toujours une part de réalité. Celle d'un pays musulman, européanisé et relativement développé », explique la sociologue Hülya Tanriöver, de l'université Galatasaray d'Istanbul[189].

Les feuilletons télévisés traitent des événements historiques, mais ils ne se privent pas d'utiliser aussi le contexte des relations internationales contemporaines. En effet, à un moment où la Turquie devient une puissance régionale aux ambitions internationales déclarées, outre les intrigues romantiques et les drames sentimentaux, les séries peuvent avoir une portée politique non négligeable, et, en s'appuyant sur le contexte géopolitique régional, refléter l'activisme diplomatique d'Ankara et promouvoir le positionnement turc dans les développements de l'actualité moyen-orientale. Ainsi, au moment où la Turquie entreprenait de se dégager de ses relations avec Israël pour mettre en avant son rapprochement avec les pays arabes et en particulier son positionnement dans la question palestinienne, la diffusion en 2009 d'un épisode de la série *Ayrilik* qui mettait en scène des soldats israéliens tuant des Palestiniens et la sortie du film *La Vallée des loups - Palestine* en 2011, dans lequel la mission du héros consistait à aller en Israël venger les neuf victimes turques du *Mavi Marmara*, ont ravivé les tensions avec Israël[190] ; mais ces deux films ont rencontré le succès espéré auprès des téléspectateurs

---

[187] Données disponibles sur : www.weforum.org/docs/GGGR12/MainChapter_GGGR12.pdf

[188] Alexandra Buccianti, « Turkish soap operas in the Arab world: social liberation or cultural aliénation? », *Arab Media & Society*, revue en ligne, 2011.

[189] Yassine Essid, « Le modèle turc, réalité ou feuilleton? » *L'Economiste Maghrébin*, 6 juin 2013.

[190] Le chargé d'affaires turc à Tel-Aviv ainsi que l'ambassadeur de Turquie en Israël avaient dû s'en expliquer au ministère des Affaires étrangères à Jérusalem : « Israël/Turquie : la diplomatie au plus mal », *JSS News*, 12/01/10 http://jssnews.com/2010/01/12/israel-turquie-la-diplomatie-au-plus-mal/.

© Ifri

en présentant la Turquie comme le porte-parole des Arabes et le champion de la cause palestinienne.

Alors que la question de l'applicabilité du modèle turc en tant que système politique à imiter, importer, négocier ou rejeter reste ouverte, l'opinion publique maghrébine, désabusée par l'incompétence de ses dirigeants, lassée par l'absence de positions courageuses, désespérée par l'instrumentalisation de la cause palestinienne et de l'abandon des Palestiniens face à Israël, est quant à elle sensible à ces scénarios, qui mettent en valeur de tels héros et à la Turquie pour le rôle qu'elle s'attribue. Aussi, bien que la montée en puissance de séries télévisées turques ait pu être analysée comme un plan stratégique du gouvernement turc qui userait ainsi d'une « arme idéologique secrète » pour faire valoir les mérites du régime turc, l'engouement maghrébin pour ces feuilletons ne se dément pas et reste dénué des craintes qui ont pu être exprimées dans d'autres pays face à ce qui est considéré comme une sorte d'« invasion culturelle » et perçu comme le signe d'un impérialisme culturel ou d'un néo-panturquisme[191].

Le succès maghrébin des productions turques a bénéficié récemment des évolutions du contexte régional au moment précis des événements du Printemps arabe ; si la réduction notable des feuilletons syriens[192] a eu un impact sur l'audience traditionnelle des productions télévisées, le succès des séries turques s'est trouvé amplifié au moment où le monde arabe traverse sa plus profonde crise depuis le démantèlement de l'Empire ottoman du fait des nombreuses incertitudes et de l'absence de repères qui caractérisent le paysage sociopolitique. Le succès de *Harem Sultan* – la série « historique » turque qui continue d'enregistrer des records d'audience dans tous les pays arabes[193] – peut s'expliquer par

---

[191] Les pays du monde turc tels que l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et le Tadjikistan ont exprimé de telles critiques. Voir Julien Paris, « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question ». *Hérodote* 148, La Découverte, 1er trimestre 2013, à http://www.herodote.org/IMG/pdf/Paris.pdf

[192] La Syrie, dont les productions ont depuis les années 2000 été concurrencée par les feuilletons turcs, a su résister en se positionnant sur un créneau concentré sur les thématiques socialo-politiques et s'est assurée la domination du marché du doublage en arabe des séries turques.

[193] Ce feuilleton a battu tous les records d'audience au Moyen-Orient et en Afrique du Nord selon Khulud Abu Hommos, vice-présidente exécutive pour les programmes d'OSN, la seule plate-forme de télévision payante dans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, in « Records d'audience pour Soliman le Magnifique », Algérie News, 9 décembre 2013, à http://www.algerienews.info/records-daudience-pour-soliman-le-magnifique/

© Ifri

« sa pertinence politique dans un monde arabe où les gens sont frustrés par la situation politique », d'autant plus qu'elle présente une image de « dirigeants musulmans justes et puissants »[194]. Elle offre à l'inconscient collectif l'image d'un chef – brillant, pieux, élégant, juste et extrêmement courageux selon le feuilleton – différente de celle que les peuples ont de leurs propres dirigeants – injustes, faibles et corrompus – mais aussi celle d'un dirigeant musulman puissant, « un zaïm, le chef arabe. Le héros dont nous avons besoin, surtout en ce moment précis des révolutions arabes », comme l'a relevé un article de presse tunisien[195]. Par ailleurs, l'influence exercée par la Turquie vient à point nommé combler un vide à un moment où l'influence occidentale est questionnée et remise en cause, et où les valeurs occidentales, considérées jusque-là comme universelles, ne parviennent plus à s'imposer ni politiquement, ni culturellement.

Les réajustements idéologiques par rapport à l'importation ou l'applicabilité du modèle turc en Tunisie ou au Maroc, ainsi que les divergences politiques entre la Turquie et l'Algérie ne semblent guère affecter l'engouement pour les séries télévisées, ni amoindrir la curiosité pour la Turquie. Même en Tunisie, où radicaux/salafistes d'un côté et libéraux/laïcs de l'autre remettent en cause le modèle turc, la polarisation de la société tunisienne n'a pas affecté la popularité de ces séries. Certes, les dérives autoritaires du régime d'Ankara – la répression de la liberté d'expression[196] et l'empiétement sur les libertés civiles[197] – ainsi que les nombreuses affaires qui alimentent aujourd'hui la dynamique protestataire en Turquie font l'objet de débats dans la presse maghrébine ; celle-ci ne se prive ni de critiquer l'autoritarisme d'Erdoğan ni, à force de démonstrations, de « dévoiler la face cachée » du modèle

---

[194] Ibid.

[195] Abdellatif El Azizi, op. cit.

[196] L'incarcération de nombreux journalistes, qui fait de « la Turquie la première prison du monde pour les journalistes », Reporters sans Frontières, 19 décembre 2012, http://fr.rsf.org/turquie-la-turquie-premiere-prison-au-19-12-2012,43815.html ; et « La Turquie, plus grande prison du monde pour les journalistes », France Culture, 27 décembre 2013, http://www.franceculture.fr/emission-revue-de-presse-internationale-la-turquie-plus-grande-prison-du-monde-pour-les-journalistes

[197] « La dérive wahhabite d'Erdoğan » 7 novembre 2013, http://www.liberte-algerie.com/international/la-derive-wahhabite-d-erdogan-apres-l-autorisation-du-port-du-voile-au-parlement-il-veut-interdire-la-mixite-a-l-universite-209980 et « Erdoğan, Premier Imam de Turquie »,19 novembre 2013, http://www.tunisie-secret.com/Erdoğan-Premier-Imam-de-Turquie_a727.html;

© Ifri

turc[198]; mais le scepticisme des analystes ne s'est pas traduit par une baisse de l'audience des séries turques ; les critiques et autres dénonciations de la presse n'ont entraîné aucune réduction de l'audience ni affecté un succès qui ne se dément pas. Même les événements autour de l'affaire du parc de Gezi, auxquels la presse a fait un large écho, n'ont eu aucun impact sur l'engouement des téléspectateurs maghrébins pour les sagas télévisées ; plus que la répression qui a mis fin au mouvement de révolte, un grand nombre de Maghrébins ont surtout relevé la possibilité de contestation et de mobilisation, symptômes révélateurs du niveau de démocratisation de la société turque où, à l'instar des pays démocratiques, la société civile peut exprimer son opposition aux projets d'un gouvernement.

Ainsi, en quelques années seulement, en exportant des dizaines de ses feuilletons qui la montrent comme un pays à la fois proche et idéal, la Turquie est parvenue tout en douceur à imposer ses valeurs et à faire montre d'un soft power que rien ne semble amoindrir : ni le déni du génocide arménien, ni le statut des Kurdes, ni les dérapages d'une démocratie émergente et de plus en plus conservatrice, ni les positionnements opportunistes et autres critiques de sa politique étrangère, ni les dérives autoritaires du gouvernement. Même si ces dernières sont dénoncées par la presse et quelques intellectuels, l'opinion publique maghrébine dans sa majorité reste favorable à un pays qui a réussi la gageure de concilier islam et politique, identité culturelle et institutions modernes, traditions et libertés, et dont les séries télévisées ont consacré l'influence culturelle.

La production des séries télévisées est également une industrie dont les produits d'exportation constituent une source de devises appréciable : des recettes de 68 millions de dollars en 2011, année où la Turquie a commercialisé plus de 100 télé-feuilletons (10 500 heures de feuilletons) – chaque épisode

---

[198] « Modèle turc : Erdoğan et le bâton par le milieu », 27 décembre 2013, http://www.reporters.dz/index.php?option=com_content&view=article&id=11610:modele-turc--erdogan-et-le-baton-par-le-milieu-&catid=1:thema&Itemid=2 ; Le mythe du « modèle turc », 6 juin 2013 , http://nawaat.org/portail/2013/06/06/visite-derdogan-en-tunisie-le-mythe-du-modele-turc/.

© Ifri

pouvant rapporter entre 2 000 et 10 000 dollars en fonction de la popularité de la série – dont des dizaines ont été exportés vers 22 pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord.

La forte croissance du secteur s'est confirmée avec des exportations qui ont généré en 2012 des recettes de 76 millions d'euros, montant qui devrait dépasser 100 millions de dollars en 2013[199]. S'ajoutent à ces revenus, ceux tirés de la production et de la commercialisation de toutes sortes de produits dérivés : tee-shirts à l'effigie des acteurs, utilisation des héros de ces séries comme égéries pour des marques grand public et la production de copies de vêtements et bijoux portés à l'écran par des actrices devenues des idoles pour un public féminin qui en copie tous les codes vestimentaires, sont une autre source de devises importante, faisant de ce créneau des exportations turques une entreprise commerciale profitable et florissante. L'influence de ces feuilletons et leur impact sur l'économie s'étendent à l'habitat et à la décoration intérieure, puisqu'on a vu des familles marocaines fières de s'inspirer des « intérieurs turcs » montrés dans les séries et rencontré des promoteurs immobiliers marocains qui n'hésitaient pas à solliciter (comme ils l'ont fait avec certains acteurs de *Bollywood)* les héros de certaines de ces séries pour faire la publicité de leurs appartements en vente.

L'engouement des Maghrébins pour la destination Turquie

L'industrie du feuilleton a des incidences économiques plus larges que la commercialisation de ses épisodes ou celle de ses produits dérivés. Par la promotion qu'elle fait de la Turquie, elle a réussi à faire de celle-ci un objet de désir et une destination privilégiée pour un nombre grandissant de Maghrébins, favorisant ainsi l'expansion du secteur du tourisme et générant des revenus considérables pour l'économie

[199] Après leur succès au Maghreb et au Moyen-Orient, les séries turques ont fait leur entrée sur les écrans occidentaux, et en 2013 la Turquie se situe au deuxième rang des pays producteurs de téléfilms, derrière les États-Unis. La série *The End* (*Son*) a été vendue dans 35 pays et est devenue avec sa diffusion sur la chaîne suédoise SVT la première série turque à être diffusée aux heures de grande écoute dans un pays occidental. Le producteur Fatih Aksoy attribue ce succès à la qualité des productions turques et, surtout, à leur adaptation aux goûts d'un public avide de fictions mélodramatiques et de sagas historiques exaltant les splendeurs de l'empire ottoman. Voir http://www.tunisiadaily.com/2013/07/28/tape-a-loeil-et-bon-marche-les-series-turques-sexportent.

© Ifri

touristique du pays. En effet, l'impact des feuilletons a incontestablement accru la visibilité et l'envie de Turquie auprès des Maghrébins, et l'économie touristique du pays, déjà une des plus florissantes du monde, a, ces dernières années connu un formidable essor avec l'augmentation du flux de touristes Maghrébins qui ont « découvert la Turquie », ainsi que le confirme Hulya Tanriöver, de l'université Galatasaray d'Istanbul : « au travers de ces séries, nos voisins découvrent non seulement des histoires, mais aussi la Turquie »[200]. Outre le tourisme estival, en pleine expansion, la Turquie connaît aussi le tourisme « déguisé », celui qui se concentre sur le commerce de la valise ainsi que celui qui englobe les arrivées de migrants qui ont fait d'Istanbul la plaque tournante de l'immigration vers l'Europe.

En plus de la richesse touristique du pays, de la variété de l'offre et le rapport qualité-prix, facteurs déterminants dans le choix d'une destination, l'attractivité de la Turquie pour les Maghrébins se fonde essentiellement sur l'image d'une société turque proche culturellement mais plus développée socialement et celle d'un pays musulman qui a su allier religion et modernité, image que les feuilletons ont su propager dans toute la région[201]. L'offre de prestations qui accommodent les traditions et les mœurs musulmanes – avec possibilité de séjourner dans des hôtels qui interdisent la vente de l'alcool et la mixité – et la perspective de plus de liberté, l'existence de nombreux lieux de mixité, la possibilité de consommer de l'alcool et celle de profiter de la vie artistique et nocturne d'Istanbul, constituent des éléments attractifs à la fois pour les familles traditionnelles et pour les jeunes de 24-28 ans qui représentent la tranche d'âge la plus nombreuse parmi les Maghrébins qui se rendent en Turquie[202]. Ces deux aspects, religion et modernité, présentés comme une fusion réussie dans les feuilletons turcs, ont, de fait, des incidences incontestables sur le secteur du tourisme en Turquie et à Istanbul en particulier.

---

[200] « Les feuilletons turcs ont la cote », op. cit.

[201] Mouna Lahrach. « Les télé-feuilletons turcs boostent la destination Turquie », http://www.dimabladna.com/index.php?option=com_flexicontent&view=items&id=3044

[202] Abdellatif El Azizi, op.cit. ; Julien Paris, « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question », *Hérode* 148, La Découverte, 1er trimestre 2013 http://www.herodote.org/IMG/pdf/Paris.pdf

© Ifri

Outre ses richesses historiques et naturelles[203], la mise en valeur d'un riche patrimoine culturel, le développement d'infrastructures solides (hébergement, transports), ainsi que la diversification des produits touristiques tels que le tourisme balnéaire, culturel, médical, d'affaires et de « shopping », ont doté le pays d'un secteur touristique florissant. Mais c'est l'adoption de politiques publiques encourageantes telles que l'assouplissement des réglementations relatives aux visas, et leur élimination dans un grand nombre de cas, ainsi que la libéralisation depuis le début des années 1980 de l'espace aérien turc (Open Sky) qui ont favorisé l'essor du tourisme en Turquie et qui constituent des facteurs déterminants dans le choix de la Turquie comme destination touristique attrayante pour les Maghrébins.

Le nombre de touristes ayant visité la Turquie, qui était de 9 millions en 2000, a été multiplié par six depuis 2002 pour atteindre 27 millions en 2010 et 31,8 millions en 2012, plaçant la Turquie au cinquième rang mondial. Ce secteur en pleine expansion – il affiche une croissance deux fois plus rapide que les autres secteurs de l'économie turque – a enregistré en 2011 une croissance de 8,5 %, un des meilleurs taux au monde, et rapporté 23,4 milliards de dollars en 2012. Durant le premier semestre de 2013, le secteur a enregistré 6,9 millions de dollars de recettes, soit une augmentation de 28,4 % par rapport à 2012 sur la même période[204].

La Turquie attire des touristes du monde entier – ces dernières années, le pays a enregistré une croissance régulière du nombre de touristes venus des pays d'Asie – mais les plus nombreux restent les touristes originaires des pays européens : ce sont traditionnellement les Allemands qui occupent la première place, avec presque 15 % du total des visiteurs étrangers, suivis de près par les Russes (passés en tête en 2012), les Britanniques et les Bulgares. Si les Européens[205]

---

[203] La Turquie dispose de neuf sites classés dans les deux catégories de la Convention de la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel : la zone historique d'Istanbul, la ville de Safranbolu, la capitale Hittite de Hattousa (Bogazkoy), le Mont Nemrut, Xanthos-Letoon, la Grande mosquée et l'hôpital de Divrigi, le site archéologique de Troie, Pamukkale-Hierapolis et le parc national de Goreme, en Cappadoce.

[204] Selon les chiffres rendus publics par l'Institut turc des statistiques, http://www.francemondexpress.fr/vue-detail-defaut/n/turquie-le-tourisme/#sthash.78nNq12g.dpuf

[205] Après l'Allemagne, la Russie, la Grande-Bretagne et la Bulgarie, la France est le 6e pays émetteur de touristes. Selon les statistiques du ministère turc de la Culture et du Tourisme, 507 393 touristes français se sont rendus en Turquie entre janvier et juin 2011, 27,3 % de plus que pendant la même période en 2010.

© Ifri

(Allemands, Britanniques, Néerlandais, Français et Italiens) ont représenté à eux seuls le tiers (environ 10 millions) de l'ensemble des touristes qui ont visité la Turquie en 2012, le nombre de touristes arabes a quant à lui, du fait de la suppression des visas pour les ressortissants de certains pays arabes[206], progressé de près de 80 % entre 2010 et 2011. Le nombre de ces derniers a pratiquement quintuplé entre 2002 et 2012, passant de moins de 500 000 à 2,4 millions, alors que le nombre total d'entrées dans le pays a un peu plus que doublé, passant de 13,2 millions à 31,8 millions[207].

Durant cette même période, la Turquie a, par ailleurs, largement bénéficié du net recul du tourisme traditionnel en Tunisie et en Égypte, d'où les touristes se sont détournés à cause des révolutions, mais aussi en Syrie, en proie à la guerre civile, phénomène qui a fait de la Turquie un « pont naturel » entre les deux rives de la Méditerranée.

Pour les Algériens, la Turquie, qui est pourtant une destination deux, voire trois fois plus coûteuse que la Tunisie, plus proche, plus facile d'accès, où plus d'un million d'entre eux se rendaient habituellement chaque année, s'est imposée comme la principale destination touristique[208] ; on estime à plus de 100 000 le nombre d'Algériens qui s'y sont rendus en 2012[209]. Les visas pour les Marocains et les Tunisiens ont été supprimés, mais pas encore pour les Algériens, et l'on estime à plus de 70 000 le nombre de visas qui leur ont été délivrés en 2011. Pour faciliter le flux, la Turquie a annoncé en 2012 que la délivrance de visas aux ressortissants algériens pourrait dorénavant se faire à l'aéroport d'Istanbul pour ceux d'entre eux qui répondent à un certain nombre de conditions : les postulants doivent disposer « soit d'un visa Schengen en cours

---

[206] « Erdoğan pledges to erase boundaries with Middle East », *Today's Zaman*, 18 April 2011. Erdoğan a prôné la création d'un espace Chamgen, zone de libre circulation, en combinant les noms « Cham » qui est le nom turc et arabe de la ville de Damas et « Schengen ».

[207] Les données relatives aux flux touristiques sont basées sur la base de données du ministère de la Culture et du Tourisme et la base de données de la direction générale de la Sécurité.

[208] La Turquie détrône la Tunisie, *Liberté*, 5 juin 2012 http://www.liberte-algerie.com/actualite/vacances-des-algeriens-la-turquie-detrone-la-tunisie-destination-pour-l-ete-2012-179446 ; « Saison estivale : la Turquie, première destination touristique des Algériens en 2012 », Algérie Presse Service, 13 juin 2012, http://www.djazairess.com/fr/apsfr/251987.

[209] Hassan Aslan, conseiller commercial auprès de l'ambassade de la Turquie à Alger lors d'une conférence de presse à Alger, à la veille de l'ouverture de la troisième édition de la foire professionnelle de la mode et du prêt-à-porter le 27 février 2013, http://www.lemaghrebdz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Nation&id=53764

© Ifri

de validité ou d'un visa délivré par l'un des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, soit d'un permis de séjour délivré par lesdits pays et voyager par la compagnie Turkish Airlines »[210]. La suppression de l'obligation de visas a été évoquée par le Premier ministre lors de sa visite à Alger en juin 2013 : « Nous avons supprimé les visas d'entrée avec 70 pays, alors pourquoi pas avec l'Algérie ? », a-t-il déclaré dans un discours devant les membres de l'Assemblée populaire nationale dans lequel il a appelé à encourager les échanges entre les deux pays, notamment dans le domaine touristique.

L'absence de visa et l'existence d'offres qui concurrencent les tarifs pour les pays d'Europe, tels que la France ou l'Espagne, destinations traditionnelles, ont fait de la Turquie une destination privilégiée pour un grand nombre de Marocains, dont le nombre est passé de 57 447 en 2010 à 77 884 en 2012. « Depuis deux ans, la Turquie occupe le haut du podium des destinations les plus prisées par les Marocains. L'absence de visa et les prix raisonnables qui démarrent à partir de 6 000 dirhams en font une destination de premier choix pour les estivants marocains », rapporte le directeur d'une agence de voyage basée à Casablanca[211]. Certes, leur part dans le tourisme en Turquie reste extrêmement limitée : 0,19 % en 2010, 0,21 % en 2011, 0,24 % en 2012, selon les statistiques du ministère turc de la Culture et du Tourisme, mais l'augmentation est réelle et continue, alimentée par la curiosité pour la Turquie, des prix « discount qui permettent à des petites bourses de s'offrir un voyage de rêve à bas prix » et le désir de se rapprocher et de profiter de la liberté entrevue dans les feuilletons[212].

Le même phénomène est observé pour les touristes tunisiens, dont le nombre a également augmenté et qui, outre l'image de la Turquie véhiculée par les feuilletons, sont aussi poussés par la curiosité de voir de plus près le « modèle turc » vanté par le parti Ennahda au pouvoir. On note par ailleurs une certaine émulation chez les jeunes entrepreneurs tunisiens désireux

---

[210] « Le visa turc délivré aux frontières », *La Tribune*, 22 avril 2012, http://www.latribune-online.com/divers/66810.html

[211] Mouna Lahrach,op.cit.

[212] Quant aux touristes libyens, à la suite de l'annonce faite par le gouvernement libyen de prendre en charge les soins à l'étranger pour les Libyens blessés pendant le conflit, leur nombre, 213 890 selon les chiffres du ministère turc de la Culture et du Tourisme, a plus que quadruplé de 2011 à 2012. Voir « Number of Libyan tourists to Turkey increases sevenfold », *Today's Zaman*, 03/08/12, http://www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=288518

© Ifri

d'aller voir sur place comment s'inspirer des méthodes et des succès turcs dans les domaines économiques.

Pour tous les touristes maghrébins, la ville d'Istanbul magnifiée dans les feuilletons est la destination de choix ; ils peuvent y admirer l'héritage culturel de la période ottomane, les efforts faits pour restaurer le patrimoine architectural de l'Empire et visiter les nouveaux musées dédiés à la grandeur de cette période. Une des réalisations marquantes de ces dernières années a été l'ouverture en 2009 du musée panoramique *Istanbul 1453*, (Musée de la conquête *Fetih Müzesi*), qui exalte la conquête de Constantinople par Mehmet II ainsi que la puissance et la tolérance des Ottomans envers les autres communautés. Les touristes maghrébins peuvent aussi retrouver l'atmosphère mystique de l'Empire ottoman dans les quartiers réhabilités de Sultanahmet, dans la péninsule historique d'Istanbul. Aussi, depuis la turcomania créée par les feuilletons, les circuits touristiques qui leur sont proposés incluent la visite des monuments entrevus à la télévision et des lieux et sites aperçus dans les feuilletons ; aussi, pour une trentaine d'euros, ils peuvent visiter les lieux de tournage de leur série préférée[213]: « Avant, on emmenait les touristes arabes visiter les mosquées d'Istanbul, on allait aux thermes de Bursa. Maintenant, tout le monde veut visiter les maisons où les séries ont été tournées, dîner dans le restaurant vu à la télé [214] ».

L'augmentation des flux et de la demande a nécessité le renforcement des fréquences aériennes et l'ouverture de nouvelles dessertes. Alors qu'en 2005 seuls quelques vols hebdomadaires étaient assurés – 3 avec l'Algérie, 7 avec la Libye, 8 avec le Maroc et 10 avec la Tunisie **–** en 2012, ce sont des vols quotidiens qui sont proposés entre les capitales maghrébines et Istanbul[215]. En juin 2011, Turkish Airlines, qui assurait alors sept vols par semaine entre Alger et Istanbul et dont tous les vols à destination d'Istanbul (assurés par des avions pouvant transporter entre 250 et 280 passagers) étaient complets, a sollicité l'accord de la direction de l'Aéronautique civile algérienne et la révision de la convention qui lie les deux pays pour accroître le nombre de ses vols afin de « répondre à

---

[213] Belma Susler, op.cit.

[214] « Soap operas spark Arab tourist boom in Turkey », AFP, article du 16 août 2009.

[215]Turkish Airlines assurant notamment 11 vols par semaine vers Tripoli et 10 vers Benghazi, ainsi qu'un vol vers Misrata depuis le 15 décembre 2011, devenu quotidien le 5 janvier 2012, et trois vols hebdomadaires entre Istanbul et Sebha inaugurés le 13 décembre 2012 par Turkish Airlines.
http://www.air-journal.fr/2011-12-24-turkish-airlines-arrive-a-misrata-et-en-somalie-541325.html

© Ifri

la demande des Algériens qui souhaitent cette année passer leurs vacances en Turquie et dont le nombre a dépassé toutes les prévisions »[216]. En décembre 2013, Adnan Keçeci, l'ambassadeur de Turquie en Algérie, a indiqué qu'à la faveur de la signature d'un protocole d'accord algéro-turc dans le domaine de l'aviation, les vols réguliers entre les deux pays étaient passés de 7 à 43 vols par semaine et les vols de transport de marchandises de 1 à 7[217]. Outre ses nombreux vols entre Alger et Istanbul, Air Algérie a mis en place en 2010 deux vols directs hebdomadaires à partir de Constantine et ouvert en novembre 2013 deux nouvelles lignes, Annaba-Istanbul et Oran-Istanbul, chacune assurant deux vols hebdomadaires avec de nombreuses correspondances possibles vers Ankara ou les stations balnéaires d'Anatolie[218].

Curiosité, intérêt, tourisme, mais dans un sens uniquement. En effet, la Turquie a peut-être réinvesti le Maghreb, mais les touristes turcs y sont très rares. En dehors des hommes d'affaires, entrepreneurs et officiels politiques qui tous multiplient les visites dans cette région, rares sont les ressortissants turcs qui choisissent un des pays du Maghreb pour un voyage de découverte ou des vacances. Alors que la région a des atouts touristiques très divers, que les infrastructures touristiques sont largement développées, aussi bien en Tunisie qu'au Maroc, on y enregistre très peu de touristes turcs, ceux-ci leur préférant les destinations européennes. À titre de comparaison, alors que plus de 57 000 touristes tunisiens se sont rendus en Turquie en 2010, à peine 18 000 Turcs ont visité la Tunisie cette année-là, y compris les hommes d'affaires et les responsables politiques. Cependant, la Tunisie espère attirer davantage de touristes turcs, qui, jouissant d'une amélioration de leur niveau de vie, sont amenés à voyager davantage à l'étranger. Mais en 2013, les efforts visant à promouvoir le tourisme turc dans ce pays, qui offre les infrastructures touristiques les plus modernes du Maghreb, n'ont pas encore porté leurs fruits, malgré la signature en

---

[216] http://www.algerie-focus.com/blog/2011/06/rush-des-algeriens-vers-la-turquie-turkish-airlines-veut-augmenter-le-nombre-des-vols-alger-istanbul/

[217] « La Turquie souhaite renforcer son partenariat économique avec l'Algérie », 8 décembre 2013,

www.aps.dz/La-Turquie-souhaite-renforcer-son.html

[218] « La coopération économique algéro-turque appelée à se développer davantage », mars 2010 ; http://www.econostrum.info/La-cooperation-economique-algero-turque-appelee-a-se-developper-davantage_a2440.html. À noter qu'il n'existe pas de vol charter ni d'autres compagnies aériennes qui assurent la desserte entre les deux pays.

© Ifri

avril 2012 d'une Convention avec la compagnie aérienne Tunisair visant à attirer plus de touristes turcs vers la Tunisie[219] et l'ouverture d'un bureau de représentation du tourisme tunisien en Turquie en octobre de la même année[220].

La situation est la même au Maroc, pays qui a bâti sa politique touristique en fonction de la clientèle européenne essentiellement, avec quelques îlots réservés à la clientèle des pays arabes du Golfe, et où le nombre de touristes turcs stagnait là aussi autour de 18 000 en 2010 ; selon les responsables du tourisme marocain[221], il reste encore beaucoup à faire pour encourager les touristes turcs à se rendre au Maroc, pays du Maghreb qui reste le mieux connu des Turcs et dans lequel néanmoins le nombre de résidents Turcs est estimé à 2 000 personnes à peine, essentiellement des représentants et le personnel des sociétés turques séjournant au Maroc pour la durée de leur contrat de travail[222].

Quant à l'Algérie, outre l'absence de politique touristique du pays et le fait que les investissements dans les infrastructures touristiques n'ont jamais constitué une priorité, l'insécurité reste une raison majeure de la tenue à l'écart de ce pays des touristes de tous pays, turcs compris.

Les feuilletons qui ont envahi les foyers maghrébins et y assurent quotidiennement la promotion de la société de la Turquie et de sa culture constituent de véritables phénomènes sociétaux dont les effets collatéraux sont multiples et dont les conséquences sont encore en train de façonner les relations de la Turquie avec les pays du Maghreb. Le rayonnement de la culture turque au Maghreb est incontestable et, quelles que soient les critiques et remises en cause du modèle turc, tant que les Maghrébins percevront la Turquie à travers l'image qu'en donnent ses feuilletons et que ceux-ci demeureront aussi populaires, il est fort probable que la Turquie continuera de séduire et de faire rêver. Tant que les pays du Maghreb

---

[219] « Signature d'une convention de coopération culturelle entre la Tunisie et la Turquie », *TAP*, 17/04/12, http://www.tap.info.tn/fr/fr/culture/23849-signature-dune-convention-de-cooperation-culturelle-entre-la-tunisie-et-la-turquie.html

[220] « Le premier bureau de tourisme tunisien ouvre ses portes en Turquie », Tunisie.fr, 01/10/12, http://www.tunisie.fr/2012/10/01/le-premier-bureau-de-tourisme-tunisien-ouvre-ses-portes-en-turquie/

[221] M. Taibi Khattab, directeur du pôle Moyen-Orient et Asie de l'Office national marocain du tourisme (ONMT).

[222] « Relations between Turkey and Morocco », ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, http://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkey-and-morocco.en.mfa.

© Ifri

n'auront pas identifié une autre synthèse possible entre la tradition religieuse et la modernité économique, leurs regards resteront tournés vers la Turquie, quels que soient les faiblesses, limites ou échecs politiques de son gouvernement. Or, alors que l'influence culturelle de la France rencontre de plus en plus de résistance, que celle de l'Occident en général est défiée par les islamistes de tous bords, aucun pays arabe n'est en mesure de rivaliser aujourd'hui avec la puissance du soft power de la Turquie : ni l'Égypte, dont l'étoile a considérablement pâli dans tout le Maghreb, ni l'Arabie saoudite, qui n'est jamais parvenue à séduire les Maghrébins, ni le Qatar qui a voulu user de son influence mais qui se retrouve totalement hors jeu dans l'ensemble de la région. Le soft power turc a encore de beaux jours devant lui au Maghreb.

Aperçu sur la diplomatie culturelle de la Turquie au Maghreb

Capitalisant sur l'image positive du pays, la Turquie a mis en place des moyens financiers et des outils diplomatiques qui étendent son influence au Maghreb et renforcent l'attachement des Maghrébins. Déployant une stratégie multidirectionnelle avec une coopération universitaire qui comprend le développement de départements d'études turques et la mise en place de bourses pour les étudiants maghrébins, l'organisation de « manifestations culturelles » pour la promotion de sa production cinématographique et de ses traditions gastronomiques, la diffusion de la langue turque et la création de centres culturels, l'influence culturelle de la Turquie se confirme dans chaque pays du Maghreb. Dans le cadre d'une diplomatie parallèle qui accompagne les orientations économiques et politiques de la Turquie dans la région, l'offensive culturelle tous azimuts de la Turquie se poursuit et rencontre un certain succès.

Le domaine universitaire

Les études et la recherche sur l'histoire et la civilisation turques sont encouragées et facilitées par les fonds mis à la disposition des universités maghrébines – notamment au Maroc et en Tunisie – pour la création de Départements d'études turques. Ainsi, l'ouverture d'un Département de turcologie à l'Université Mohammed V à Rabat a été annoncée en 2012.

© Ifri

La création d'universités turques est par ailleurs sérieusement envisagée, notamment au Maroc, où plusieurs accords de partenariats scientifiques et culturels lient déjà les établissements d'enseignement supérieur des deux pays[223]. En effet, le Maroc, désireux de s'ouvrir au monde, de profiter de sa position stratégique pour jouer le rôle de pont de communication entre la Turquie d'une part et le reste du continent africain et l'Amérique latine d'autre part, n'est pas opposé à l'installation sur son sol d'universités turques qui permettraient de renforcer les partenariats économiques établis par l'accord de libre-échange. Mais dans un pays dont le système éducatif est marqué par le déséquilibre entre la production des élites francophones et anglophones d'un côté et celle des élites arabophones de l'autre et dont le Roi a lui-même déploré la dégradation du système éducatif[224], certains Marocains s'interrogent sur la nécessité de telles mesures et observent avec méfiance l'ampleur que prend la coopération culturelle avec la Turquie.

Par ailleurs, les initiatives que prend la Turquie pour attirer dans ses universités des étudiants maghrébins se multiplient, notamment l'octroi de bourses d'études. La mise en place au printemps 2013 d'un nouveau programme[225] d'attribution de bourses aux étudiants étrangers de toutes nationalités offre des modalités susceptibles d'accroître le nombre des étudiants maghrébins en Turquie. Au titre de ce nouveau programme, non seulement les frais d'études[226], mais également les frais de voyage, le logement et la couverture de santé seront pris en charge. Il n'est pas nécessaire que les candidats à ce programme connaissent au préalable la langue turque (des cours de langue leur seront dispensés à leur arrivée), ils

---

[223] « Le Maroc et la Turquie déterminés à renforcer leur coopération dans le domaine de l'enseignement », Menara.ma, 18/10/12 http://www.menara.ma/fr/2012/10/18/317816-le-maroc-et-la-turquie-determines-renforcer-leur-cooperation-dans-le-domaine-de-lenseignement.html

[224] « La situation actuelle du secteur de l'éducation et de la formation nécessite de marquer une halte pour un examen de conscience objectif permettant d'évaluer les réalisations accomplies et d'identifier les faiblesses et les dysfonctionnements existants. »Voir la retranscription du discours du roi Mohamed VI dans « Révolution de l'éducation », in *l'Observateur du Maroc,* 20 août 2013, http://lobservateurdumaroc.info/2013/08/20/revolution-de-leducatio/

[225] Julie Chaudier, « La ruée vers la Turquie : Des bourses d'études pour les étudiants étrangers », *Yabiladi*, 31 mai 2013, http://www.yabiladi.com/articles/details/17706/ruee-vers-turquie-bourses-d-etudes.html

[226] Le gouvernement turc offre 282,50 dollars par mois pour les étudiants associés et les étudiants de premier cycle, 423,75 pour les étudiants en master, et 565 dollars pour ceux qui font un Ph.D.

© Ifri

doivent seulement prouver qu'ils ont obtenu des résultats honorables dans leur domaine. De plus, ces généreuses modalités s'étendent à la délivrance d'un visa (de 6 mois à un an) pour les membres de la famille (conjoint et enfants) du boursier. Ce programme ne va pas manquer d'attirer les étudiants maghrébins et d'accroître le nombre de boursiers présents en Turquie (une quinzaine d'Algériens[227] et une soixantaine de Tunisiens[228] en 2012). Avec le Maroc, un nouvel accord sur l'échange d'étudiants universitaires a été discuté lors de la visite à Ankara du ministre marocain chargé des Relations avec le Parlement et la société civile, El Habib Choubani, en octobre 2012. À cette date, le nombre d'étudiants marocains qui poursuivaient leurs études supérieures en Turquie était d'environ 400, dont une centaine bénéficiant de bourses accordées par l'État turc, alors que seulement 18 étudiants turcs bénéficiaient d'une bourse au Maroc, dans le domaine de l'étude de la religion principalement (16 d'entre eux se consacraient à l'étude de l'islam en 2012) et dans celui de la langue arabe (pour les deux autres).

La diffusion de la langue turque

La curiosité et l'engouement pour la Turquie suscités par le succès des séries télévisées se sont traduits par le développement de l'apprentissage de la langue turque et la création d'instituts privés et de centres culturels ou celle-ci est enseignée. En Tunisie, où une école privée turque comprenant une équipe d'enseignants venus de Turquie est déjà ouverte au grand public à Tunis, et où, comme cela a été le cas l'an passé à Rabat, un centre culturel turc devrait ouvrir très prochainement, la participation pour la première fois en 2013 à la dixième édition de l'Olympiade turque[229] a rencontré un vif succès : une douzaine d'adolescents ont suivi des cours intensifs gratuits de langue turque – huit heures par semaine pendant cinq mois –, avant d'être sélectionnés pour participer à

[227] Cinq bourses d'études de licence, cinq de master et cinq de doctorat.

[228] Pour l'année universitaire 2012-2013, la Turquie a offert des bourses du premier au troisième cycle, aussi bien en histoire et théologie, sciences sociales et économie, sciences physiques et sciences médicales que dans les technologies (Bourses Ibn Khaldoun, bourse Ali KUŞÇU de science et de technologie, bourse des sciences médicales d'Ibn Sina, bourse de langue turque de Yunus Emre ; la bourse de formation professionnelle d'Ahilik. Dans le domaine des sciences de la communication, 10 personnes ont reçu une formation à la Faculté des sciences de la communication, à l'université Anadolu à Eskişehir (Turquie).

[229] Manifestation organisée chaque année par la Turquie, qui consiste à offrir l'apprentissage de la langue turque à de jeunes adolescents venant de 135 pays des quatre coins du monde. En 2013, elle a eu lieu du 14 au 30 juin.

© Ifri

l'Olympiade à Istanbul[230]. Toutefois, le projet d'intégration de la langue turque dans le système éducatif, tel qu'envisagé par le ministère tunisien de l'Éducation en juin 2012, a soulevé un bouclier d'oppositions.

Lors de la visite d'État du président Abdullah Gül en Tunisie, en mars 2012, l'idée de développer la collaboration linguistique et académique en introduisant l'enseignement de la langue turque au niveau du secondaire avait été évoquée, la Turquie s'engageant à fournir à la fois les enseignants et les livres scolaires appropriés ; le ministre de l'Enseignement Abdellatif Abid, s'appuyant sur le fait que la « Turquie représente désormais une force grandissante et nos deux pays entretiennent des relations bilatérales développées », a annoncé le 3 juin 2012 l'introduction de cours de turc dans les lycéens tunisiens[231]. Les nombreuses critiques que cette annonce a suscitées mettaient légitimement en question la place de la langue turque dans un système éducatif que tout le monde s'accorde à reconnaître déficient et mal adapté, ainsi que le rôle de cette langue en termes de débouchés professionnels et de stratégie de l'emploi dans un pays qui compte déjà un grand nombre de chômeurs diplômés. La presse s'en est largement fait l'écho : « La langue n'étant parlée qu'en Turquie » et vu que « le turc n'est pas à proprement parler une « langue de business », puisque les Turcs eux-mêmes font du business principalement en anglais et en allemand »[232]. Certains s'élèvent aussi contre les motivations idéologiques d'un gouvernement dominé par les islamistes tentant de faire de la Tunisie une « petite Turquie » et soulignent la carence de l'enseignement du berbère : « même dans les régions berbérophones de notre pays, le tamazight n'est pas enseigné dans les écoles, et ce malgré les demandes répétées des populations elles-mêmes »[233]. Face à une telle levée de boucliers, le gouvernement a dû abandonner ce projet. En revanche, aucune opposition ne s'est fait entendre quant au nouvel accord de coopération culturelle portant sur la préservation du patrimoine et plus particulièrement sur la coopération turque dans le domaine de la restauration des sites

---

[230] « La Turquie reconquiert le cœur des Tunisiens! », *Business news.com.tn*, 05/06/12
http://www.businessnews.com.tn/La-Turquie-reconquiert-le-c%C5%93ur-des-Tunisiens!,519,31495,1

[231] Entretien sur Shems FM, le 3 juin 2012.

[232] http://nawaat.org/portail/2012/06/05/la-tunisie-une-future-petite-turquie/ , 5 juin 2012.

[233] Ibid.

© Ifri

et monuments de l'époque ottomane, qui a été signé en avril 2012[234].

La fondation Gülen, présente dans plus d'une centaine de pays dans le monde, des États-Unis aux Balkans où elle est fortement implantée, à l'Afrique, où elle essaime ses écoles depuis de nombreuses années, et au Moyen-Orient, où elle a fait des entrées remarquées, propageant éducation et prosélytisme d'un islam à la turque, est également présente au Maghreb et notamment au Maroc, où on estime que les écoles « Al Fateh » à Tanger comme à Casablanca – 2 écoles élémentaires, 5 collèges, 3 lycées – concurrencent désormais les missions culturelles françaises ou espagnoles[235]. Ces écoles de plus en plus prisées pour la moralité et le dévouement de leurs enseignants – selon la philosophie du fondateur, islamistes modérés, tolérants et ouverts sur le monde – la qualité de leur enseignement et leurs excellents résultats aux examens et concours nationaux contribuent à la pénétration de la langue et de la culture turques et leur garantissent, avec la formation de plus de 2000 étudiants en 2012[236], un plus grand rayonnement à l'avenir. Le soft power de la Turquie de plus en plus prégnant en Afrique du nord est le fruit des écoles privées turques, et les diplômés turcophones qui en sortent joueront assurément un rôle essentiel dans l'influence croissante de l'économie turque sur les marchés étrangers.

En Libye, malgré une présence économique très importante sous l'ère Kadhafi, l'influence culturelle turque était restée très limitée, même si les entreprises turques qui y étaient installées disposaient de 27 établissements scolaires de la Fondation Gülen ; mais très vite après la révolution, les nouveaux dirigeants libyens ont fait connaître leur intention de « favoriser le développement de la coopération culturelle », le ministre libyen de l'Éducation envisageant d'entreprendre une réforme du système éducatif qui ferait bénéficier son pays « de

---

[234] « Signature d'une convention de coopération culturelle entre la Tunisie et la Turquie », *TAP*, 17/04/12, lors de la visite du ministre turc de la culture et du Tourisme à Tunis http://www.tap.info.tn/fr/fr/culture/23849-signature-dune-convention-de-cooperation-culturelle-entre-la-tunisie-et-la-turquie.html

[235] Hassan Aourid, « La diplomatie turque, au-delà du kémalisme », *La vie éco,* 21 mars 2012, http://www.lavieeco.com/news/debat-et-chroniques/la-diplomatie-turque-au-dela-du-kemalisme-21581.html

[236] Sait, Gürsoy, « Morocco and Turkish Hizmet News », 13 novembre 2013, http://hizmetnews.com/7375/morocco-and-turkish-schools/; « Turkish schools behind Turkey's soft power in Middle East », Today Zaman, 2 février 2012, http://www.todayszaman.com/news-279231-turkish-schools-behind-turkeys-soft-power-in-middle-east.html.

© Ifri

l'expertise turque dans ce domaine[237] » et favoriserait l'ouverture d'un plus grand nombre d'écoles turques, ainsi que l'accueil des enseignants venant de Turquie[238].

Avec l'Algérie, la Turquie est parvenue à des accords concernant l'apprentissage de la langue turque pour les étudiants algériens désireux de se rendre en Turquie : ceux-ci sont tenus de s'initier à la langue turque pendant un an au Centre d'apprentissage de la langue turque (TÖMER) avant d'entamer leur voyage[239] et à ceux qui ont déjà des notions de langue turque, le gouvernement d'Ankara propose le programme de langue turque Yunus Emre pendant l'été, à Ankara, Istanbul, Izmir, Bursa ou Antalya, alliant ainsi stage linguistique et découverte du pays. Mais la diffusion de la langue turque n'est pas encouragée comme dans les pays voisins et reste limitée aux cours de langue proposés dans un but professionnel par l'Institut supérieur arabe de traduction[240]. D'ailleurs, le gouvernement algérien a rendu public en décembre 2012 son refus d'autoriser l'ouverture du Centre culturel turc dont le projet avait été soumis à Alger en 2010[241].

Et la langue arabe ?

Si la diffusion de la langue turque au Maghreb est un des outils diplomatiques dans la stratégie culturelle de la Turquie, qui prône la coopération et la multiplication des échanges dans tous les domaines, qu'en est-il de la langue arabe en Turquie ? Est-ce que la volonté de réinvestir le Maghreb se limite à une large offensive diplomatique et économique ou s'est-elle également traduite par l'expression d'un intérêt pour l'identité ou la culture maghrébines ?

---

[237] « Libyans ask Turkey for help on education », *Today's Zaman*, 8/12/11, http://feb17.info/news/libyans-ask-turkey-for-help-on-education/ ; « Libyan minister would like to see Turkish teachers, schools in his country », *Today's Zaman*, 23/2/12 http://www.todayszaman.com/news-272319-libyan-minister-would-like-to-see-turkish-teachers-schools-in-his-country.html

[238] « Turkey, Libya sign educational coopération deal », *World Bulletin*, 03/07/12, http://www.worldbulletin.net/index.php?aType=haber&ArticleID=92084

[239] « Algérie – Bourse d'études du gouvernement turc » *Excel Africa*, 06/03/11 http://www.excelafrica.com/fr/2011/03/06/algerie-bourse-detudes-du-gouvernement-turc/

[240] En partenariat avec l'ambassade de Turquie en Algérie.

[241] « L'Algérie refuse l'ouverture d'un centre culturel turc », Islam&Info http://www.islametinfo.fr/2012/12/10/lalgerie-refuse-louverture-dun-centre-culturel-turc/

© Ifri

Rappelons que la République de Mustapha Kemal, déterminée à effacer les « vestiges d'un passé révolu », avait banni l'enseignement de l'arabe dans les écoles, remplacé en 1928 l'alphabet arabe par l'alphabet latin et procédé à une épuration totale du lexique en vue d'en supprimer tous les mots arabes ou d'origine arabe[242]. Reléguée et limitée à son statut de langue du Coran, l'arabe était néanmoins enseigné dans quelques mosquées, où des doctorants en théologie pouvaient bénéficier du soutien financier de certains pays arabes du Golfe pour effectuer des séjours linguistiques au Moyen-Orient. Mais avec le coup d'État de 1997, l'Armée, rappelant le caractère séculaire du régime, a mis fin à cet enseignement, restreignant l'étude de l'arabe aux seuls lycées d'imam hatip (imams prédicateurs) et aux facultés de théologie Y ? ld ? r ? m Aktuna, et le ministre de la Santé de l'époque pouvait déclarer publiquement : « Le peuple turc n'a nul besoin d'apprendre l'arabe, pas plus que de s'arabiser »[243]. Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les choses ont quelque peu changé dans le rapport au monde arabe. Après avoir tourné le dos à celui-ci pendant près d'un siècle et négligé pendant aussi longtemps l'apprentissage de l'arabe, on a noté ces dernières années un certain intérêt pour les études « moyen-orientales » et pour la langue arabe. De fait, à côté de la traditionnelle élite républicaine, nationaliste et laïque, souvent formée dans les universités européennes et américaines, est venue se juxtaposer une nouvelle élite islamo-conservatrice, qui compte en son sein un certain nombre de personnalités ayant fait leurs études dans le monde arabe, en Égypte ou en Jordanie notamment. Par ailleurs, les élites laïques que le tropisme occidental a longtemps détournées de leurs voisins moyen-orientaux et qui ont soutenu l'ouverture de Davutoğluse sont mises à porter un regard nouveau sur les pays arabes, ce d'autant plus que les perspectives et promesses économiques sont considérables et que l'ouverture vers ces marchés se concrétise par des contrats aussi nombreux que juteux. Cet intérêt se manifeste également dans le milieu universitaire, où depuis 2003, des universités ayant ouvert des cours d'arabe, l'intérêt intellectuel et séculier pour l'apprentissage de la langue

---

[242] La Société d'études de la langue turque (*Türk Dil Kurumu*), fondée en 1932, surveilla étroitement le travail des lexicographes chargés de remplacer le vocabulaire arabo-persan par un vocabulaire d'origine turque et d'y d'intégrer des mots provenant des langues occidentales.

[243] Cité par J.-B. Le Moulec dans son excellente analyse dont ce passage s'est largement inspiré, *La langue arabe dans le champ académique turc,* 9 mai 2013, http://ovipot.hypotheses.org/8809

© Ifri

arabe est « sorti du champ religieux pour pénétrer le champ universitaire »[244]. Face aux bouleversements géopolitiques induits par la guerre de 2003 en Irak, les milieux universitaires et journalistiques se sont rendu compte qu'il pouvait être bénéfique d'acquérir une certaine aptitude linguistique, même limitée, pour pouvoir communiquer, lire la presse et mieux comprendre et connaître la société de leurs pays voisins. Cependant, ainsi que le met en évidence le travail de Jean-Baptiste Le Moulec, même si l'apprentissage de l'arabe est sorti du religieux, il se trouve que faute d'experts en linguistique arabe, l'enseignement mis en place ces dix dernières années dans les universités publiques ou privées est encore confié à des professeurs turcs issus des facultés de théologie – des théologiens – qui maîtrisent parfaitement la langue du Coran dans son contexte religieux mais n'ont pas l'expertise nécessaire dans le domaine de la langue moderne ou dans celui des dialectes, dont la connaissance est nécessaire et fondamentale pour comprendre et analyser les sociétés arabes.

Lors de sa visite à Alger en juin 2013, s'exprimant à l'Université d'Alger, Erdoğan a de lui-même évoqué cette situation : « Il existe plus de 80 facultés de théologie. Pour ce qui est de la grammaire, cela va, mais l'arabe dialectal est un point faible », a-t-il déclaré, ajoutant que « les autorités turques entendaient remédier à cet état des choses en renforçant la coopération dans le domaine de l'enseignement avec des pays tels que l'Égypte, la Jordanie et l'Algérie[245] ».

On note également que si, depuis 2003, le Conseil de recherche scientifique et technologique de Turquie (TUBITAK) distribue des bourses aux étudiants de sciences sociales souhaitant travailler sur le monde arabe, l'enseignement de l'arabe n'est pas encore considéré comme une composante déterminante de l'expertise régionale et la pénurie de chercheurs possédant une maîtrise de la langue arabe est manifeste. Aujourd'hui encore, nombre d'« experts » turcs du monde arabe participant à des séminaires ou colloques dans les pays arabes ne peuvent pas s'exprimer en arabe et présentent les résultats de leurs recherches et de leurs connaissances en anglais. De même, la plupart des diplomates turcs en poste dans les ambassades dans des pays arabes,

---

[244] Ibid.

[245] « Turkish PM receives honorary doctorate in Algeria for 'contributions to humanity », Hurryet Daily News, 5 juin 2013, http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-pm-receives-honorary-doctorate-in-algeria-for-contributions-to-humanity.aspx?PageID=238&NID=48294&NewsCatID=338

© Ifri

s'ils ont une expertise concernant l'histoire politique ou les relations internationales, n'ont aucune connaissance de la langue arabe et communiquent avec leurs interlocuteurs arabes en anglais, le plus souvent, ou en français. Cependant, certains d'entre ceux rencontrés au Maghreb prennent quelques cours de dialectal sur place.

Cette carence se retrouve également dans le milieu journalistique, où les journalistes arabisants sont encore trop peu nombreux, ce même si la TRT (Turkish Radio and Television Corporation) a lancé son canal arabe, *At Turkiyya* en mars 2010 et que l'agence de presse « Anatolie » (AA) a, en 2012, renforcé sa présence dans le monde arabe avec l'ouverture de 22 bureaux, dont deux en Tunisie et au Maroc[246].

Par ailleurs, il est clairement établi que les Turcs arabisants sont peu nombreux, mais les statistiques officielles précises font défaut, tout comme pour les Turcs arabophones, notamment ceux installés aux régions frontalières adjacentes à la Syrie, dont on ne sait pas combien continuent de parler arabe.

De plus, même si les communautés arabophones se sont agrandies avec l'afflux des Arabes chrétiens ou musulmans réfugiés venus du Liban pendant la guerre civile, puis d'Irakiens chassés par la répression au temps de la dictature de Saddam Hussein ou après l'invasion américaine et plus récemment de Maghrébins, aucune des communautés arabophones de Turquie ne possède ses écoles.

Ainsi, alors que la culture de la Turquie moderne – séries télévisées, films, musique, mode, apprentissage de la langue turque – pénètre de plus en plus dans la vie quotidienne des Maghrébins, la langue arabe et la culture qui lui est associée restent en Turquie limitées à la sphère religieuse, les timides percées opérées dans la sphère séculière n'ayant pas encore porté leurs fruits. Comment la Turquie, pays qui aspire à devenir le pôle culturel le plus solide de la région, pourra-t-elle continuer à ignorer la langue de ses nombreux voisins et prétendre à un rôle de puissance régionale sans maîtriser l'arabe est une question qui mérite d'être posée, même si la réponse n'est pas à court terme un facteur déterminant pour l'état des relations entre la Turquie et ses voisins.

---

[246] « L'Agence de presse turque Anatolie ouvre un bureau en Tunisie et au Maroc », *Turquie-news.com*, 21/04/12
http://www.turquie-news.com/rubriques/actualite/l-agence-de-presse-turque-anatolie,8985.html

© Ifri

Conclusion

Pour des raisons aussi bien idéologiques que politiques et économiques, le gouvernement AKP, arrivé au pouvoir en novembre 2002, a progressivement engagé la Turquie dans une stratégie de rapprochement avec le monde arabe.

Ce rapprochement a été servi par les bouleversements du Printemps arabe, qui ont favorisé l'arrivée au pouvoir de formations politiques idéologiquement proches de l'AKP. Mais la place prise par Ankara dans la gestion politique et la reconstruction économique dans les pays du Printemps arabe est une place laissée largement vacante par l'Union européenne, vers laquelle, initialement et automatiquement, les pays du Maghreb, au début de leur transition, s'étaient tournés dans l'espoir que celle-ci les accompagnerait comme elle avait accompagné et soutenu la transition des pays de l'Europe de l'Est dans les années 1990. Or, une telle implication des États-Unis et de l'Union européenne n'a pas été au rendez-vous, laissant la place à une Turquie qui a su saisir l'occasion de démontrer son activisme et d'occuper le devant de la scène en 2011 et 2012, au Moyen-Orient et au Maghreb.

Toutefois, la tournure prise par les événements au Moyen-Orient, l'enlisement du conflit syrien, le coup d'État militaire en Égypte, le ralentissement de l'économie turque, ainsi que les troubles de politique intérieure ont pu faire penser que le « rêve arabe de la Turquie[247] » avait pris fin et ont amené plusieurs spécialistes de la Turquie à s'interroger sur son statut de puissance régionale ainsi que sur les capacités du leadership turc. Ainsi, pour Dorothée Schmid, « Il y avait certes une attente de Turquie dans la région, mais celle-ci a désormais du mal à être à la hauteur de ses nouvelles responsabilités de puissance[248]. » Gilles Riaux, de son côté, avance l'idée d'une Turquie en phase « d'apprentissage » de son statut de

[247] Bayram Balci, « Le rêve arabe de la Turquie brisé par la crise syrienne », Étude Ceri188, http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/le-reve-arabe-de-la-turquie-brise-par-la-crise-syrienne#

[248] Dorothée Schmid, « Le modèle turc à l'épreuve du printemps arabe », *Questions internationales*, janvier/février 2012.

© Ifri

puissance régionale, mais constate aussi que « le gouvernement d'Erdoğan apparaît de moins en moins capable d'adapter sa politique étrangère aux nécessités du temps »[249].

En effet, au plan intérieur, l'idée d'une Turquie constituant un modèle de démocratie est contredite par les dérives autoritaires qui ont culminé dans les émeutes du printemps 2013 et les affrontements entre le pouvoir et l'appareil judiciaire depuis décembre 2013. L'effet dévastateur de la crise sur l'image d'un parti qui avait fait de la lutte anticorruption son cheval de bataille pourrait peser lourdement sur son avenir politique, tant sur son actuel maintien au pouvoir que sur les prochaines échéances électorales de 2014, dont le premier scrutin au suffrage universel direct pour la présidentielle de l'été 2014.

Au plan extérieur, si la Turquie a su profiter d'un contexte régional bouleversé par les révolutions arabes pour s'imposer et imaginer pouvoir redistribuer les cartes du Moyen-Orient en sa faveur, il semblerait que toutes les actions quErdoğan a initiées se soient retournées contre son pays. En effet, non seulement l'espoir de création d'une zone de libre-échange/circulation avec les pays de la région moyen-orientale a volé en éclats, mais les positions d'Ankara dans le conflit syrien depuis mai 2011, puis dans la crise égyptienne depuis juillet 2013 ont isolé la Turquie dans une région qu'elle voulait dominer politiquement et dans laquelle Erdoğan avait caressé l'ambition de remplacer Hosni Moubarak comme leader du monde arabo-musulman[250].

En fait, le Printemps arabe moyen-oriental n'aura finalement pas été une bonne chose ni pour la diplomatie turque, qui a enregistré de sérieux revers, dont le plus grave reste la chute de Morsi et la destitution des frères Musulmans, ni pour sa politique économique, qui a accumulé les pertes de marchés, aussi bien en Syrie qu'en Égypte, en Irak, en Iran et au Liban, ni pour la sécurité du pays, vu le regain du terrorisme et la situation explosive des réfugiés aux frontières.

---

[249] Gilles Riaux (dir.), *La Turquie au Moyen Orient: L'apprentissage de la puissance*, Étude de l'IRSEM n° 28-2013, p.9.

[250] Voir Fisher Onar, Nora, « Is Morsi a Contender for Erdogan's Crown ? », le 6 septembre 2012, *The German Marshall Fund of the United States Blog : Expert Commentary*, http://blog.gmfus.org/2012/09/06/is-morsi-a-contender-for-erdogans-crown/.

© Ifri

Au Maghreb, les islamistes se sont démarqués publiquement d'un modèle turc dont ils voulaient s'inspirer. Mais si, en Tunisie, l'échec politique et économique d'Ennahda confirme la déroute des islamistes soutenus par l'AKP, il ne constitue pas pour la Turquie une défaite aussi cinglante que la destitution de Morsi, et la crise tunisienne n'entache pas l'image de la Turquie ni ne remet en cause les relations entre les deux pays. Certes, en Libye, les autorités n'ont pas encore pu sécuriser le retour des entreprises turques, qui attendent leur indemnisation, mais elles continuent de compter sur le soutien de la Turquie à la reconstruction du pays, et Ankara y est toujours considérée comme l'alliée d'hier et de demain. Certes, Alger ne suit pas sans déplaisir les défaites diplomatiques d'Erdoğan, auquel elle s'oppose sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux, traîne les pieds en ce qui concerne le projet d'accord de libre-échange et fait la sourde oreille quand il est question d'ouvrir un centre culturel turc dans la capitale, mais la coopération économique et militaire se poursuit et ni les rancœurs du passé ni les divergences politiques n'altèrent l'image positive dont jouit la Turquie. Au Maroc, si le PJD s'est clairement démarqué du modèle social et politique de la Turquie, les relations restent cordiales et la coopération économique fructueuse, même si les acteurs économiques marocains déplorent l'aggravation du déficit de la balance commerciale. Contrairement au Moyen-Orient, au Maghreb, la Turquie a démontré ses capacités d'adaptation en ajustant ou modifiant les grandes orientations et les doctrines en fonction du contexte politique régional, économique ou social, au cas par cas, selon les intérêts et les situations du moment.

Comme toutes les analyses et de nombreux sondages le montrent, la réussite économique turque continue de susciter l'admiration, et si la Turquie est un modèle, elle est un modèle de réussite économique dont chaque pays du Maghreb rêverait de s'approcher. En effet, la Turquie continue de symboliser un modèle de réussite économique dont on cherche à imiter les méthodes de travail, les politiques de privatisation, le savoir-faire industriel et technologique, la culture de l'entreprenariat et la diplomatie économique à l'origine des succès du pays.

Pour les dirigeants maghrébins, sans que cela remette en cause leurs liens avec leurs autres partenaires, la Turquie est incontestablement un nouvel acteur économique qui comptera de plus en plus à l'avenir, un partenaire avec lequel les relations seront plus simples qu'avec d'autres partenaires historiques.

© Ifri

Le Maghreb est devenu une pièce maîtresse de la stratégie internationale de la Turquie. Alors que l'avenir européen de cette dernière est en suspens et que ses positions au Moyen-Orient se sont détériorées, le Maghreb représente non seulement le nouvel axe de coopération qui pourrait sauver sa position aujourd'hui endommagée au Moyen-Orient, mais de par sa situation stratégique et son ancrage africain, il lui offre un meilleur accès aux pays d'Afrique subsaharienne, sphère avec laquelle les relations étaient inexistantes jusqu'au début des années 2000 et où la Turquie est en passe de devenir un partenaire de premier plan. En à peine dix ans, depuis la signature des accords de coopération avec la région, et l'ouverture des premières ambassades, la Turquie y a réussi une percée économique remarquable et y a conquis des marchés importants. Ainsi, après avoir longtemps ignoré le Maghreb, la Turquie est appelée à approfondir ses liens avec lui ; et c'est en devenant une vraie puissance méditerranéenne d'abord et africaine ensuite qu'elle sera en mesure de s'affirmer face à l'Union européenne, de revenir sur la scène régionale arabe et, pourquoi pas, de se rêver de nouveau en puissance internationale.

Enfin, disposant d'un soft power tout aussi puissant que subtil, la Turquie a développé au Maghreb une influence culturelle qui lui assure un immense capital de sympathie. Par ses positionnements dans la question palestinienne elle a séduit les Maghrébins qui ont commencé à la regarder d'un autre œil. Par ses séries télévisées, elle les a conquis. Les écoles turques se multiplient, l'apprentissage de sa langue se répand, la mode turque séduit, les touristes maghrébins sont de plus en plus nombreux et les mariages mixtes se développent.

Les relations entre la Turquie et les pays du Maghreb n'en sont encore qu'à leurs débuts, mais elles s'avèrent déjà plutôt prometteuses.

© Ifri

Bibliographie

Ouvrages

Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, « Repères », 2010.

Bozarslan, Hamit, Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours, Tallandier, 2013.

Cautrès, Bruno et Nicolas Monceau, *La Turquie en Europe : l'opinion des Européens et des Turcs*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, Fait politique, 2011.

Darronsoro, Gilles, Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales, Éditions Autrement, 2009

Gozlan, Martine, *L'imposture turque*, Grasset, 2011.

Giblin, Béatrice et Yves Lacoste, collectif, *Géopolitique de la Turquie*, Hérodote No 148, avril 2013.

Hale, William et Ergun Özbudun, Islamism, Democracy and Liberalism in Turkey : The case of the AKP, Abingdon, Routledge, 2009.

Hajji, Lotfi, Bourguiba et l'islam, le politique et le religieux, Sud Éditions, Tunis, juin 2011

Josseran, Tancrède, La nouvelle puissance turque – l'adieu à Mustapha Kemal, Ellipses Marketing, 2010.

© Ifri

Kazancigil, Ali, *La Turquie*, Le Cavalier Bleu, Coll. Idées reçues, 2008.

Kazancigil, Ali, Bilici, Faruk et Akagül Deniz (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Fayard, collection Pluriel, 2013.

Kuru Ahmet T. et Alfred Stepan (dir), *Democracy, Islam, and Secularism in Turkey*, Columbia University Press, 2012.

Liel, Alon, « The Special relationship with Libya », in *Turkey in The Middle East : Oil, Islam, and politics*, Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, 2001.

Nasr, Vali, The Dispensable Nation : American Foreign Policy in Retreat, Doubleday, avril 2013.

Parlar Dal, Emel (dir.), Turquie, la nouvelle politique extérieure turque entre le mythe européen et la nostalgie ottomane, Revue EurOrient N° 35-36, L'Harmattan, 2011.

Pope Hugh et Nicole Pope, *Turkey Unveiled : A History of Modern Turkey*, 2e édition, The Overlook Press, 2011

Rosecrance, Richard, The Rise of the Trading State : Commerce and Conquest in the Modern World. New York : Basic Books, 1986.

Schmid, Dorothée (dir.), La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ? Paris, CNRS Éditions, 2011.

Yankaya, Dilek, La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc, Paris, PUF, 2013.

Zaghouani, Henda, Le pèlerinage oriental de Habib Bourguiba, Publibook, 2011.

© Ifri

Articles et contributions

Altunışık, Meliha, « The Possibilities and Limits of Turkey's Soft Power in the Middle East », *Insight Turkey,* vol. 10, n° 2, 2010, p. 41-54.
http://file.insightturkey.com/Files/Pdf/insight_turkey_vol_10_no_2_2008_altunisik.pdf

Bank, André et Roy Karadag, *The Political Economy of Regional Power : Turkey under the AKP*. German Institute of Global and Area Studies, Institute of Middle East Studies, 2012.

http://www.giga-hamburg.de/de/system/files/publications/wp204_bank-karadag.pdf

Billion, Didier, « Tentative de mise en perspective de la politique extérieure de la Turquie », in *Confluences Méditerranée,* n°83, 2012.

Buccianti, Alexandra, « Dubbed Turkish soap operas conquering the Arab world: social liberation or cultural alienation ? », *Arab Media & Society*, revue en ligne, 2011

http://www.arabmediasociety.com/articles/downloads/20100330130359_Buccianti_-_for_PDF.pdf

Cagaraptay, Soner, « The AKP's Foreign Policy : The Misnomer of "Neo-Ottomanism" », The Turkey Analyst by The Central Asia-Caucasus Institute, 24 avril 2009.

Cagaraptay, Soner, « The New Turkey and US Policy », *Strategic report 11*, The Washington Institute for Near East Policy, janvier 2013 ;
http://www.washingtoninstitute.org/uploads/StrategicReport11.pdf

Garapon, Béatrice, « La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la doctrine Davotuglu », Revue Averroès, 28 novembre 2010 ; http://revueaverroes.com/category/numero-3-112010/focus-les-politiques-internationales-du-monde-arabe/la-politique-arabe-de-la-turquie-depuis-2003.

© Ifri

Giblin, Béatrice, « La Turquie, puissance régionale émergente ? », in *Hérodote*, premier trimestre 2013, http://www.herodote.org/spip.php?article563

Groc, Gérard, « Une nouvelle diplomatie turque », Policy paper, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, IRIS, décembre 2011,

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2011-12-08-grard-groc---nouvelle-diplo-turque.pdf

Groc, Gérard. « La doctrine Davutoglu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », in *Confluences Méditerranée*, No 83, 2012, pages 71-85.

Güner, Serdar, « Religion and Preferences : A Decision-theoretic Explanation of Turkey's New Foreign Policy », in *Foreign Policy Analysis,* vol. 8, n° 2, 2012, pages 217-230.

Hallams Ellen et Benjamin Schreer, « Towards a "post-American" alliance ? NATO burden-sharing after Libya », in *International Affairs* 88 : 2, March 2012, pages 313 à 327.

Kardas, Saban, « Turkey and The Arab Spring : transformations in Turkey's Middle east Policy », spring 2013,

http://www.academia.edu/4752322/Turkey_and_The_Arab_Spring_Transformations_in_Turkeys_Middle_East_Policy

Kirişci, Kemal, « The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World », Brookings, 15 août 2013, http://www.brookings.edu/research/opinions/2013/08/15-rise-and-fall-turkey-model-middle-east#

Kösebalaban, Hasan, « Turkey and the New Middle East : Between Liberalism and Realism », Center for Strategic research, 2013,

http://sam.gov.tr/wp-content/uploads/2012/02/HasanKosebalaban.pdf.

© Ifri

Le Moulec, Jean-Baptiste, « La langue arabe dans le champ académique turc », 9 mai 2013, blog de l'OVIPOT, 9 mai 2013, http://ovipot.hypotheses.org/8809

Montgrenier, Jean-Sylvestre, « L'impasse de la politique néo-ottomane », in *Le Temps*, avril 2012, http://www.letemps.ch/Facet/print/Uuid/435bc7c0-84d5-11e1-908d-d35251733e75/Limpasse_de_la_politique_n%C3%A9o-ottomane

Özcan, Mesut, « Turkey's Policy towards the Middle East and North Africa after the Arab Spring », Tepav, International Policy and Leadership Institute, Turkey Policy Brief Series, 2013, http://www.tepav.org.tr/upload/files/1367496675-5.Turkeys_Policy_towards_the_Middle_East_and_North_Africa_after_the_Arab_Spring.pdf.

Paris, Julien, « Succès et déboires des séries télévisées turques à l'international. Une influence remise en question », *Hérode* 148, La Découverte, 1er trimestre 2013 http://www.herodote.org/IMG/pdf/Paris.pdf

Perekli, Feriha « The Applicability of the "Turkish Model" to Morocco : The Case of the Parti de la Justice et du Développement (PJD) », *Insight Turkey*, vol. 14, n°. 3 (2012), P. 85-108 ; http://file.insightturkey.com/Files/Pdf/insight_turkey_vol_14_no_3_2012_perekli.pdf

Riaux, Gilles (dir.), La Turquie au Moyen Orient : L'apprentissage de la puissance, Étude de l'IRSEM No 28-2013.

Robins, Philip, « Turkey's "double gravity" predicament : the foreign policy of a newly activist power », in *International Affairs*, 89 : 2, 2013.

Schmid, Dorothée, « Les nouveaux horizons de la diplomatie turque », in *Questions internationales*, n° 42, mars-avril 2010

© Ifri

Schmid, Dorothée et Marc Semo, « Un « modèle turc » pour les révoltes arabes ? », in *Politique internationale* n° 131, printemps 2011, pages 131-147.

Schmid, Dorothée, « Le modèle turc à l'épreuve du printemps arabe », in *Questions internationales*, janvier/février 2012.

Taşpınar, Ömer, « An Uneven Fit ? The 'Turkish Model' and the Arab World », Analysis Paper No, 2003, *The Saban Center for Middle East Policy at Brookings Institution*

Tepperman, Jonathan, « Turkey's Moment : A Conversation with Abdullah Gül », in *Foreign Affairs Magazine*, janvier/février 2013 ;

http://www.foreignaffairs.com/discussions/interviews/turkeys-moment

Tür, Özlem et Ahmet Han, « A Framework for Understanding the Changing Turkish Foreign Policy of the 2000s », *in* Özden Zeynap Oktav (ed.), *Turkey in the 21st Century. Quest for a New Foreign Policy,* Farnham, Ashgate Publishing Ltd, 2011.

Ustun, Kadir et Nuh Yilmaz, « The Erdoğan Effect : Turkey, Egypt and The Future of the Middle East », in *Cairo review of Global Affairs*, novembre 2011, http://kadirustun.com/2011/11/10/the-erdogan-effect-turkey-egypt-and-the-future-of-the-middle-east

Zanotti, Jim, « Turkey : Background and U.S. Relations »
21 juin 2013, Congressional Research Service
http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/R41368.pdf

© Ifri